
IN LVMINE TVO VIDEBIMVS LVMEN
SIGILLVM · COLLEGII · COLVMBIAE · NOVI EBORACI
I PET·II·I·2·7V

PÉTAIN

et le

Pétinisme

Marquis d'ARGENSON

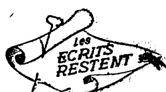
PÉTAIN

ET LE

PÉTINISME

essai de psychologie

Préface de Rémy ROURE



ÉDITIONS CRÉATOR

Printed in France.

Préface

Le livre du marquis d'Argenson est un précis d'histoire, une synthèse et une explication dont la valeur pourra être contestée aujourd'hui, toutes les passions n'étant pas apaisées, mais qui comptera pour l'avenir. Aussi bien l'auteur, dans un sentiment de pudeur compréhensible, ne l'eût-il pas publié avant longtemps et l'eût-il réservé à l'éducation de ses enfants, si, par d'audacieuses déformations, on n'avait tenté de transposer l'œuvre néfaste d'un vieillard trop ambitieux en dessein génial, la déchéance d'une gloire passée en une sorte de nouvelle apothéose, le mal terrible et profond fait à la patrie, et dont elle souffre encore dans sa chair et dans son âme, en une protection virile et lucide, l'abandon en un étincelant bouclier et le défaitisme pur et simple en résistance, alors que le silence s'imposait par pitié et par respect de la tombe.

Si encore la tentation de défendre l'œuvre de Vichy et du dérisoire « chef de l'Etat Français » avait gardé quelque décence, si elle n'avait pas été accompagnée de calomnies et d'injures contre les Français libres qui avaient continué désespé-

rément à combattre à l'intérieur comme à l'extérieur, il eût été possible de laisser à l'histoire sereine le soin de faire le partage à la lumière des documents qui ne sont pas tous connus, mais personne n'ignore le déchaînement des haines, des rancunes — qui couvrent peut-être quelque honte et quelques remords — à l'égard de ceux qui refusèrent de subir et qui ont maintenu l'honneur, la fierté, l'âme de la patrie. M. d'Argenson a pensé qu'il ne pouvait, dans ces conditions, garder le silence, qu'il avait le devoir de publier ce petit livre dont la force et la densité sont vraiment admirables, où rien n'est laissé dans l'ombre, sans déclamation, sans longueurs inutiles.

Voilà bien la qualité essentielle de ce précis : la clarté. Il jette sur les hommes, sur les événements qui s'enchaînent, sur les foules, une lumière éclatante. La langue en est classique, ample, magnifique et fait songer à Montesquieu. Rien qui rappelle un pamphlet, pas de vaines polémiques. La réaction des acteurs devant les faits dévoile les caractères et les tempéraments et en découle. Une formule parfois suffit. Admirons celle-ci qui définit Pierre Laval : « Sa véritable trahison fut d'avoir prétendu gouverner un peuple grand et glorieux en faisant abstraction totale de l'honneur. » Le livre est une fresque minutieusement peinte que le temps n'effacera pas, à laquelle bien peu de corrections devront être apportées. Je n'hésite pas à le dire : cet ouvrage est un petit chef-d'œuvre de style, de netteté historique, de bonne foi, où l'effort de sincérité, de sérénité, d'impartialité est indéniable.

Nos enfants et nos petits-enfants pourront y trouver une explication de cette triste période de notre histoire où l'on vit un peuple fier s'abandonner. Etait-il possible qu'il en fût autrement ? Le snobisme mussolinien, le culte abondamment répandu de la force des autres à laquelle on se soumettait déjà moralement (premier abandon), la séduction de mythes qui flattaient des passions anciennes et des intérêts, le reniement de nos dieux traditionnels, une propagande menée par des idéologues aveugles en même temps que par des agents de l'étranger et des traîtres (il faut lire dans les « Décombres » de Rebattet les soirées d'Inter-France, il faut se souvenir des réceptions d'Abetz) tout cela devait déjà dissoudre les énergies, accroître le scepticisme en face de gouvernements amorphes et parfois complaisants. Daladier rentrant de Munich s'étonnait de l'immense acclamation qui l'accueillait. Elle n'était cependant que le résultat de ce travail de désintégration nationale savamment conduit, et par quelques-uns inconsciemment favorisé. Voilà bien le paradoxe, mais qui n'est pas un paradoxe : le culte de la force des autres que l'on pensait être générateur d'énergie nationale s'était traduit par la lâcheté et par la peur. Après Munich et la drôle de guerre, comment beaucoup de Français n'auraient-ils pas pensé qu'un autre Munich était en vue, préparé, plus vaste, plus sanglant, mais rapide et définitif. Le soulagement qui accueillit l'armistice ne fut que l'écho, plus vaste lui aussi, du « lâche soulagement » qui avait accueilli le pacte hideux où avait sombré le prestige de la France. Les acclamations qui saluèrent Pétain étaient les mêmes que celles qui

avaient accueilli Daladier. Les hommes politiques, même ceux sur qui le pays aurait pu compter, s'étaient ralliés passivement au Pacte. Les chefs militaires se rallièrent à l'armistice qui était pire, avec ses clauses honteuses, qu'une capitulation dont ils refusaient la responsabilité. Le mérite de cette lâcheté qui fit acclamer presque unanimement l'abandon des armes revenait au vieux Maréchal, mais sur cette lâcheté, il y avait aussi l'illusion d'une gloire. D'arrière-pensées politiques contre le régime n'étaient pas absentes. Le 6 février et Munich n'avaient pas suffi pour détruire la République, rêve de quelques-uns. La défaite « étoilée » en devenait l'occasion, la médiocrité le moyen. Ce n'est pas par hasard que la plupart des hommes du 6 février sont devenus les soutiens les plus fidèles de la « révolution nationale » et de l'Etat Français.

Bien entendu il s'agissait de rejeter sur d'autres les responsabilités de l'effondrement moral et militaire. L'effondrement moral avait pour cause « l'esprit de jouissance » dénoncé par le Maréchal. L'effondrement militaire, l'impréparation due aux institutions et aux politiciens de la troisième République. Le démontrer, tel était le dessein du procès de Riom et, pour plus de sûreté, les condamnations sans jugement avant le procès. Or il se trouvait que les grands chefs militaires se condamnaient eux-mêmes. Ils avaient été les maîtres de l'armée et de l'armement. Enlisés dans la routine et dans l'esprit de défensive, ils s'étaient opposés, et ils s'opposèrent jusqu'au bout, aux innovations audacieuses et prophétiques de Charles de Gaulle. « L'armée de

métier », vision prophétique de la guerre prochaine, a été publiée en 1934. *C'est un haussement d'épaules des grands stratèges qui l'accueillit. Mais quels étaient-ils ces grands stratèges, sinon Pétain et Weygand? Le pouvoir civil les avait suivis, on peut le dire, aveuglément. Pas une demande de crédit militaire qui ne fût acceptée par les gouvernements et par les Chambres. Peu de temps avant la guerre, le général Weygand proclamait encore sa foi dans l'invincibilité de l'armée française. Mais quand les divisions blindées allemandes firent leur trouée sur la Meuse, quand la « bataille de France » fut perdue, c'est à la déficience du matériel, en même temps qu'à la démoralisation de l'armée, que l'on s'en prit, et le bouc émissaire fut le régime républicain. La défaite devait permettre, devant l'ennemi, et sous l'occupation ennemie, le triomphe de la « révolution nationale ». Mais il fallait pour cela que l'on escomptât le triomphe de l'hitlérisme et du nazisme, le triomphe de « la force des autres ». Le vœu de Laval, exprimé publiquement à la radio et non rejeté aussitôt avec indignation par le « chef de l'Etat », correspondait à l'état d'esprit d'un certain nombre d'inconscients et de misérables. Mais ils n'hésitent pas aujourd'hui, ces misérables et ces inconscients, à dire : « Nous avions raison, puisque l'ennemi n°* 1 *maintenant c'est l'Union Soviétique, le communisme ». Laval voyait donc clair. Le bouclier hitlérien protégeait la civilisation occidentale. D'autres, il est vrai, prétendent autre chose et invoquent « le double jeu » de Vichy et du chef de l'Etat Français pour assurer que la vraie résistance à l'Allemand était menée par le*

Maréchal et ses fidèles. Mais les deux clans s'accordent pour injurier et calomnier la résistance réelle, claire, sans équivoque. Leur alliance est indiscutable. Les défenseurs des uns et des autres sont les mêmes. Il y a une coalition, un bloc de l'ensemble de la collaboration et du double jeu.

Sans doute avaient-ils espéré, les uns et les autres, que le grand Munich que pouvait être la drôle de guerre se terminerait par un nouveau Pacte qui aurait permis à Hitler de se jeter sur la Russie soviétique. Un article étrange avait été publié par un grand journal du soir au moment de l'offensive allemande dans les Ardennes, avec ce titre : « La trahison d'Hitler ». La trahison d'Hitler ? Qui donc trahissait-il en attaquant la France ? Ses promesses ou les espoirs de ceux qui voyaient en lui (« la force des autres ») un bouclier contre le bolchevisme ? Pouvaient-ils penser vraiment que le maître du grand Reich tenterait de se saisir de la proie russe sans avoir, au préalable, écrasé la France et l'Occident ? Pensaient-ils que, vainqueur, il ne dépecerait pas aussi, et peut-être surtout, la France, la plus belle proie occidentale ?

L'appel du 18 juin, l'appel de l'homme providentiel, déjoua tous les calculs, audacieux ou sordides. L'instinct national fit le reste. Une voix s'était élevée et, du même coup, les forfaitures, les équivoques, furent pour les esprits droits et les âmes fières, balayées. Il resta la résignation, la passivité d'un grand nombre. Du moins l'honneur était sauf.

Tout cela ressort clairement du beau livre du

marquis d'Argenson. Sa conclusion mérite d'être méditée. Elle comporte l'abandon de l'esprit de vengeance, une large compréhension des erreurs et des fautes commises, une amitié française reconstituée, une réforme d'institutions vieillies, une renaissance de la fierté et de la volonté nationales. Mais elle est aussi pour certains, qui n'ont rien appris ni rien oublié, un rappel à la pudeur.

Rémy ROURE.

Avant-propos

Les historiens futurs de la France auront quelque peine à faire le récit des tristes années qui s'étendirent de l'invasion allemande à la Libération. Comment expliquer, en effet, qu'une nation si fière de sa gloire, et plus particulièrement de sa gloire militaire, ait refusé pour elle-même les sacrifices qu'elle avait vu d'un cœur léger certains de ses alliés s'imposer pour la cause commune ? Qu'elle ait jeté ses armes alors que d'autres combattaient encore ? Que, fût-ce un instant, elle ait regardé avec indifférence ce dilemme : vivre diminuée sous l'égide d'un ennemi vainqueur ou devoir sa délivrance à un effort de guerre à quoi sa propre participation serait presque nulle ? Le peuple, dira-t-on, fut trompé par ses chefs. Mais à quoi donc attribuer la ferveur dont on entoura un vieillard qui avait certes eu ses heures de gloire mais que son âge avait paru vouer à l'oubli et qui ne reparaissait sur la scène que pour convier la France à commettre une lâcheté ? Comment un appel à la honte nationale suffisait-il à rendre à des politiciens décriés ou à donner à des inconnus la confiance du pays ? Et par quel étrange phénomène le champion étoilé du défaitisme trouvait-il

ses plus ardents partisans chez ceux que leur rang social, leur profession, le passé de leurs familles paraissaient désigner pour être les plus jaloux des gardiens de l'honneur national ?

Trouverait-on réponse satisfaisante à ces questions qu'un nouveau problème, plus malaisé encore à résoudre, s'offrirait aux historiens. Après quatre ans d'épreuves et d'humiliations la France fut enfin délivrée; elle retrouva, en même temps que son indépendance, un rang honorable parmi les nations victorieuses. Les Français ne devaient-ils point se livrer aux transports d'une allégresse universelle et durable; prendre courageusement leur parti des privations inévitables en songeant à l'horreur à quoi ils venaient d'échapper; répudier enfin d'une voix unanime les mauvais bergers qui avaient voulu mener le pays dans la voie des compromis avec l'envahisseur et que l'événement avait condamnés de façon si éclatante ? Or, en fait, la joie qui accueillit la Libération puis la victoire, pour sincère qu'elle eût été, ne se prolongea guère. Les préoccupations du présent l'emportèrent très vite sur les souvenirs du passé. Et quand on songeait à ceux-ci, ce n'était pas toujours pour se louer d'avoir vu finir l'humiliation nationale. Déjà, dans le moment même où l'ennemi, si arrogant la veille, fuyait devant les libérateurs, quelques esprits chagrins affectaient de ne point partager la joie environnante et d'être en proie à de graves inquiétudes au sujet du lendemain. Avec les années, de tels sentiments s'étendirent et devinrent plus intenses. On se lamenta sur les malheurs du temps, sur le triste sort de la France mal gouvernée, sur les dangers menaçants. On

en vint à comparer la fâcheuse situation du pays après la Libération à celle qu'il avait avant ce grand événement et il apparut chez bien des Français cette chose surprenante et abominable : la nostalgie du temps de la honte. Bientôt, des regrets murmurés on en vint à l'apologie ouverte. Il se forma une légende épique où les hommes de Vichy tenaient le rôle de paladins de l'honneur national et de la grandeur française. Et peu s'en fallut qu'au regret du régime du maréchal ne s'ajoutât, chez certains, le regret du gendarme allemand qui en formait le soutien.

De ces aberrations psychologiques, on a donné des raisons simplistes : ambition des uns, avidité des autres, tentatives désespérées d'anciennes oligarchies dirigeantes de ressaisir leurs privilèges au prix de l'indépendance nationale. Ces explications comportent assurément une part de vérité, mais elles sont incomplètes et laissent de côté certains des éléments du problème. L'opposition des sentiments du peuple à ceux de la bourgeoisie (si exploitée à des fins politiques après la Libération) n'existait point en 1940. La nation presque unanime accueillit l'armistice avec joie et en acclama l'auteur. Dans quelques villes et villages la population, au premier aspect des uniformes verts, ne manifesta que de la curiosité, parfois mêlée d'une certaine sympathie. C'était, à tout le moins, de la résignation qui accueillait l'envahisseur et celui-ci dut se muer en occupant et se rendre odieux par ses exactions et ses crimes pour soulever une haine où la souffrance matérielle avait souvent plus de place que la fierté nationale blessée.

Un autre fait indéniable est l'existence d'un nombre assez considérable de gens parfaitement désintéressés, sincèrement patriotes, ardemment antiallemands et pourtant admirateurs enthousiastes de l'homme à qui la défaite avait pu seule donner le pouvoir et qui n'eût pu s'y maintenir que par le triomphe de l'ennemi. C'est peut-être là le plus curieux de tous les paradoxes que l'on rencontre dans l'étude du pétinisme.

Il est certain que bien des détails obscurs de l'histoire du régime de Vichy seront mieux compris à mesure que les acteurs, grands et petits, de cette tragi-comédie livreront leurs souvenirs au public et que seront ouvertes des archives cachées. Mais la lumière ainsi obtenue ne sera point suffisante. Tout d'abord, les « mémoires » sont rarement sincères, soit que leur auteur cherche délibérément à se montrer aux lecteurs sous le jour le plus favorable, soit que, de bonne foi, il s'abuse sur les mobiles qui le guidaient au temps où se produisaient les événements qu'il raconte. (Qu'on se rappelle les conversions de septembre 1944 avec l'oubli du passé collaborateur ou attentiste — oubli sincère à force de naïveté.) Puis, les documents peuvent bien éclairer tous les aspects d'un fait; leur secours est presque nul s'il s'agit de rechercher les mobiles secrets des actions et plus encore de déterminer les causes d'un phénomène psychologique. Peut-être ici, un mot entendu en passant, un silence un peu trop prolongé, l'expression fugitive d'un regard, seraient-ils d'une utilité plus grande. Mais pour faire usage de ces éléments de vérité, de nature si fluide, il convient de les fixer avant que l'écoulement du temps ne les ait effacés ou

du moins déformés. Il n'est guère souhaitable que l'histoire des événements soit écrite trop tôt; l'examen psychologique doit, au contraire, être tenté dans les moindres délais.

L'on n'a point eu ici le propos présomptueux de répondre à toutes les questions qui peuvent être posées. Le but de cet essai est plus modeste. On a voulu seulement apporter une légère contribution à la connaissance d'une période de notre histoire, à laquelle un Français ne peut songer sans que le rouge ne lui monte au front, mais qu'on ne pourra sans danger ensevelir dans l'oubli que lorsque aura cessé l'étrange aberration de ceux qui en font ou en écoutent encore l'apologie. L'auteur croira la tâche accomplie si ces pages, qui sont sincères, peuvent servir en même temps à réfuter quelques sophismes et à jeter quelques lueurs sur une époque obscure.

PREMIÈRE PARTIE

Les antécédents du Pétinisme

Le péché des républicains

Le régime politique d'une nation n'est pas, ne peut pas être sans exercer une influence considérable sur le comportement des générations de citoyens qui se succèdent sous ses lois. Et quand se produit un fléchissement moral aussi grave que celui qu'on vit en France en 1940 il convient d'examiner dans quelle mesure il faut en faire porter la responsabilité aux institutions qui régissaient le pays. C'est pourquoi l'étude du pétinisme doit nécessairement être précédée d'une méditation sur l'histoire de la Troisième République.

Ce régime a été diversement jugé. Les uns ont vu en lui la cause unique de tous les malheurs de la France; d'autres, comparant le présent au passé, se sont créés une image trop idéale d'un gouvernement à la fois efficace et débonnaire qui avait su maintenir la France à son rang tout en assurant aux citoyens les bienfaits de la liberté.

A la vérité, la Troisième République n'avait mérité

« ni cet excès d'honneur, ni cette indignité ».

Elle avait réparé les désastres de la guerre franco-allemande, elle avait doté la France d'un magnifique empire colonial et présidé à la victoire de 1918. Elle avait évité toute révolution sanglante à l'occasion de changements sociaux considérables. Mais au bout de ses soixante-dix ans d'existence, il apparaissait trop clairement que le sens de l'idéal et de la grandeur avait plutôt diminué qu'augmenté dans l'âme des Français,

que la nation avait subi une certaine détérioration morale.

La cause première de ce regrettable changement doit être recherchée dans les conditions de l'établissement de la Troisième République. Celle-ci n'était point née d'un grand mouvement d'enthousiasme populaire, opposant la liberté républicaine à l'autorité impériale. C'était une révolution devant l'ennemi qui avait tout d'abord donné le nouveau régime à la France, dangereux précédent, acte d'égoïsme qui proclamait le droit de songer à des intérêts politiques au milieu des périls de la patrie. La victoire eût absous la faute; la défaite remettait le choix d'un gouvernement définitif à l'Assemblée nationale où, pendant quatre années, républicains et monarchistes se combattirent avec passion tout en étant, au fond, beaucoup moins opposés qu'il ne le semblait. Car le pays, ayant commodément oublié sa propre indifférence aux progrès de la Prusse et sa répugnance à s'imposer des sacrifices pour assurer la défense nationale, avait décidé d'attribuer l'unique responsabilité des désastres français au pouvoir personnel de l'empereur. Qu'on établît le régime parlementaire et tout irait bien. Les plus ardents royalistes partageaient avec les républicains cette opinion un peu simpliste. La grande affaire était de savoir si le Parlement tout puissant serait l'émanation du suffrage universel ou si les intérêts conservateurs, défendus par une classe dirigeante, y contrôleraient la représentation populaire. Or, les monarchistes n'ayant pu régler la question du drapeau, les républicains ne formant qu'une minorité à l'Assemblée, il fallut, par une série de marchandages qui n'élevaient point le niveau moral de la politique, en arriver à un compromis où chacun des deux partis abandonnait un peu de son programme. Mais, tandis que les monarchistes en sacrifiant la forme extérieure du gouvernement gar-

daient leur foi intacte, les républicains s'exposaient à la dangereuse tentation de se contenter des avantages acquis. Ils y succombèrent bientôt, et devenus maîtres des trois branches du pouvoir, loin de revenir à une pure doctrine de la souveraineté populaire, ils ne songèrent qu'à consolider, au profit d'une nouvelle classe dirigeante, tirée des rangs moyens de la bourgeoisie, les sauvegardes que les conservateurs avaient voulu assurer aux anciennes catégories de notables. Il en résulta deux conséquences également graves. D'abord la France se trouva gouvernée par un personnel qui, demeurant réticent devant les grands mouvements populaires et n'ayant point les vues larges d'un patriciat traditionnel, possédait néanmoins certains des caractères d'une oligarchie; comme tel, il n'offrait à la nation qu'un idéal assez mesquin de confort et de prospérité matérielle et n'y développait ni le goût du risque, ni l'esprit de sacrifice. Puis, le régime, tel que le comprenaient ses dirigeants, devait mal s'accommoder des grandes supériorités de talents et de caractère; d'où, à l'égard des hommes qui s'élevaient au-dessus de la moyenne, une méfiance invincible, assurément justifiable dans le cas d'adversaires plus ou moins déclarés de la République, inexcusable envers d'aussi fermes républicains qu'un Gambetta, un Jules Ferry ou un Clemenceau, d'aussi grands serviteurs publics qu'un Foch ou un Lyautey. Le nivellement par le bas, danger permanent des démocraties, devenait une nécessité du système petit-bourgeois. La médiocrité était le plus sûr moyen d'obtenir les honneurs politiques. Le don d'intrigue valait mieux que les qualités d'homme d'Etat. Si bien qu'avec les années on vit au gouvernement une diminution progressive de l'énergie morale, cependant que les gens de caractère et d'ambitions hautes délaissaient de plus en plus les affaires publiques pour les carrières privées où ils pou-

vaient certes se rendre utiles au pays, mais où ils couraient le risque de trop développer leur égoïsme. Or, il est des circonstances où le salut d'une nation exige qu'elle trouve des guides ayant le sens de la grandeur et de l'abnégation. S'il n'en existe point, elle en invente. Et la véritable responsabilité de la Troisième République dans la catastrophe de 1940 est d'avoir créé un état d'esprit tel que la France, en quête de grands hommes, crut en avoir découvert dans les personnes du maréchal Pétain et du général Weygand.

Le péché de l'opposition

Puisque les gouvernants ne s'étaient point montrés à la hauteur de cette partie de leur tâche qui consistait à donner à la nation une direction morale, le soin et l'honneur de combler cette lacune eussent pu revenir à l'opposition. Echappant par sa nature même aux difficultés comme aux cas de conscience inséparables de l'exercice du pouvoir, elle était en état de conserver ses principes intacts et de donner par là un utile exemple de fermeté. Mais il lui fallait pour cela se prémunir contre la double tentation de regagner la faveur populaire par une surenchère démagogique et peu sincère et de ne point distinguer, dans ses attaques contre le régime, celles qui n'atteignaient que lui seul de celles qui, par delà, risquaient de frapper la patrie. Les qualités requises étaient la conscience et la modération.

Les royalistes des premières décades de la Troisième République n'en étaient point dépourvus. Il y avait assurément un certain égoïsme dans leur défense passionnée des « intérêts conservateurs ». La société qu'ils jugeaient menacée par le régime républicain et qu'ils parlaient sans cesse de sauver était celle qui leur assurait une existence agréable et, dans leur horreur des convulsions sociales, ils se dispensaient de rechercher si une trop grande misère ne justifiait pas le mécontentement des classes inférieures et si, à ce mécontentement, il n'y avait pas de remèdes plus chrétiens que l'emploi d'une

législation répressive. Mais ils eussent pu tenter, avec de bonnes chances de succès, d'assurer la conservation sociale en adhérant dès le principe au régime établi et en employant ce qui restait de leur influence traditionnelle à la formation d'une droite républicaine capable, sinon de saisir le pouvoir, au moins d'y alterner avec la gauche. Qu'ils se fussent obstinés dans leur loyauté monarchique prouvait que chez eux, en dernier ressort, l'honneur l'emportait sur l'intérêt. Cette prédominance maintenait leur opposition dans de justes bornes et la fidélité au Prince était comme une garantie de fidélité à la patrie. Au reste, une courtoisie traditionnelle chez les chefs du parti royaliste les portait, comme d'instinct, à une certaine modération dans les luttes politiques; adversaires de la République, ils ne croyaient nullement qu'il fût de leur devoir de haïr ou de mépriser tous les républicains.

Après les premières crises du boulangisme et de Panama, la grande controverse de l'affaire Dreyfus provoqua un changement dans les mœurs politiques. A droite comme à gauche, la passion remplaça trop souvent la raison. Mais peut-être le calme aurait-il pu renaître et l'opposition revenir à son attitude première si la direction du mouvement royaliste n'était passée, dans les premières années du siècle, à un parti nouveau : « l'Action française ».

Le but de cette formation politique était de se substituer aux vieux conservateurs jugés trop peu énergiques pour abattre le régime, et que l'on soupçonnait au surplus de ne viser qu'à remplacer la présidence par le trône sans modifier profondément les institutions. Il fallait en finir avec cette opposition de salon et confier à des hommes qui connaissaient le peuple le soin d'attaquer la République, non plus par la parole mais par l'action.

Ce programme pouvait sembler séduisant. Ce ne fut qu'avec le temps qu'on s'aperçut que chez la nouvelle équipe il n'y avait, de la parole à l'action, que la différence du murmure au cri; et il fallut l'occupation et le régime de Vichy pour démontrer que certains dirigeants de « l'Action française » n'étaient guère plus Français qu'agissants. A la vérité, le néo-royalisme souffrait d'une faiblesse irrémédiable : il était un parti d'hommes de lettres. Or, si cette profession éminemment respectable compte dans ses rangs nombre de citoyens utiles, elle développe parfois, chez ceux qui la pratiquent, un goût immodéré de l'encens. Les prophètes du renouveau français avaient succombé à cette tentation. La grande affaire pour eux était que M. Maurras fût sacré le plus grand génie politique et littéraire de tous les temps et ses collaborateurs une pléiade incomparable : la Restauration viendrait par surcroît. Si bien que de toute une agitation bruyante et stérile il ne sortait qu'un seul résultat positif : une nouvelle consolidation de la forme républicaine du gouvernement par la destruction de l'ancien parti royaliste, qui pour n'être pas un adversaire très redoutable avait pourtant conservé dans certaines régions de fortes positions électorales, et par l'oubli dans quoi tombait le Prince depuis que l'attention et les hommages qu'il recevait autrefois étaient transférés aux chefs du nouveau parti, assez semblables à ces prêtres païens qui prennent les profits du culte tandis que les moulins à prières tournent devant une idole dont les sectateurs connaissent à peine le nom.

Mais ce serait commettre une erreur grave que juger l'importance de « l'Action française » par son impuissance éclatante et quelque peu ridicule à réaliser son but avoué. Les brillants dons intellectuels de M. Charles Maurras, la verve de M. Léon Daudet, l'art que mettait M. Bainville à raconter l'histoire et à développer ses

thèses de politique extérieure, tout cela étendait l'influence de l'équipe bien au delà du cercle, assez restreint, des monarchistes. Une partie assez considérable de la nation, et principalement de la jeunesse, subissait, à des degrés divers, l'empreinte de cette école. Et cet état de choses eut des résultats infiniment regrettables.

« L'Action française », en effet, commercialisait l'idée monarchique. L'ancien royalisme était principalement fondé sur le respect de la tradition et sur la fidélité à la dynastie — considérations sentimentales qui présupposaient le sens du devoir et l'esprit de sacrifice. Le maurrassisme (il faut bien l'appeler ainsi) s'appuyait au contraire sur une théorie pseudo-philosophique qui, dépouillée des ornements d'une dialectique habile, se ramenait à une simple question d'intérêt : la monarchie serait matériellement plus avantageuse que la République. Entourée d'arguments subtils pour une petite élite, cette affirmation était répétée dans la masse sous des formes parfois très grossières (quand le roi reviendra il n'y aura plus d'impôts); et si elle ne rencontraît pas beaucoup de créance, elle servait toutefois à renforcer le dogme dangereux de la primauté du matériel. Au reste, les gens du parti ne manquaient jamais de se proclamer réalistes en politique, ce qui ne leur épargnait ni les illusions ni les jugements faux, mais les conduisait à prêcher la défiance envers toute action dont le profit n'était point immédiatement prévisible. Par là ils contribuaient à diminuer dans la nation le sens de la générosité.

D'autre part les chefs, n'ayant point de goût pour les risques plus graves que de courts emprisonnements (au régime des détenus politiques) qui leur assuraient à peu de frais la couronne du martyre, étaient bien obligés d'offrir à leurs fidèles un substitut à cette action énergique qu'ils prêchaient toujours et dont ils ne donnaient

jamais le signal. Ils le trouvaient dans un déchaînement de violences verbales qui n'épargnaient rien de ce qui était républicain. Alors que les vieux conservateurs avaient toujours soin de motiver leur opposition au gouvernement et n'hésitaient pas à rendre justice à celui-ci quand il leur paraissait avoir bien agi, les néo-royalistes ne se donnaient même pas la peine d'argumenter. Ils procédaient par affirmations : la République était une chose infâme, tous les républicains des misérables; il n'y avait aucun malheur, public ou privé, qui ne fût l'œuvre du régime abominable à la destruction duquel tout bon Français avait le devoir de travailler sans souci des conséquences. C'étaient là des articles de foi qui n'admettaient aucun doute; de sorte que, par une étrange contradiction, les champions du nationalisme intégral travaillaient à diviser les Français cependant que des hommes doués des plus magnifiques qualités intellectuelles abêtissaient toute une génération chez qui leur enseignement et leur prestige détruisaient l'esprit critique. Ce n'est qu'à l'époque de Vichy qu'on devait constater pleinement ce qu'avait eu de néfaste la propagande de « l'Action française ».

Le déclin du patriotisme

Les luttes politiques avaient parfois été vives en France avant la première guerre mondiale. Du moins ne les portait-on point sur le terrain des relations extérieures. Les monarchistes s'étaient réjouis de l'alliance russe bien que ce succès diplomatique fut de nature à consolider la République; les républicains, partageant l'illusion générale sur la valeur de ce secours oriental, n'avaient nullement songé à le repousser sous prétexte que le tsar gouvernait ses peuples en despote. Et l'union sacrée de 1914 avait été une magnifique réalité.

Pourtant, les tombes des héros morts pour la patrie étaient à peine refermées que reparaissaient des divisions dont l'âpreté ne faisait que croître d'année en année. C'est qu'il ne s'agissait plus de débats politiques mais de conflits économiques et sociaux, et l'expérience prouve malheureusement que les mouvements de passion naissent plus souvent de l'intérêt que de l'idéal. Seulement, ce qui fut grave, c'est qu'on prit alors l'habitude d'en appeler en quelque sorte à l'étranger des querelles françaises. Deux grands événements, le triomphe du communisme en Russie et celui du fascisme en Italie apportaient des arguments et des encouragements, le premier aux partisans de la dictature ouvrière, le second à ceux de la défense bourgeoise. Le mal n'eût point été irréparable si de part et d'autre on s'était borné à chercher des exemples au delà des frontières. Mais les plus exaltés voulaient davantage. Non seulement il convenait d'imiter en France celui des deux systèmes (si opposés d'apparence et si semblables au fond) que l'on admi-

rait; il fallait encore que toute la politique extérieure française fût conduite de manière à consolider ce système sur son propre territoire et à l'étendre au dehors. Toutes les vieilles règles de notre diplomatie devaient être sacrifiées à ce nouveau principe : ne faire à M. Staline (ou à M. Mussolini) nulle peine même légère, un échec de ce grand homme risquant d'avoir en France des répercussions qui favoriseraient le triomphe de la réaction (ou de la révolution). Pour donner une couleur patriotique à l'espèce d'abdication qu'on recommandait de la sorte, on ne manquait pas de faire valoir que le pays qu'on voulait soutenir avait acquis une puissance considérable grâce à son admirable système de gouvernement, tandis que l'autre, miné par le mécontentement intérieur, s'effondrerait au premier coup de canon. Mais point n'était besoin d'être grand clerc pour discerner les mobiles qui inspiraient les doctes dissertations sur les faiblesses internes du fascisme ou sur l'impossibilité pour un pays où le communisme avait chassé ou tué tous les officiers supérieurs d'avoir jamais une armée en état de combattre.

Un moraliste patriote aurait peut-être quelque peine à distribuer équitablement le blâme entre les deux partis, encore qu'une attitude peu généreuse soit infiniment plus excusable chez des ouvriers qui mènent une vie difficile que chez les classes riches et éclairées. Mais il est hors de doute que les conséquences du profascisme furent bien plus graves que celles du prosoviétisme. Tout d'abord, tant que l'Allemagne était forte, les ambitions russes ne pouvaient être aussi menaçantes pour la France que les convoitises italiennes. Mais surtout, la tendance internationaliste bien connue d'une partie de l'extrême-gauche rendait nécessairement suspect son attachement exagéré à l'Union soviétique. Au contraire, les tenants de l'Italie avaient toujours professé le patrio-

tisme le plus ombrageux. La partie honnête et irréfléchie de la nation se trouvait donc assez naturellement portée à croire qu'en suivant de tels guides elle ne marcherait jamais que sur les chemins de l'honneur et de l'intérêt national.

Il faut au reste ajouter que la révolution russe avait été accompagnée d'un déchaînement de violences sanglantes qu'on ne vit point dans le coup de force fasciste. Tandis que le premier événement avait ouvert une époque de troubles dans un pays jusqu'alors apparemment calme, le second avait au contraire mis fin à une période d'agitation. C'est peut-être cette dernière considération qui produisait le plus d'effet. Les conservateurs français étaient depuis longtemps persuadés que l'ordre et le désordre étaient le monopole respectif des gens de droite et de ceux de gauche et qu'il suffisait du triomphe des premiers sur les seconds pour assurer le bonheur et la tranquillité des habitants de quelque pays que ce fût. Le changement rapide qui suivit en Italie l'avènement du fascisme leur semblait une confirmation de cette règle et ils se dispensaient de l'effort de réflexion qui leur eût montré leur erreur. Car en réalité, dès que le système politique et social d'une nation a cessé d'être efficace ou de plaire aux citoyens, et que des partis opposés se sont mis à réclamer des bouleversements violents, une ère de désordres commence et durera tant que les forces des factions adverses s'équilibreront. L'ordre apparaîtra quand l'une quelconque d'entre elles sera devenue assez puissante pour écraser tous ses concurrents. La période qui précèda la marche sur Rome fut assurément marquée des pires troubles. Mais ceux-ci eussent aussi bien pris fin par la victoire de l'extrême-gauche que par celle de l'extrême-droite; seulement, profits et proscriptions eussent été autrement répartis.

Mais en 1922 bien peu de gens songeaient à cela. Les récits des touristes, charmés de pouvoir faire le voyage d'Italie dans des conditions améliorées, s'ajoutaient aux savantes argumentations des théoriciens politiques pour créer chez un grand nombre de Français l'image d'un Mussolini tutélaire dispensant au delà des Alpes les bienfaits dont il était à souhaiter que la France pût bientôt jouir elle-même. Pendant quelques années ce sentiment ne produisit d'autres effets que la création d'un parti à chemises de couleur et quelques inconvenances : on s'indignait qu'un député français eût spirituellement raillé à la tribune le « César de carnaval » ; mais on trouvait fort bon que le dictateur italien se répandit en insultes grossières contre le système politique que la France s'était donné.

Ce ne fut qu'en 1935 qu'on put mesurer les ravages causés dans le pays par l'admiration du fascisme. L'agression italienne contre l'Ethiopie n'avait pas seulement le caractère déplaisant d'un abus de puissance du fort contre le faible; elle était en outre une violation des traités conclus en 1919 et qui avaient institué la Ligue des Nations. La France avait signé ces traités; elle n'avait donc plus la liberté du choix d'une ligne de conduite : il lui fallait tenir sa parole et appliquer les sanctions prévues contre l'agresseur. Elle y était d'autant plus obligée qu'elle avait elle-même, pendant plusieurs années, réclamé avec âpreté l'application à l'Allemagne des articles les plus durs de ce même traité de Versailles qui était en cause et qu'elle avait vigoureusement soutenu la proposition, assez discutable, de l'Italie de faire entrer à la Ligue des Nations ce pays arriéré qu'était l'Ethiopie.

Or, à la seule pensée que la France pût accomplir son devoir, il y eut chez les gens de droite une levée de boucliers. Il était scandaleux, disait-on de prétendre hu-

milier M. Mussolini en lui imposant une reculade; il était surtout inadmissible de risquer la guerre et le bombardement des villes françaises pour les intérêts des Ethiopiens. M. Charles Maurras, qui pour être chef de parti n'en demeurait pas moins un particulier sans responsabilité politique, conseillait de tuer les députés qui soutiendraient de leurs votes l'honneur du pays; cet appel à l'assassinat fermait pour quelques mois sur son auteur les portes d'une prison, mais lui en ouvrait d'autres, fort glorieuses, que son talent littéraire n'était point parvenu seul à forcer. Ainsi, tout ce qui se rattachait aux traditions du passé, tout ce qui prétendait au nom d'élite n'hésitait pas à proclamer que la vanité d'un seul chef de gouvernement étranger méritait plus de considération que la réputation de la France et de cinquante autres nations et qu'il valait mieux laisser protester la signature de la France qu'exposer les Français à recevoir des coups de fusil. Symptôme grave; leçon qui ne devait être perdue ni pour les petits Etats qui voyaient disparaître leurs illusions sur la valeur de la sécurité collective, ni pour le chancelier Hitler, certain désormais que le jour où il attaquerait la France, il trouverait dans ce pays une forte proportion de défaitistes.

L'histoire de la crise éthiopienne préfigure celle du régime de Vichy. Il n'y manque même pas, à côté de la lâcheté des sentiments, les jugements fallacieux, pompeusement qualifiés réalistes. On affirmait qu'il y avait du danger à mécontenter l'Italie; qu'on la jetterait ainsi dans les bras de l'Allemagne alors qu'en favorisant l'entreprise éthiopienne on s'assurait la reconnaissance éternelle d'une puissance que le fascisme avait doté d'un magnifique instrument militaire.

Il y avait quelque naïveté à compter sur la gratitude d'un peuple qui, devant à la France son existence natio-

nale, s'était allié si longtemps à nos adversaires; et l'événement devait montrer le cas que l'on pouvait faire des forces armées italiennes. Mais un peu de réflexion eût suffi à montrer qu'une Italie maîtresse de tout le territoire éthiopien devait nécessairement convoiter le port de Djibouti; qu'ainsi ce n'était point la façon dont s'accomplirait la conquête mais la conquête elle-même qui ferait naître chez nos voisins transalpins l'hostilité à notre égard. En fait, la seule chance de les maintenir dans notre camp eût été de leur démontrer dès le principe la vanité de toute ambition coloniale. Rejetés vers l'Europe, ils s'y fussent trouvés par la force des choses engagés dans une lutte d'influence avec l'Allemagne et il eût été possible d'exploiter cette situation à notre profit. Au surplus, l'échec d'un dictateur eût fait réfléchir l'autre.

La passion, dit-on, ne raisonne pas; mais elle fournit parfois des raisonnements aux dupes. En faussant le jugement d'un nombre important de Français, les Charles Maurras, les Henri Béraud, les Philippe Henriot préparaient les succès futurs de la propagande collaboratrice, de même qu'en conviant le pays à préférer la tranquillité à l'honneur, ils encourageaient cette politique d'empiètements successifs où l'Allemagne eût peut-être hésité à se lancer si elle avait senti, de l'autre côté du Rhin, la présence d'une nation vigilante et virile. Pour n'avoir pas deviné à l'époque les conséquences de leurs actes, ces hommes n'en doivent pas moins être rangés parmi les grands responsables de la guerre de 1939 et de la catastrophe militaire et morale de 1940.

Un autre exemple d'aveuglement est fourni par l'attitude des Français envers la guerre civile espagnole. Ici du moins, les préoccupations de politique intérieure se couvraient d'un voile d'humanitarisme. On demandait que la France favorisât l'un des belligérants pour

mettre fin aux crimes de l'autre. Car l'esprit de parti portait les gens d'extrême-droite ou d'extrême-gauche à nier contre l'évidence les atrocités de leurs amis pour s'indigner seulement de celles de leurs adversaires. Le dommage n'eût point été trop grand si l'on s'en était tenu là, car les risques matériels d'une intervention pour une cause désintéressée eussent été compensés par un avantage moral. Ce qui était grave, c'était que les amis du général Franco prétendaient se placer sur le terrain des intérêts français et soutenaient qu'il était heureux pour notre pays de voir s'établir rapidement au delà des Pyrénées un gouvernement qui serait nécessairement l'imitateur et le client des deux dictateurs qui menaçaient notre sécurité. On ne songeait pas à voir là un danger tellement on était obsédé par la crainte des avantages que le front populaire français tirerait d'une victoire des rouges espagnols. En bref, la position internationale de la France n'était qu'un moyen : la fin était la défense de la situation politique et sociale à l'intérieur.

A cet égoïsme des droites correspondait l'imprudence des gauches. Plus clairvoyantes, puisque le péril venait de leurs adversaires, plus justifiables en leurs sympathies, puisque le gouvernement républicain s'appuyait en Espagne sur une récente consultation populaire et que la force du général Franco venait de l'armée et des secours étrangers, elles se faisaient une idée fausse de la situation. Il pouvait certes être utile d'infliger à l'Allemagne et à l'Italie un échec par personnes interposées; mais la France était si peu munie de matériel de guerre (et les groupes du front populaire avaient en cela une part sérieuse de responsabilité) que tout secours au gouvernement espagnol était un affaiblissement pour la défense française.

Les divers ministères de l'époque agirent donc sage-

ment en proclamant la non-intervention (seule attitude digne, au demeurant). Mais ils eurent le tort de ne pas appliquer assez fermement cette politique et de perdre ainsi sur les deux tableaux en laissant passer aux rouges une aide insuffisante pour les sauver mais assez importante pour irriter les blancs. Puis, s'il était correct de maintenir la représentation diplomatique auprès du gouvernement reconnu avant la guerre civile, c'était aller trop loin que se refuser à entretenir le moindre rapport officieux avec l'autre belligérant. Enfin, comme pour souligner cette erreur et l'empêcher d'être oubliée, quand la victoire se fût prononcée pour le général Franco, au lieu de dépêcher à celui-ci un ambassadeur sorti de la carrière, efficace et peu connu, on alla chercher le plus illustre des soldats français pour remplir une mission à quoi il était tout à fait impropre. Les Espagnols ne furent point dupes de cette sorte de *mea culpa;* leur hostilité envers la France se nuança d'un peu de mépris.

Il eût été surprenant que la nation française, agitée par les propagandes contraires et ne recevant point de ses gouvernements successifs une direction ferme, eût réagi violemment contre l'accord de Münich. En fait, son attitude fut bien meilleure que les événements récents ne pouvaient le faire prévoir. Certes, on se réjouit d'avoir échappé à la guerre et on ne discerna pas clairement le prix du répit obtenu. Mais l'affaire des Sudètes avait ceci de particulier qu'elle était un conflit entre le texte des traités de 1919 et les principes sur quoi étaient fondés ces instruments diplomatiques. La nature de la thèse allemande, l'appui qu'elle avait trouvé chez l'enquêteur envoyé par le gouvernement britannique, les propositions de réforme du président Benès (aveu implicite de fautes passées) tout cela pouvait paraître assez troublant et fournissait en tout cas aux partisans

de la paix à tout prix des arguments plausibles. Puis la crise dura plusieurs semaines avec de brusques changements de situation : un matin l'accord semblait certain; le soir la guerre apparaissait inévitable. De là une tension nerveuse telle que la nouvelle du traité fut accueillie de l'immense majorité des Français avec ce sentiment de soulagement auquel n'échappent pas les plus braves quand un danger s'écarte brusquement.

Mais au bout de peu de jours, un certain remords vint se mêler à cette joie, et c'était là une réaction saine, encore qu'il dût paraître inquiétant de l'observer davantage dans le peuple que dans ce qu'on appelle les classes dirigeantes. Du moins avait-on la preuve que le patriotisme français, pour affaibli qu'il fût par les discussions intérieures et le manque de scrupule des factions, n'était point frappé à mort et qu'un redressement moral était possible. Malheureusement, les ministres dont c'eût été la charge ne firent rien pour le provoquer; bien au contraire, ils s'efforcèrent de prouver que le traité de Munich avait été un acte de haute sagesse politique et allèrent même jusqu'à signer avec l'Allemagne un chiffon de papier de non-agression. L'occupation de Prague produisit un léger sursaut d'énergie, mais, quand la Pologne fut envahie, il se trouva au gouvernement des hommes pour soupirer après un second Munich. Il est à craindre que seule la fermeté britannique ait empêché cette honte, et ce n'était pas le symptôme le moins fâcheux de la chute morale de cette époque que l'indifférence avec quoi les Français acceptaient que leur pays jouât dans l'alliance le rôle de brillant second.

La grande abdication

Malgré tout, la tenue de la nation fut bonne au début de la guerre. Seuls les communistes, jusqu'alors farouches ennemis du nazisme, firent, pour complaire à leurs maîtres soviétiques, une volte-face et réclamèrent une paix sans honneur et l'abandon de nos alliés. Ils y perdirent une grande partie de leur influence et si peut-être leur sourde propagande eut quelque part au laisser-aller que tolérèrent trop de chefs et qui nuisit à l'efficacité de l'organisation militaire française, une chose est du moins certaine : la grande majorité des Français, justement indignée de l'accord germano-soviétique et du « coup de poignard dans le dos » que reçut notre alliée polonaise, n'éprouva que mépris pour la servilité antipatriotique des chefs communistes et ceux-ci furent même abandonnés de certains de leurs partisans.

Dans le camp politique opposé, on avait passionnément espéré le succès d'une médiation italienne qui empêcherait le conflit; la guerre déclarée, on cessait d'y faire opposition ouverte. On disait même la victoire certaine. Seulement, on parlait de cette victoire avec un peu d'inquiétude. Ne provoquerait-elle pas une révolution ? Le fait qu'en temps de guerre on pût avoir de pareilles arrière-pensées était grave.

Mais la grande masse des Français faisait preuve d'une bonne volonté où la résignation avait, il est vrai, plus de place que l'ardeur et qui était mêlée à la fois d'une certaine amertume (trop naturelle quand on songeait aux beaux jours de 1919) et d'un laisser-aller fort regrettable. C'était au gouvernement de profiter des dis-

positions favorables du pays pour créer les conditions matérielles et morales de la victoire. Il n'en fit rien. Au contraire, le haut commandement ayant jugé impossible (sans doute pour d'excellentes raisons militaires) une offensive immédiate, on se fit une gloire de ce qui ne pouvait être qu'une nécessité; des paroles officielles renforcèrent l'opinion, déjà trop répandue, qu'il était possible de vaincre sans livrer bataille. On ne donnait pas aux fabrications de guerre l'activité qu'il eût fallu et on sacrifiait à la démagogie en laissant l'imagination populaire multiplier les abus commis dans la répartition des affectés spéciaux au lieu de proclamer énergiquement que le gouvernement entendait demeurer le maître d'utiliser à son gré les compétences — quitte à revenir à petit bruit sur les désignations injustifiables. Mais tout se passait comme si, en haut lieu, on avait douté de la capacité de la France à supporter les épreuves. On n'osait pas les lui faire prévoir; et on la berçait dans une fausse sécurité plus dangereuse pour le moral que toutes les insinuations perfides du traître de Stuttgart.

Pourtant le pays, dans son ensemble, eût répondu à une direction énergique. Il suffit de se rappeler l'indignation avec quoi fut accueillie la nouvelle de l'odieuse attaque soviétique contre la Finlande. Il fallait profiter de la circonstance pour rappeler que l'Allemagne avait commis nombre d'attentats semblables et pour exciter la colère du peuple contre notre ennemi. En réalité, on fit, ou on laissa faire, tout le contraire. La guerre russo-finlandaise fut présentée comme l'unique sujet d'intérêt pour les Français et il eût semblé, par moments, que ceux-ci avaient oublié qu'ils étaient eux-mêmes engagés dans un conflit. En tout cas, pour certains, la défaite de la Russie devenait un objet beaucoup plus important que celle de l'Allemagne. Les gens pour qui la révolution était plus à craindre que l'invasion se mirent à

rêver d'un renversement des alliances, peut-être même de voir un jour l'armée allemande servir d'avant-garde aux armées alliées dans une guerre contre la Russie.

Tout cela était dangereux mais point irréparable. Il eût suffi pour faire un redressement d'en avoir la volonté, d'en avoir le temps. M. Paul Reynaud, devenu président du conseil à la fin du mois de mars 1940, ne manquait pas alors de résolution, mais il fut devancé par les événements. L'attaque allemande du 10 mai vint surprendre une France qui n'imaginait même pas que de telles choses fussent possibles, où beaucoup de guides naturels du peuple préféraient, au fond de leurs âmes, une paix de compromis à une victoire complète, où le peuple lui-même croyait gagner la guerre sans risques ni douleurs. Il y eut un effondrement des illusions, plus gros de conséquences encore que l'effondrement militaire. Ce fut dans ces circonstances que M. Paul Reynaud, préoccupé avant tout de soutenir le moral, prit la décision fatale d'appeler auprès de lui le maréchal Pétain et de confier le commandement suprême au général Weygand.

On lui en a fait grief après l'événement; on a énuméré tous les incidents du passé qui devaient exciter la méfiance envers ces deux hommes. C'était faire preuve d'une sagesse tardive. Il n'existe point d'homme sans défauts et l'on pouvait raisonnablement penser que, chez le maréchal comme chez le général, ce seraient les qualités qui l'emporteraient en cette heure de grand péril national. Puis M. Paul Reynaud s'était nettement déclaré le champion de la guerre à outrance et de l'alliance indissoluble avec la Grande-Bretagne. Il était en droit de croire que ceux qui consentaient à collaborer avec lui approuvaient ses idées, d'autant qu'il paraît assez naturel qu'un militaire devenu ministre considère le président du conseil comme son supérieur hiérarchique et,

loin d'intriguer contre lui, se montre au contraire son plus fidèle soutien. L'appel au maréchal Pétain était donc justifiable puisque l'opinion, mal instruite des faiblesses de mars 1918 et des conséquences fâcheuses de la loi d'un an, ne se ressouvenait que de la gloire de Verdun.

Le choix du général Weygand était plus discutable. Il est toujours dangereux de changer le commandant en chef en pleine bataille parce que, à moins d'être doué d'une abnégation surhumaine, le nouveau général est tenté de modifier par principe les dispositions prises afin de bien montrer qu'il a un plan à lui et ne s'est pas borné à reprendre celui de son prédécesseur. Il en résulte au moins une perte de temps. D'autre part, la guerre de 1940 était fort différente de celle qu'on faisait en 1918. Convenait-il de placer à la tête des armées un homme qu'on pouvait croire attaché à des conceptions périmées ? En fait, ces inconvénients prévisibles furent beaucoup moins graves que celui à quoi personne ne pouvait penser.

Quelques jours à peine après sa prise de commandement, le général Weygand parlait d'armistice, et bientôt cette suggestion devenait de sa part une exigence qu'appuyait de toute son autorité le maréchal Pétain. Et le président du conseil se trouvait alors placé devant ce dilemme : conserver des défaitistes aux postes les plus élevés ou infliger au moral de la nation un choc terrible en chassant les hommes qu'on venait de présenter comme des sauveurs. Le second risque (à quoi se fut joint le désagrément d'avouer publiquement une erreur de jugement) parut le plus grave à M. Paul Reynaud. Il résolut de temporiser — décision admissible tant qu'il restait un espoir d'arrêter les Allemands sur la Somme et l'Aisne, injustifiable quand cette faible ligne eut été forcée. Car dès lors on ne pouvait plus songer à une

défense du territoire métropolitain : c'était en Afrique du Nord qu'il fallait continuer la guerre et le découragement, voire la fureur, de ceux qui devaient nécessairement subir l'invasion ne pouvait influer sur les opérations à entreprendre au delà de la Méditerranée.

Mais le chef du gouvernement, s'il avait de grandes qualités, n'était point de taille à s'élever à la hauteur presque surhumaine que demandait la situation. Placé dans un cruel embarras il eut recours à de petites habiletés politiciennes : retarder la décision, louvoyer, ou, pour emprunter une de ses propres formules : « Ne parler de l'armistice que pour l'écarter du débat ». C'était déjà une défaite car, l'armistice étant contraire à des engagements solennels, en prononcer le nom revenait à mettre en délibération ce qui par nature est indiscutable : l'honneur de la France. Les capitulards profitaient de l'avantage; ils réitéraient leurs demandes et en opposant à celles-ci des arguments au lieu d'un veto décisif, M. Paul Reynaud affaiblissait de jour en jour les chances d'une politique résistante. Il est au reste curieux de constater que si la valeur des promesses faites par la France à la Grande-Bretagne fut souvent discutée, nul des adversaires de l'armistice ne paraît avoir songé à invoquer nos devoirs envers la Pologne (1). Un tel rappel eût pourtant causé de l'embarras à l'autre faction. Car non seulement il était impossible de répandre sur ce pays les calomnies dont on couvrait notre alliée d'outre-Manche, mais le gouvernement polonais eût été en droit de reprocher à la France ce que les

---

(1) Par l'article 4 du traité signé le 4 septembre 1939 par M. Bonnet, ministre des Affaires étrangères français, et M. Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne à Paris, la France et la Pologne s'interdisaient de conclure un armistice ou la paix sinon d'un commun accord. (Cf. Léon Noel : *L'agression allemande contre la Pologne*, p. 496, éd. Flammarion, 1946.)

Pétain et les Chautemps reprochaient à la Grande-Bretagne : avoir maintenu des forces en réserve pour les batailles futures au lieu de les jeter toutes dans un effort unique pour secourir sans délai la nation attaquée. Peut-être l'omission fut-elle délibérée. Peut-être jugea-t-on inutile de prendre la peine d'invoquer un argument qui ne pouvait évidemment avoir d'effet sur l'esprit du généralissime qui envoyait des soldats polonais à la mort en Lorraine et en Champagne à l'heure même où il demandait impérieurement que la France se désintéressât du sort de leur patrie.

Ce qui est certain, c'est que M. Paul Reynaud se laissa manœuvrer par les défaitistes. En les conservant auprès de lui, il leur donnait le moyen d'accroître leur influence. Et il semble bien que lui-même ait fini par être impressionné par la principale des raisons qu'ils alléguaient : l'impopularité qui frapperait un gouvernement partant pour l'Afrique du Nord. Un léger doute est permis sur ce dernier point. Il est seulement très probable que le président du conseil eut la réaction de Ponce Pilate renonçant à une décision que lui dictait sa conscience plutôt que d'encourir une mauvaise opinion. Il est sûr que la démission qu'il remit au Président de la République constituait de la part de l'orateur de la défense à outrance un aveu d'impuissance.

M. Albert Lebrun, en effet, qui n'avait que peu de caractère et peu de volonté, n'aurait sans doute pas fait d'objection à une proposition énergique de remaniement ministériel qui eût écarté les capitulards. Ceux-ci paraissant triompher, il offrit tranquillement le pouvoir à leur chef. Il montra une docilité pareille à quelques jours de là en renonçant à partir pour l'Afrique du Nord; puis il se laissa sans résistance ôter la fonction que lui avaient confiée pour sept ans les représentants de la nation.

Chute lamentable en vérité; mais celle du Parlement fut pire lorsque le 10 juillet 1940, réuni en Assemblée nationale, il conféra les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Si encore une majorité « réactionnaire » avait pris occasion de la défaite pour étrangler la République, le geste eut été inélégant mais concevable. Mais c'était un Sénat de « gauche » et la Chambre des députés du front populaire qui créaient une dictature et la confiaient, non à un homme d'Etat éprouvé, mais à un vieux militaire sans expérience des affaires publiques et qui n'avait à son actif qu'un seul acte politique : la convention déshonorante qu'il venait de faire signer. La chose est tellement inouïe qu'on a cherché à l'expliquer par la menace d'un coup d'Etat militaire qui eût pesé sur les délibérations de l'Assemblée; celle-ci, a-t-on dit, a cédé à la crainte. S'il en était ainsi, ce ne serait point à son honneur. Mais en fait, le danger n'exista jamais. Les grenadiers de Brumaire n'étaient point là — et Bonaparte non plus. La peur étreignait bien les votants : seulement, ce n'était point celle d'une violence physique, mais celle des responsabilités. La tâche qui s'imposait au gouvernement de la France au lendemain de l'armistice était écrasante; tout avait été bouleversé, tout était à refaire. Comment surmonter les immenses difficultés du moment sans commettre des erreurs et soulever des mécontentements ? Dans cette conjoncture, les parlementaires revinrent d'instinct à la méthode qu'ils étaient accoutumés d'employer depuis quelques années lorsqu'ils conféraient les pleins pouvoirs à un président du conseil afin qu'il pût prendre par décrets-lois les mesures impopulaires. Ils remirent toute l'autorité à un seul homme et couvrirent d'un voile d'abnégation leur piteuse reculade.

Pour le choix du dictateur, il leur était imposé par la nation. Quand, avant même de savoir si l'ennemi ac-

cueillerait sa honteuse soumission, le maréchal avait, d'une voix chevrotante, averti les Français qu'il fallait cesser le combat, sa déclaration défaitiste, loin de soulever le dégoût, avait été accueillie avec un immense soulagement. Enfin, le cauchemar allait finir ! Chez la grande majorité, sans distinction de classes ni d'opinions, point de remords envers les alliés désertés, point de larmes sur l'humiliation de la France, pas même cette révolte instinctive qui fait qu'en recevant le dernier soupir d'un être aimé, on refuse, pendant quelques instants, de croire à l'évidence. Non, l'acceptation fut totale, et à peine les accents larmoyants du vieillard avaient-ils cessé de retentir que déjà l'on faisait des plans pour se reconstruire une petite vie bien tranquille et bien douillette dans les conditions nouvelles créées par la victoire définitive de l'Allemagne. Que de reconnaissance ne méritait pas l'homme qui mettait fin à la guerre et permettait de si doux espoirs ! De toutes les parties de la France, où venait de renaître la faculté d'enthousiasme, des soupirs d'amour montaient vers le grand capitulard.

Le choc terrible que venait de subir le pays, la carence de ceux qui avaient charge de le guider eussent excusé cette faiblesse si, à cette même heure, une voix ne s'était élevée pour inviter les Français à ne se point courber devant la défaite. En face d'un président du conseil défaillant, d'un président de la République muet, d'un maréchal de France prêchant le défaitisme et ramassant le pouvoir absolu dans les ruines de la patrie, se dressait un homme qui, pour relever le drapeau et sauver l'honneur, n'hésitait pas à jeter dans les hasards incertains d'une guerre qui paraissait perdue sa carrière, ses biens, jusqu'à sa réputation; qui acceptait non seulement l'exil physique, mais cet exil moral qu'allait lui infliger la haine d'un grand nombre de ses concitoyens; qui reculait les bornes du sacrifice personnel

pour laver la France de la tache que lui avait imprimée le plus illustre de ses soldats. Il semble qu'un geste si magnifique, si éminemment français, eût dû être accueilli par des acclamations : il est affreux d'avoir à reconnaître que celles-ci s'adressèrent à l'homme qui invitait la nation à passer sous le joug.

DEUXIÈME PARTIE

Le pétinisme triomphant

La médiocrité au pinacle

Quel était donc le nouveau chef que se donnait la France ? Un héros, ont dit les uns, s'immolant sur l'autel de la patrie. Un traître, ont répondu les autres, se servant de la défaite pour assouvir son ambition. Ces deux jugements extrêmes sont entachés de la même erreur : ils présupposent que le maréchal Pétain était, pour le bien ou le mal, un grand homme, alors qu'il n'était qu'un médiocre, d'âme sans grandeur et dénué de caractère.

Il connaissait bien son métier de général et avait rendu deux grands services à la France : la défense de Verdun au début de 1916, le relèvement du moral de l'armée en 1917. Mais il n'avait ni le génie d'un Foch ni le courage moral d'un Joffre et dès la première guerre on eût pu distinguer chez lui, à côté de certaines grandes qualités de chef et d'organisateur, deux défauts dont la gravité ne devait apparaître clairement que beaucoup plus tard : l'égoïsme qui lui faisait regarder le front où il commandait comme le seul digne d'attention; le pessimisme dans l'épreuve qui lui fit, au mois de mars 1918, envisager cet armistice et cet abandon de la Grande-Bretagne qu'il allait réaliser après vingt-deux ans. Heureusement pour la France, des chefs d'une autre trempe, surent empêcher que ces faiblesses n'eussent d'effets fâcheux. Le général Pétain fut entraîné dans la grande offensive de l'été de 1918 et se vit, à la fin de la guerre, maréchal de France et fort populaire dans l'armée comme dans le pays.

Il se trouva également investi de la pleine confiance

du gouvernement, et la chose est digne d'intérêt. Depuis le boulangisme, en effet, les dirigeants de la Troisième République avaient une peur maladive des généraux. Au lendemain de la victoire, le sentiment principal qu'inspirèrent aux politiciens des hommes comme le maréchal Foch ou le général Mangin était la méfiance. Il n'en était point ainsi pour le maréchal Pétain : ses conseils en matière militaire étaient accueillis sans arrière-pensée; bien plus, chaque fois qu'on avait besoin d'un général pour couvrir quelque vilaine besogne faite dans l'armée, c'est à lui que l'on s'adressait sans hésiter. Ainsi, malgré son défaut d'expérience de la guerre africaine, on l'envoya commander au Maroc afin de pouvoir plus commodément acculer le maréchal Lyautey à la démission; plus tard, quand l'opinion, émue des ravages d'une épidémie de grippe à l'armée du Rhin, exigea des sanctions contre les chefs, ce ne fut qu'après une inspection du maréchal Pétain qu'on choisit, au hasard, les officiers à frapper. Le maréchal se prêtait sans répugnance visible aux commissions de ce genre.

Mais il rendit, pendant ces années-là, au pays, un bien plus mauvais service; il fut l'inspirateur du service d'un an et de cette conception de l'armée défensive qui devait avoir un effet si fatal. Peut-être y avait-il dans son attitude une certaine docilité envers les politiciens heureux d'alléger les charges militaires de la nation. Mais surtout, il cédait à cet instinct qui porte souvent les généraux qui ont participé à une victoire à penser que les méthodes qu'ils ont employées ne peuvent être améliorées. Son plus grand titre de gloire avait été une défense passive : une opération du même genre serait seule efficace dans une nouvelle guerre. Il n'y avait pas besoin de chercher ailleurs; penser que l'aviation et les chars seraient capables de percer une ligne fortifiée était pure folie.

C'est peut-être à cette paresse d'esprit qu'il faut attribuer l'inertie du maréchal Pétain lors de son passage au ministère de la Guerre. Il n'y fit aucun effort pour le réarmement. Et des observateurs de bonne foi eussent conclu de cet intermède ministériel, que le temps de la retraite était venu pour le vieux soldat.

Mais d'obscurs intrigants cherchaient alors un roi-soliveau de qui le prestige pût servir d'enseigne à leurs ambitions. On fit, dans tout le pays, une campagne de propagande en faveur d'une remise du pouvoir au maréchal Pétain. Lui-même parut d'abord n'y point attacher d'attention. Il invoquait son âge. Peut-être était-il sincère au début. Mais peu à peu il devint sensible à des arguments qui flattaient sa vanité. Puis, comme pour mettre fin à toute hésitation de sa part, le gouvernement lui confia l'ambassade d'Espagne, aux applaudissements de tout le clan profasciste; c'était gonfler le sentiment qu'avait le vieillard de sa propre importance et l'exposer en même temps à la redoutable tentation d'imiter le général-politicien auprès de qui on l'accréditait.

De fait, le nouvel ambassadeur s'occupait assez peu de la routine de sa charge et consacrait beaucoup de temps à des rêveries dangereuses; il composait des ministères, supputait l'époque où on aurait besoin de lui. On lui a reproché amèrement ces amusements séniles, on y a vu le signe d'une préméditation de coup d'Etat. Il semble qu'on ait commis là une injustice. Car il ne faut pas oublier que la Troisième République était alors en pleine décadence. Ses dirigeants manquaient à la fois d'énergie et d'imagination. Ils n'avaient, pour résoudre les crises graves, qu'une méthode unique : faire appel à un homme au passé éminent mais que son âge ou la grandeur des fonctions qu'il avait occupées semblait avoir voué à l'abandon définitif des affaires publiques. Ainsi avait-on vu, en des moments difficiles,

deux anciens présidents de la République redevenir présidents du conseil des ministres. Quoi de plus naturel que de penser que, dans les temps troublés qui s'approchaient, on aurait de nouveau recours à un retraité ? Or, le maréchal restait le seul retraité disponible. Il était donc, en quelque sorte, l'héritier présomptif de la gérontocratie républicaine et, en tirant les plans de son futur gouvernement, il ne faisait qu'anticiper, comme un fils de famille, sur une succession légitime.

Mais les choses ne se passèrent pas tout à fait comme il était prévu. Le maréchal ne fut point invité à former un cabinet mais à entrer dans celui que présidait M. Paul Reynaud. Il n'y reçut aucun portefeuille, mais un poste honorifique et il était évident que le chef du gouvernement n'avait point cherché un conseiller mais un drapeau; la présence du vainqueur de Verdun au ministère devait servir à rallier les Français pour la lutte à outrance. Le maréchal ne pouvait ignorer la signification de l'offre qui lui était faite. Il l'accepta, mais pour utiliser un poste donné en vue de la résistance, à préparer l'abandon de la lutte.

Il semble bien qu'on l'ait accusé à tort d'avoir calculé la suite des événements et réclamé si âprement l'armistice pour en faire sortir sa propre dictature. Il n'était point un traître; même il avait du patriotisme; seulement c'était un patriotisme à sa propre mesure : mesquin, étriqué. Dénué lui-même du sens de la grandeur et de la bonne foi, il ne lui venait pas à l'idée que ces vertus pussent être nécessaires à la France. Etourdi par la défaite, incapable de comprendre les conditions nouvelles de la guerre et par là d'envisager un redressement, il devenait obsédé par l'idée de faire cesser en France massacres et bombardements. On a dit qu'il assouvissait une vieille rancune contre les Anglais, coupables de lui avoir préféré le maréchal Foch en 1918.

Il n'en était probablement pas ainsi. Simplement, le sort des Alliés n'entrait pas dans ses préoccupations. Quand un navire est en détresse, le capitaine reste sur la passerelle et les rats se jettent à la nage; le vaisseau de la coalition faisant eau de toutes parts, le maréchal répartissait les rôles entre la France et la Grande-Bretagne — en laissant à celle-ci celui du capitaine.

Il avait au surplus ce défaut des esprits sans élévation, qui les fait s'attacher à l'apparence plus qu'au fond des choses. Il n'avait point jugé humiliant que la France allât, le bonnet à la main, supplier son alliée de la relever d'une promesse librement faite, mais il lui paraissait intolérable que les Anglais se plaignissent de l'inexécution des conditions auxquelles ils avaient subordonné leur agrément à cette pitoyable requête. Ce n'était point la désertion de la cause commune qui entachait l'honneur de la France : c'était la protestation des victimes de cette désertion. Peu importait que l'acceptation de certaines clauses de l'armistice (la livraison des réfugiés allemands, entre autres) fut un comble d'ignominie; du moment que les plénipotentiaires allemands avaient fait à la délégation française des saluts réglementaires et conservé une attitude correcte, on pouvait dire que l'armistice était conclu dans l'honneur — et entre soldats, ce qui était important.

La petitesse d'âme du maréchal lui voilait l'infamie; son incapacité politique l'empêchait de discerner les inconvénients d'un autre ordre qu'entraînait la suspension d'armes; en particulier les divisions entre Français que devait nécessairement créer le partage du pays en zone libre et zone occupée, le risque de mettre la France en posture de vaincue quelle que fût l'issue de la guerre.

Les apologistes du maréchal ont, il est vrai, prétendu que celui-ci a voulu aider la Grande-Bretagne à triom-

pher en ôtant aux Allemands la tentation d'envahir une Afrique du Nord indéfendable et en conservant une partie de la France métropolitaine et tout l'Empire libres d'occupation ennemie afin d'y préparer la revanche. Mais rien n'a été découvert, dans l'histoire de ces jours tragiques, qui vienne appuyer cette assertion. Or, si le maréchal avait eu de semblables préoccupations, comment n'en eût-il point parlé au conseil des ministres ? Comment, à M. Paul Reynaud invoquant le devoir d'aider les Anglais n'eût-il point répondu : « Mais c'est par l'armistice que nous les aiderons le mieux » ? Comment n'eût-il point réclamé une discussion à ce sujet avec les ministres britanniques afin de les convaincre de la sagesse de ce plan et d'en régler les détails, surtout ceux qui concernaient la flotte française ? Et ne se fût-il pas hâté d'exécuter la promesse de M. Paul Reynaud d'envoyer en Angleterre, avant le début des négociations les quatre cents aviateurs allemands prisonniers qui se trouvaient en France. Tout indique au contraire que le maréchal s'était buté dans l'idée qu'il ne fallait considérer que l'intérêt de la France et qu'il envisageait celui-ci de la façon le plus bassement matérielle. S'il songeait à la Grande-Bretagne, c'était pour la rendre responsable du désastre ou pour s'irriter de l'offre d'union franco-britannique dans laquelle il ne voyait, avec son étroitesse d'esprit habituelle, qu'une tentative de réduire la France au rang d'Etat vassal.

Il s'occupait aussi beaucoup de sa position personnelle, moins peut-être par ambition que par vanité (1).

---

(1) Un familier du maréchal a, dans un livre assez cruel, donné plusieurs exemples de la tendance du maréchal à tout ramener à soi. Après Montoire, « il (M. Laval) a donné au *Journal d'Essen*... une interview que le Maréchal n'hésite pas à qualifier de scandaleuse. Il est d'ailleurs insaisissable, passe ses journées à Paris, rend compte une fois sur trois, au Chef de l'Etat, de ses entretiens avec les Allemands. » « Pour qui me prend-il ? », nous dit un jour le maréchal.

Dès les premières discussions sur l'armistice, il avait protesté que les ministres ne devaient pas fuir le danger; c'était dire une sottise, car Londres et Alger eussent été soumis à des bombardements sérieux tandis que la suspension d'armes faisait cesser tout risque pour les membres du gouvernement. Mais la chose est caractéristique de l'importance qu'attachait le maréchal à sa popularité. Il devait au reste en donner bientôt une preuve éclatante en prononçant la phrase outrecuidante où il osait prétendre que le don de sa personne sénile pût atténuer le malheur de la France.

Au reste, il entendait bien que la nation lui témoignât sa reconnaissance d'une façon tangible, et en dépit de son âge et de son inexpérience politique, il fit demander l'autorité suprême à l'Assemblée nationale et s'en saisit avidement dès qu'elle lui eût été accordée. Il en prit même plus qu'on ne lui en offrait. Renouvelant l'abus de confiance moral qu'il avait commis à l'égard de M. Paul Reynaud, il n'usa des pleins pouvoirs, qui lui avaient été confiés expressément pour promulguer une nouvelle constitution, que pour s'arroger une dictature indéfinie. Il publia quelques « Actes constitutionnels » mais on n'entendit plus parler de constitution. A la vérité, un texte fut préparé par quelques juristes qui

---

« Est-ce lui ou moi que la France a appelé ? » (H. du Moulin de Labarthète : *Le temps des illusions*, p. 59, éd. du Cheval ailé, Genève, 1946.)

Les Allemands ont fait fusiller de nombreux otages en octobre 1941. « Le lendemain, 24 octobre, le Maréchal me faisait appeler vers sept heures du matin. Il était debout dans son bureau, pâle, mal rasé. « Vous avez lu les nouvelles, du Moulin ? Ils ont fusillé cinquante otages. Nous ne pouvons plus rester ici. Nous sommes déshonorés. Tout ce sang va retomber sur nous. » (*Ibid.*, p. 355.) Le maréchal imagine un geste théâtral : il ira se constituer seul otage à la ligne de démarcation. Plusieurs ministres s'opposent au projet... et le chef de l'Etat reste à Vichy.

Au surplus, diverses personnes qui ont approché le chef de l'Etat rapportent que celui-ci, parlant des Français disait : « Mon peuple », « Mes enfants ».

n'achevèrent pas leur travail avant 1943, mais il demeura caché. Or, le mot « promulguer » dont s'était servi l'Assemblée nationale n'a jamais signifié : « enfouir dans un tiroir ». Et c'est à tort qu'on voudrait justifier sur ce point le maréchal en invoquant la nécessité d'attendre la fin de l'occupation allemande : car si la condition mise à l'octroi des pleins pouvoirs était inexécutable, il fallait refuser ceux-ci. Pourtant, il ne convient point de trop s'indigner de cette indélicatesse : par une contradiction commune à beaucoup de militaires, le maréchal unissait dans son esprit un respect superstitieux de la légalité abstraite à un complet mépris des formes légales. Il eût reculé devant la responsabilité d'un coup d'Etat; mais puisque l'Assemblée nationale lui avait confié par un vote le gouvernement du pays, il était le maître d'exercer ce gouvernement à sa guise. Prétendre imposer des limites à sa volonté sous prétexte d'appliquer je ne sais quelle disposition glissée dans le texte législatif par ces chicaneurs de parlementaires était chose inadmissible. Un vrai chef s'attache à l'essentiel et néglige les vétilles; le nouveau « chef de l'Etat » n'éprouvait à ce sujet aucun scrupule de conscience.

Cette bizarre conception se retrouve dans la parodie de justice de Riom. Elle en fournit l'élément grotesque : le procès après la condamnation. Mais il y eut aussi un élément odieux. Les Français qui tous, et chacun pour sa part, avaient regimbé, qui contre l'impôt, qui contre le travail, qui contre le service militaire, réclamaient bruyamment la punition des responsables du manque de préparation de la France à la guerre. Or, ce vœu ne pouvait être accompli sans injustice flagrante que si le maréchal Pétain, inspecteur général de l'armée jusqu'en 1930 et ministre de la guerre en 1934, et le général Weygand, chef d'état-major général de l'armée jus-

qu'en 1935, allaient s'asseoir sur le banc des accusés à côté de M. Daladier et du général Gamelin. Comme le chef de l'Etat ne pouvait tout de même pas mettre en accusation sa propre personne non plus que celle du principal fauteur de son cher armistice, l'équité lui commandait de refuser satisfaction à l'opinion vociférante qui réclamait des châtiments. Mais il manqua de courage comme de droiture et eut recours à l'expédient ignoble de fixer la date de commencement de l'impréparation française au mois de juin 1936; ainsi sauvait-il sa situation personnelle, tout en accréditant la légende d'un état-major plein de clairvoyance et de courage civique, qui eût rendu la France invincible s'il n'eut été réduit à l'impuissance par les misérables politiciens de gauche et leur séide, le généralissime qui avait osé prendre la succession du général Weygand. En même temps, la condamnation de quelques « bellicistes » donnerait au pays une nouvelle preuve de la sagesse de la politique d'armistice.

Cette mauvaise action, quel qu'en ait été le conseiller, fut personnelle au maréchal. Il n'en fut pas de même pour l'ensemble de réformes et de dispositions de politique intérieure auquel on a donné le nom de « Révolution nationale ». L'étroitesse de vues du chef de l'Etat ne lui permettait point de comprendre que toute mesure, fût-elle sage en elle-même, prise sous la botte allemande, soulèverait nécessairement, à plus ou moins bref délai, l'hostilité du pays entier. Au surplus, sa profonde ignorance de la politique, de l'économie, des affaires sociales, l'empêchait de discerner clairement la signification des décisions qu'il prenait allègrement sur l'avis du conseilleur qui jouissait alors de sa faveur ou qui se montrait le plus persistant. Le maréchal éprouvait une intense satisfaction à la pensée que ses pouvoirs étaient plus étendus que ceux de Louis XIV. Il s'était volontiers laissé per-

suader du caractère exceptionnel de son propre génie et il suffisait qu'on lui affirmât qu'en promulguant telle ou telle loi il aiderait au relèvement comme au bonheur de la France pour qu'il donnât aussitôt sa signature. S'il y avait une opposition, cela n'en valait que mieux : car de la sorte il était manifeste que le vieux maréchal avait fait un sacrifice de plus au devoir, et cette idée lui plaisait infiniment. Une de ses plus grandes joies était de se poser en martyr et si, pour sa couronne, il aimait les lauriers, il leur préférait encore les épines. Ce besoin de passer pour une victime était l'un de ses sentiments dominants et la haine mesquine qu'il éprouvait à l'égard du général de Gaulle provenait plus encore de la menace à son piédestal que du danger pour son pouvoir.

Des préoccupations du même genre inspiraient la politique extérieure du maréchal. La victoire allemande lui était apparue au mois de juin 1940 comme inévitable, mais très regrettable. Il était tout prêt à manœuvrer pour que le poids en retombât sur la Grande-Bretagne seule, mais il ne voulait point relever, contre l'alliée abandonnée, les armes qu'il venait de faire déposer par la France. Un reste de pudeur le retenait, et il n'eût point au surplus consenti à faire de nouveau subir aux Français ces horreurs de la guerre à quoi il était si fier de les avoir arrachés. La collaboration fut pour lui un expédient bien plus qu'une fin. Il ne partageait donc point l'opinion beaucoup plus décidée de M. Pierre Laval et ne pardonna pas à celui-ci d'avoir voulu exploiter à son profit et pour sa politique propre la désagréable entrevue de Montoire. En chassant le ministre qui lui avait manqué d'égards, il satisfit donc une rancune personnelle, en même temps qu'il ébauchait une politique nouvelle. La défaite allemande dans la bataille aérienne de Grande-Bretagne lui faisait en effet entrevoir pour lui-même un rôle magnifique. Les Allemands s'étant

montrés incapables de franchir la Manche, les Anglais étant, par définition, impuissants dans la guerre terrestre, aucun des deux ennemis ne pouvait espérer une victoire totale. Ils s'épuiseraient l'un l'autre et quand tous deux seraient abattus, c'est la France, relevée grâce au génie de son chef, qui imposerait la paix et deviendrait la puissance dominante de l'Europe. Ce rêve, inspiré par les utopies de « l'Action française », devait désormais obséder le vaniteux maréchal.

Il était encouragé dans cet espoir par les ménagements qu'avait pour lui le gouvernement des Etats-Unis, soucieux avant tout d'empêcher l'Allemagne d'utiliser à son profit les ressources de l'Empire français et jugeant qu'on pouvait, pour une fin si souhaitable, atténuer quelque peu la rigueur des principes selon quoi les régimes démocratiques étaient seuls dignes de bienveillance. Ce qui n'était pour l'administration de Washington qu'un expédient parut au maréchal la reconnaissance de sa position prééminente. Déjà maître et sauveur de la France, il se voyait en passe de devenir arbitre international. Il lui fallait donc garder la balance égale entre les deux partis.

Mais l'Allemagne ne l'entendait pas ainsi; elle voulait, sinon une intervention active de la France qu'elle jugeait trop affaiblie et trop peu sûre, au moins un appui qui dépassât la neutralité bienveillante. Le maréchal n'osait résister en face aux demandes de l'occupant. Il fit la politique de l'autruche et confia les affaires à l'amiral Darlan qui se chargeait ainsi de tout l'odieux des concessions à l'ennemi, cependant que le chef de l'Etat recueillait, auprès des patriotes, le bénéfice de l'inertie ou du sabotage qu'opposaient à la mise en pratique de ces concessions un certain nombre de fonctionnaires de France et d'Afrique du Nord, et, jusqu'à sa

retraite, le général Weygand qui avait repris espoir en la défaite allemande.

Mais le maréchal se faisait illusion sur les chances de succès de ses pitoyables ruses. L'octroi aux Allemands du droit d'utiliser les aérodromes de Syrie provoqua l'invasion de ce pays par les troupes patriotes unies à l'armée britannique. On vit alors le même vieillard qui, l'année précédente, avait sacrifié l'honneur de la France pour arrêter l'effusion de sang, ordonner une résistance sans espoir et se montrer parfaitement indifférent aux pertes qui en résultaient. Il est vrai qu'après la campagne ainsi prolongée, la presque totalité des forces du Levant refusa de se joindre aux Français libres et revint en France ou en Afrique du Nord animée d'une haine violente contre les Anglais et les Gaullistes, ce qui était un gain appréciable pour la cause du pétinisme. Mais toute l'affaire syrienne n'en demeurait pas moins un échec pour la politique du chef de l'Etat.

Le maréchal se trouva bientôt fort embarrassé par la guerre que l'Allemagne fit à la Russie. Cette entreprise avait en effet de quoi lui plaire puisqu'elle pouvait abatttre la puissance communiste, épouvantail de ces classes possédantes dont l'appui était indispensable au succès de la « révolution nationale ». Puis la lutte contre le bolchevisme fournissait un excellent thème à ces slogans et discours où se donnait libre cours l'intempérance verbale du grand contempteur du parlementarisme. Enfin, son étrange conception de l'honneur lui faisait trouver glorieux qu'un contingent de Français renouvelât dans les plaines russes l'aventure de ces peuples vaincus de l'Antiquité, fournissant des soldats au conquérant qui les avait réduits en esclavage. Seulement, l'invincible armée allemande ne triompha point des Russes. Et il apparut bientôt que la guerre de l'Est pouvait causer l'effondrement de la puissance germa-

nique. Il importait avant tout de ne pas être entraîné dans cette chute. D'où un renouveau de vacillations et un effort pitoyable pour voiler d'affirmations pompeuses et mensongères une faiblesse croissante. Les malheureux arrachés à leur foyer et envoyés en exil afin de travailler pour l'ennemi pouvaient lire partout la devise du régime de Vichy : « Travail, Famille, Patrie ». Jamais d'autre part, on ne parla tant de défendre l'Empire contre n'importe quel agresseur que dans les mois qui précédèrent les débarquements en Afrique du Nord et l'ordre de tirer sur les Anglo-Américains et d'accueillir les Allemands.

A la vérité, les pires actes de collaboration furent commis alors que déjà le chef de l'Etat avait abdiqué la réalité de son pouvoir entre les mains de son ennemi personnel, M. Pierre Laval, rappelé sur l'injonction de l'Allemagne. On peut se demander comment un homme, jusque-là si fier de ses grandes prérogatives, accepta tranquillement une pareille déchéance, et surtout pourquoi il s'accrocha sur son trône de roi fainéant après que la rentrée de l'Afrique du Nord dans la guerre et l'invasion de la zone libre eussent démontré de façon évidente l'échec de la politique de complaisance envers l'ennemi. L'âge atténua certainement l'amertume de la chute et exaspéra en même temps le désir puéril qu'avait le maréchal de conserver à tout prix les apparences du pouvoir suprême. Il faut également attribuer à la vieillesse la pusillanimité qui porta ce soldat à invoquer l'état de sa santé pour refuser d'aller en Algérie comme le lui conseillaient ses amis patriotes. Le rêve d'un grand rôle au moment de la conclusion de la paix s'opposait à une démission. Enfin, et cet argument ne fut peut-être pas le moindre, prendre la direction de la guerre africaine et préparer la libération de la France par les armes eût été non seulement se déjuger, mais donner

contre soi-même raison au rebelle de Gaulle. Cela, le maréchal ne pouvait l'accepter.

Il demeura donc, et, sa mégalomanie croissant à mesure que diminuait son autorité, on vit ce paradoxe étrange : l'homme qui avait convié la France à trahir la Grande-Bretagne parce que celle-ci paraissait vaincue, se montrant d'autant plus proallemand que diminuaient les chances de victoire de l'Allemagne. Il encouragea l'odieuse milice (sans en avoir prévu tous les crimes) à traquer, d'accord avec l'occupant, les résistants que, sans bonne foi, il qualifiait tous de « terroristes ». Il approuva l'infâme propagande antipatriotique de M. Philippe Henriot. Il invita lui-même le pays à ne point favoriser un débarquement armé des Alliés. Et, à la vérité, le succès d'un tel débarquement devait consacrer la faillite de tout ce qu'avait représenté le maréchal : la fuite devant la souffrance et le danger; la construction d'un ordre nouveau dans la défaite.

Quand il apparut enfin que les Allemands allaient être forcés d'évacuer la France, le maréchal espéra un moment persuader les Français qu'il avait toujours été résistant. Il rêva d'une entrevue avec le général Eisenhower, voire d'une réconciliation avec le général de Gaulle. Il protesta, dans des termes assez dignes, contre la décision allemande l'obligeant à quitter Vichy. Mais sa mesquinerie reparut dans la façon dont furent réglés les détails de son enlèvement : sa garde ne défendant pas les portes de son hôtel mais ne les ouvrant pas non plus, les laissant enfoncer par des soldats allemands. Tout le scénario ayant été communiqué d'avance aux représentants ennemis (1).

(1) Cf. W. Stucki, *La fin du régime de Vichy*, p. 114, éd. O. Zeluck (La presse française et étrangère), Paris, 1947.

Ainsi, après quatre ans, le maréchal qui n'avait pas voulu s'éloigner du sol de France se voyait contraint de s'expatrier. Toutes ses lâches compromissions avec l'ennemi avaient été vaines.

Mais, disent ses apologistes, il jouait double jeu. Et aussitôt, du camp opposé, s'élèvent de furieuses protestations. Le débat se prolonge sans se conclure parce que, de part et d'autre, on a négligé de définir le terme qu'on employait. Il existe en effet deux sortes de double jeu : celui de l'envoyé secret qui déguise ses sentiments dans un but déterminé; celui de l'agent double qui favorise tour à tour les deux partis selon que son intérêt ou sa crainte le lui commande. Rien n'indique que le maréchal ait pratiqué le premier système; il semble au contraire certain qu'il appartenait au second type.

Il faut tenir compte du fait qu'il était aisément influençable et se déclarait souvent de l'avis de celui qui lui parlait : ainsi se montrait-il antiallemand avec les patriotes, antiallié avec les collaborateurs (1). Mais il paraît bien qu'il était sincère quand, dans une conversation privée, il exprimait le souhait de voir les Allemands vaincus; seulement, ce n'étaient là que paroles sans effet, tandis que les ordres donnés pour la défense

---

(1) Un officier général, qu'on ne peut pas qualifier d'adversaire du maréchal, a exprimé cette opinion avec rudesse : « A peine descendu de voiture (le 12 novembre 1942) je vais exposer mon état d'âme au cabinet du Maréchal. « La situation est moins tragique que vous ne le croyez, me déclare-t-on. Le Maréchal a protesté contre l'entrée des Allemands en zone libre. » Celui-ci devait me reparler le surlendemain de cette fameuse lettre écrite, m'a-t-on dit, à la suggestion de Weygand. en cachette de Laval, et me la présenter comme un geste d'énergie de sa part. « Oui, lui répondis-je, vous envoyez des boulets de canon à vos amis et des boulettes de papier à vos ennemis. Il n'y a pas égalité de traitement. Vous ne tenez d'ailleurs pas votre parole de défendre l'Empire (où la France est incluse) contre quiconque. » Cette réponse n'eut pas l'air de lui plaire ». (Général SERRIGNY : *Les « trahisons » du Maréchal... et de quelques autres*, p. 172, éd. de la Couronne, 1950.)

de la Syrie ou de l'Algérie et la non-résistance en Tunisie étaient exécutés au grand avantage de la cause allemande. Le maréchal crut probablement de bonne foi avoir conclu à la fin de 1940 un accord avec le gouvernement britannique; seulement, il n'eut aucun scrupule à laisser, à quelques semaines de là, les avions allemands utiliser les aérodromes de Syrie, non plus qu'à permettre le ravitaillement de l'armée Rommel par la Tunisie. Il trouvait bon que certains membres de son entourage agissent en faveur des Alliés; mais il les chassait sans un mot de regret sur l'injonction de l'occupant. Pour tout dire, si ses velléités étaient souvent pour les Anglo-saxons, ses actes étaient toujours pour les Allemands (1). C'est qu'outre la vanité, l'ambition, les rêveries utopiques, il y eut toujours, chez le maréchal, un penchant irrésistible à préférer, en quelque circonstance que ce fût, la solution pusillanime à la solution courageuse.

Encore s'il avait eu la franchise d'avouer sa faiblesse ! Il eût fait moins de mal en reconnaissant ouvertement le caractère humiliant de l'armistice et en cherchant à l'excuser par le manque de préparation morale du pays à une grande épreuve. Mais il se faisait au contraire une gloire de l'acte honteux. Il parlait d'honneur après avoir déshonoré la France, d'abnégation après avoir tout sacrifié aux intérêts matériels. Et comme pour empêcher la nation de se relever moralement par l'esprit de revanche, il lui répétait comme une litanie qu'elle avait été vaincue. Il trompait ainsi beau-

(1) Il faut reconnaître toutefois qu'il eut une attitude plus ferme en la présence physique des Allemands eux-mêmes que devant leurs agents français. Ce n'est pas de Montoire que sortirent les pires concessions et le maréchal Gœring s'en revint les mains vides de Saint-Florentin. Les Allemands eurent de nombreuses revanches à Vichy.

coup de Français, il créait chez d'autres un dégoût de toutes les idées nobles qu'il prostituait si indignement. Et c'est peut-être par là qu'il a été le plus néfaste.

L'Histoire sera pitoyable à ce pauvre vieil homme sans grandeur, écrasé par le fardeau trop lourd dont il avait imprudemment chargé ses faibles épaules, s'enlisant par obstination sénile dans les erreurs où il était entré par manque de caractère. Elle jettera sur beaucoup de ses fautes, et même de ses crimes, le manteau d'une indulgence dédaigneuse. Mais elle ne l'absoudra pas d'avoir, un moment, rabaissé la France à sa propre stature.

Trois conseillers du maréchal

Le maréchal eut de nombreux conseillers, mais le pays ne connut bien que trois d'entre eux : le général Weygand, M. Pierre Laval et l'amiral Darlan.

L'influence du premier fut de courte durée. Elle fut surtout décisive pour amener la conclusion de l'armistice que le maréchal souhaitait assurément, mais qu'il n'eût peut-être pas eu l'énergie d'imposer sans le soutien que lui apportait l'inébranlable volonté du généralissime. Et la chose est curieuse quand on songe que celui-ci avait passé les plus glorieuses années de sa vie sous l'égide du maréchal Foch qui ne désespérait jamais.

L'âge avait sans doute exercé son effet sur un homme qui n'avait jamais eu beaucoup de caractère et qui avait eu le malheur de recevoir, tout au long de sa carrière, un peu plus de louanges qu'il n'en méritait. Comme il avait survécu à son illustre maître et qu'un vivant est toujours plus intéressant qu'un mort, beaucoup de gens avaient fini par se persuader que, dans l'association Foch-Weygand, c'était ce dernier qui apportait le génie. Quand l'armée russe avait envahi la Pologne en 1920, il avait été envoyé en mission à Varsovie et avait donné des conseils, sans doute fort sages, mais qui n'eurent que peu d'influence sur le plan suivi par le maréchal Pilsudski et son état-major, auteurs véritables de la victoire libératrice (1). La presse française n'en avait pas

(1) Cf. PILSUDSKI, *L'année* 1920, éd. La renaissance du livre, Paris, 1929.

moins sacré le général Weygand « sauveur unique de la Pologne » et celui-ci n'avait pas empêché la diffusion de cette flatteuse légende. Son prestige augmenta encore en 1925, ses admirateurs ayant affirmé que, s'il eût conservé son poste de haut-commissaire au Levant, l'insurrection n'eût point éclaté dans ce pays. Aussi jugea-t-on fort heureux qu'il fût placé, quelques années plus tard, à la tête des armées françaises. Il ne montra point dans cette charge de qualité exceptionnelle de clairvoyance ou d'énergie qui pût le distinguer de son prédécesseur ou de son successeur; il ne combattit point ouvertement (pas même par l'arme, si facile à employer, de la démission) les politiciens de qui, plus tard, il devait si âprement dénoncer le rôle néfaste. Mais ses amis avaient si bien su faire croire à la prééminence de ses talents que sa retraite en 1935 parut à beaucoup un malheur national. Il y avait dans ce sentiment une part considérable d'anxiété patriotique, mais aussi un élément politique, le général Weygand étant homme de droite et le général Gamelin passant, à tort ou à raison, pour être homme de gauche. Cette considération inspirait le reproche qu'avec mauvaise foi on faisait au gouvernement d'alors d'avoir « limogé » le collaborateur intime du maréchal Foch, tandis qu'en réalité le chef qui se retirait avait atteint la limite d'âge, déjà prolongée pour lui de trois ans. Là encore le général laissait dire; une rectification de cette opinion erronée ne faisait point partie de ces nombreuses confidences qu'on lui prêtait et que l'on se répétait dans les salons de Paris. On y puisait au contraire des raisons de critiquer le nouveau chef d'état-major et de regretter toujours davantage l'ancien qui traçait, non seulement dans des conservations privées, mais à l'occasion, dans un discours ou un article de revue, un tableau optimiste de la situation militaire de la France.

Ainsi, le général Weygand contribuait à maintenir le pays dans l'illusion de la sécurité cependant qu'un fauteuil à l'Académie française, un siège au conseil d'administration de la Compagnie du Canal de Suez et une belle position mondaine lui assuraient à lui-même la plus brillante retraite.

Il était donc moralement aussi mal préparé que possible à l'épreuve qu'il subit lorsque, le 19 mai 1940, M. Paul Reynaud lui confia le commandement d'une armée déjà vaincue, avec la mission de réparer un malheur qui semblait irrémédiable. Eût-on pu diriger les opérations mieux qu'il ne le fit ? C'est une question que débattront sans doute longtemps les critiques militaires. Ce qui est certain, c'est que le général Weygand se montra incapable de s'élever à la conception d'une guerre étendue sur des continents et où des pays entiers ne devaient être considérés que comme des positions militaires qu'il était regrettable de perdre, mais dont la perte ne signifiait nullement la défaite définitive de la coalition. Pourtant la Pologne, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg fournissaient l'exemple de ce que peuvent des nations qui, matériellement vaincues, refusent de soumettre leur âme à l'envahisseur triomphant. Entre tous les gouvernements alliés en exil, celui de la Pologne se distinguait par l'importance du contingent de soldats qu'il fournissait à la cause commune. Ces expatriés se battaient sous les ordres du général Weygand, mais celui-ci, tout en utilisant volontiers leurs services, ne comprenait pas que leur patrie avait tracé la voie que la France envahie pourrait être appelée à suivre; il ne songeait au contraire qu'à la préserver du sort de la Pologne. Les sacrifices pour les autres, point pour nous ! Voilà quel était le sentiment du chef de l'armée française ! Il est triste d'avoir à rappeler ce souvenir. Mais Napoléon lui-même n'avait-il pas traité

les Polonais avec une fâcheuse désinvolture ? Et quel est le général français qui n'a rêvé de ressembler par quelque point au grand Empereur ?

Le généralissime ne se disait pas qu'après la défaite de Belgique la France était devenue la position avancée des Alliés; que si l'événement la montrait indéfendable, la coalition aurait encore, dans la Grande-Bretagne, une citadelle que protégeait sa position géographique, et d'autres forteresses hors d'Europe. Pour lui, le sort de la guerre se déciderait sur le territoire français; celui-ci perdu, il faudrait poser les armes. Et non seulement il ne pouvait être question pour les Français de continuer la lutte hors de la métropole, mais la Grande-Bretagne même ne devait pas songer à poursuivre une guerre séparée : il fallait que, loin de réserver des forces aériennes pour défendre, avec son propre territoire, la dernière chance de tous les autres Alliés vaincus mais non désespérés, elle en envoyât la plus grande part en France où, dans les plus mauvaises conditions et sans certitude de disposer toujours des aérodromes nécessaires, cette aviation eût combattu pour défendre le sol d'un seul pays, pour jouer sur une carte unique le sort de toute la coalition (1).

Il est certes infiniment malheureux qu'en ces heures tragiques la France n'ait point eu, à la tête de ses armées, un chef d'âme noble et d'esprit large. Ce qui fut plus grave encore, c'est que le général Weygand ne

---

(1) Un curieux commentaire aux reproches de réserver l'aviation faits par le général Weygand au gouvernement britannique est fourni par le récit de M. Winston Churchill de l'impossibilité où se trouva une escadrille de bombardement de la R.A.F. d'accomplir sa mission d'attaquer Turin et Milan, la population française ayant rendu inutilisable les terrains d'aviation des environs de Marseille d'où les avions devaient s'envoler. (*The Second World War*, Cassel and Co. Vol. II, p. 139.)

racheta point ses imperfections par un dévouement exclusif à ses obligations militaires. La conduite de la bataille lui appartenait en propre, mais une fois cette bataille perdue, le choix entre l'armistice et la continuation de la guerre dans l'Empire revenait au gouvernement et non au généralissime. Celui-ci avait le devoir d'exposer aux ministres la situation, de faire connaître l'impossibilité d'arrêter l'ennemi sur le territoire métropolitain, d'indiquer les possibilités techniques de transfert de troupes et de matériel au delà des mers et les difficultés qui limiteraient ce transfert : mais il ne devait pas chercher à influencer sur une décision de nature politique : il n'avait qu'à obéir.

Or, son attitude fut tout autre. Il ne fit rien pour préparer la continuation de la lutte et ne cessa d'exiger la signature d'un armistice, employant dans ce but tous les moyens possibles : demandes directes, pressions, fausse nouvelle portée au conseil des ministres. Pour tout dire, en ces heures décisives, la conduite du général Weygand fut bien plutôt celle d'un politicien que celle d'un soldat (1).

Quelles étaient les raisons qui faisaient agir le généralissime ? Il s'en est longuement expliqué lui-même et il a été fait allusion plus haut à l'une des plus choquantes : le désir d'épargner à la France le sort d'un

---

(1) « Au point où nous en étions arrivés, mon rôle auprès du général Georges passait au second plan tandis que mon action auprès du gouvernement allait devenir prépondérante et absorber la majeure partie de mes journées. Tout en suivant de très près les événements militaires par l'intermédiaire du Major général, et en demeurant à portée de prendre les décisions importantes qui s'imposeraient, je m'en remis au général Georges de la meilleure évolution des opérations, dans le cadre général que nous venions de tracer. » (WEYGAND : *Rappelé au service*, p. 210, éd. Flammarion, 1950.) Dans le même ouvrage, le généralissime, qui avait une si étrange conception de son rôle, rappelle pourtant à plusieurs reprises que l'armistice était une question de gouvernement, non de commandement.

pays allié qui souffrait pour la cause commune. Mais il y eut autre chose.

On ne peut prendre au sérieux l'argument selon lequel l'impossibilité de défendre l'Afrique du Nord rendait l'armistice nécessaire. Il y a un trop grand contraste entre cet excès de prudence et la témérité des projets qu'avait caressés le général Weygand lorsque, commandant en chef au Levant, il envisageait une campagne balkanique à la tête des armées mal équipées de la Petite Entente, et accueillait l'idée d'une attaque sur les pétroles du Caucase, dont l'effet eut été de placer contre les Alliés, l'armée rouge aux côté de la Wehrmacht. Puis, le généralissime ne se fût certainement pas fait une opinion sur la possibilité d'une opération sans avoir consulté celui qui commandait sur place. Or, le général Noguès était partisan de la résistance et la croyait praticable. Il fallut l'appeler à Bordeaux et le chapitrer pour lui faire abandonner son attitude première. L'explication a donc tous les caractères d'une excuse inventée après coup.

Il en est de même de la crainte que prétend avoir éprouvée le général Weygand de se mettre dans le cas d'être condamné à mort si, comme le voulait M. Paul Reynaud, soucieux d'éviter une effusion de sang inutile, les troupes qui ne pouvaient être évacuées du territoire métropolitain mettaient bas les armes tandis que la guerre se poursuivait au delà des mers. Le généralissime s'est donné un démenti à lui-même quand, le 22 juin 1940, plusieurs heures avant la signature de l'armistice, il autorisait le général Condé à demander à cesser la lutte avec les honneurs de la guerre (1). Par contre, on

(1) « Lorsque ces troupes (les armées Condé, Bourret et Laure) auront épuisé tous les moyens de vivre et de combattre, elles demanderont à cesser la lutte avec les honneurs de la guerre qu'elles ont largement mérités. » (WEYGAND : *op. cit.*, p. 267.)

trouve un accent de sincérité dans ses véhémentes protestations contre une capitulation militaire qui, disait-il, eût couvert nos drapeaux de honte. On admirerait ce sentiment s'il eût été accompagné de la résolution du vieil Horace. Ce qui cause l'étonnement, ce qui est choquant, c'est que le général ait eu la mesquinerie de penser que le déshonneur disparaissait du moment que la cessation du combat résultait d'une convention conclue par le gouvernement au lieu d'être l'effet d'un ordre du chef de l'armée. En fait, ce qui a donné à l'armistice son caractère odieux, c'est qu'il faisait poser les armes aux marins, aux aviateurs, qui demeuraient en état de lutter et aux troupes d'outre-mer qui n'avaient pas encore tiré un coup de fusil. Ce qu'on reprocha sous le Premier Empire au général Dupont, c'était moins de s'être rendu avec des soldats épuisés et encerclés que d'avoir compris dans sa capitulation une division qui pouvait faire retraite. Mais ce souvenir ne troublait pas le général Weygand : peu lui importait que la honte augmentât pour la France pourvu que la responsabilité apparente n'en incombât ni à l'armée ni à lui-même. Songeait-il aussi que l'ordre de cesser le feu sur le territoire français le plaçait personnellement dans l'alternative d'être fait prisonnier de guerre, ou, si le gouvernement l'appelait en Afrique, d'avoir paru vouloir séparer son sort de celui de ses soldats, tandis que l'armistice devait le conduire à des postes éminents ? Il convient de lui laisser le bénéfice du doute; il serait au surplus injuste de trop blâmer chez lui un égoïsme professionnel qui eût été inexcusable chez un homme entré dans l'armée française parce que né Français (1).

---

(1) Les souvenirs publiés par le général Weygand sous le titre : *Rappelé au service* contiennent quelques passages qui montrent clairement l'égoïsme personnel et professionnel de l'intéressé. Quand M. Reynaud lui propose de faire mettre bas les armes aux troupes

Enfin, l'un des arguments dont s'était le plus servi le général Weygand pour arracher au gouvernement son agrément à l'armistice était la nécessité de conserver en France même une armée pour le maintien de l'ordre. On reste confondu en trouvant chez le collaborateur intime du maréchal Foch ces préoccupations de capitaine de gendarmerie. Quoi ! le pays était envahi, son honneur et son indépendance étaient en jeu et le chef de l'armée française pouvait songer à autre chose qu'aux moyens de transformer l'échec en victoire ! Qu'importait qu'il y eût des troubles, que des propriétés fussent saccagées, même des vies innocentes perdues, si au bout du compte l'ennemi devait être chassé ! En un temps où les Français avaient encore du ressort, on ne pardonna pas au maréchal Bazaine de s'être laissé influencer par cette considération du maintien de l'ordre. Mais il faut rendre cette justice au commandant de l'armée de Metz qu'il eut du moins le courage de prendre lui-même la responsabilité de son acte.

S'il n'est pas de termes assez sévères pour qualifier l'insistance du général Weygand pour obtenir un armistice politique, on doit par contre l'acquitter de l'accusation d'avoir préparé un coup d'Etat. Il n'est certes pas douteux qu'il ait souhaité une subversion des institutions. Son désir de voir les ministres attendre les Allemands à Paris comme les sénateurs romains sur leurs chaises curules ne s'explique que par l'espoir de la capture du gouvernement entier, suivie d'une vacance du pouvoir qui pourrait alors être légitimement saisi

engagées en France, c'est à sa position personnelle que pense le chef de l'armée française. « Me prenait-on pour un enfant ? C'est pour me jeter dans ce guet-apens que l'on m'avait fait revenir de Beyrouth ? » (p. 228). Ailleurs il se demande à quoi eût servi de continuer le combat jusqu'au bout : « A sauver l'Honneur ? L'Honneur de l'armée était sauf... Quant à mon honneur personnel... » L'armée et lui, mais la France ?

par une équipe bien pensante. Mais en matière de politique intérieure comme de cessation du combat, le généralissime connaissait exactement les limites du code pénal. Intriguer est une chose, mettre son nom au bas d'une proclamation illégale en est une autre. Il faut, pour ce dernier objet un grand manque de scrupules et un grand caractère. Il semble bien que la première de ces deux conditions existait chez le général Weygand.

Celui-ci n'intervint pas dans les événements du 10 juillet 1940. Mais il apporta tout son appui au nouveau chef de l'Etat. En fait, il y eut chez lui un de ces changements d'âme qu'on ne peut qualifier que du mot : conversion. Le chef militaire qui avait résisté aux ordres du président du conseil et s'était efforcé de miner son autorité devint soudain le champion de l'obéissance passive de l'armée au gouvernement. Les premières semaines de son proconsulat africain furent consacrées à prêcher la soumission au maréchal et à empêcher les officiers qui voulaient encore combattre d'aller se joindre aux forces de ce général de Gaulle qui était non seulement coupable d'indiscipline mais qui s'était permis, par son attitude même, de donner une leçon au grand Weygand — ce qui évidemment était intolérable (1).

Mais quand il apparut que ce qu'on appelait la dissidence ne s'étendait point au delà de certaines limites, il fut loisible à l'ancien généralissime de considérer la situation. Il la trouva changée depuis l'époque de l'ar-

---

(1) Le général Weygand avait une telle haine de la « dissidence » qu'il trouvait au malheur de Mers-el-Kebir une consolation. « Sans ce malheureux événement, *qui eut par là un résultat heureux*, les tentatives britanniques pour entraîner le Maroc à la sécession au lendemain de l'armistice, appuyées de la descente en avion de M. Duff Cooper et de lord Gort, auraient pu avoir un succès limité, mais certainement perturbateur. » (*Opus cit.*, p. 379.)

mistice. Il avait alors cru fermement à la prochaine défaite britannique (ses dénégations postérieures à ce sujet ne peuvent emporter la conviction en face des affirmations concordantes de tous les témoins), et il avait voulu que la France ne retardât point sa soumission à l'inévitable. Mais après l'échec de l'offensive aérienne allemande, après la défaite africaine des Italiens, le triomphe hitlérien ne paraissait plus assuré. La revanche devenait possible et l'on pouvait compter, à plus ou moins bref délai, sur l'intervention des Etats-Unis. Le général Weygand se mit à préparer ces deux événements. Il combattit à Vichy avec beaucoup de vigueur la politique de collaboration et sut en atténuer les effets en Afrique du Nord, en même temps qu'il réorganisait les troupes dans ce pays et y favorisait l'extension de l'influence américaine, grâce à des accords commerciaux qu'il conclut avec les représentants des Etats-Unis. Ainsi contribua-t-il à la création de conditions favorables aux succès alliés de 1942. Il est toutefois regrettable que la communauté du but n'ait jamais atténué chez lui sa haine contre le général de Gaulle et que d'autre part il ait refusé de conduire personnellement l'opération du débarquement. Les Américains le supplièrent en vain : lui, si peu scrupuleux envers MM. Albert Lebrun et Paul Reynaud, ne voulut jamais être rebelle au maréchal. Pour employer une formule célèbre, il n'eût consenti à marcher que « revêtu de son uniforme et conformément aux ordres de son chef ». On ne change pas sa nature à soixante-quinze ans et au lieu de donner le signal du retour de l'Empire dans la guerre, le général Weygand se trouva en 1942 prisonnier des Allemands.



Parmi les paradoxes dont l'histoire du pétinisme est pleine, il faut compter ce fait étrange que, des trois

hommes qui influèrent le plus sur les événements de l'été de 1940, le civil avait infiniment plus de caractère que les deux militaires. M. Pierre Laval ne craignait pas les responsabilités. Si sa conduite fut le plus souvent méprisable, il convient du moins de lui reconnaître un courage moral, bien rare chez les chefs du pétinisme, mais qu'il mit malheureusement au service d'une ambition sans frein associée à une grande bassesse d'âme.

Il n'est pas sans intérêt d'observer que le cours antipatriotique de la fin de sa carrière dut son origine au hasard des circonstances. Quand les élections de 1936 amenèrent au pouvoir le front populaire, il y eut, chez la plupart des conservateurs, une véritable panique. Beaucoup d'entre eux jetèrent alors des regards nostalgiques sur le dernier ministère qui leur eût donné à peu près satisfaction. M. Pierre Laval en avait été le chef; il devint l'un des espoirs de la classe possédante. Et comme cette classe presque tout entière haïssait la Russie soviétique et rampait devant le fascisme italien, l'homme qu'elle appelait de ses vœux prit figure de champion de l'alliance avec M. Mussolini et de l'hostilité envers M. Staline. La chose est étrange quand on songe que M. Pierre Laval avait signé un pacte franco-soviétique et proclamé les sanctions contre l'Italie, en les atténuant, il est vrai, dans l'application. Mais ce politicien retors ne s'embarrassait guère de telles contradictions. Il prit au sérieux le rôle qu'on lui offrait et en vint à se persuader sincèrement qu'il était l'homme marqué par le destin pour réconcilier la France avec sa « sœur latine ».

C'eût été là chose assez inoffensive (le pire, c'est-à-dire l'abandon de l'Ethiopie contre la parole donnée, étant fait) si, depuis la guerre civile espagnole, Rome n'était devenue simple étape sur le chemin de Berlin. L'entente franco-italienne, outre les sacrifices propres

qu'elle eût entraîné, signifiait à bref délai un accord franco-allemand avec des sacrifices plus grands encore. M. Pierre Laval ne s'en effrayait pas; seulement il avait trop de prudence pour se compromettre dans des manifestations intempestives; il approuva entièrement la chamade de Munich, mais ce n'est pas lui qui eût envoyé à ce sujet un télégramme de félicitations au chancelier Hitler. Quand vint la guerre, il s'occupa surtout de rechercher comment cet événement pouvait lui rouvrir les avenues du pouvoir. Il s'imagina qu'il se rendrait indispensable en empêchant l'Italie d'intervenir et fit son possible pour obtenir une mission à Rome. Cette insistance révèle deux traits de son caractère : la vanité présomptueuse, qui lui faisait penser qu'il serait reçu à bras ouverts par M. Mussolini; la légèreté avec quoi il acceptait pour la France le rôle d'humble solliciteuse. Le gouvernement de M. Paul Reynaud, bien qu'il comprit certains partisans fanatiques d'une capitulation devant les exigences italiennes, ne voulut heureusement pas faire une démarche humiliante et même quelque peu ridicule, et le solliciteur éprouva une autre déception quand, un peu plus tard, le maréchal Pétain, formant son cabinet, lui refusa le portefeuille des Affaires étrangères.

Mais la revanche n'allait pas tarder. M. Pierre Laval rendit au nouveau gouvernement un premier service en s'opposant, de façon spectaculaire au départ du président de la République et du Parlement pour l'Algérie. Il était d'autant plus nécessaire de le récompenser que son concours était indispensable à la manœuvre politique qui se préparait : l'octroi des pleins pouvoirs au maréchal Pétain par un vote régulier de l'Assemblée nationale. L'ambitieux politicien ne ménagea point ce concours; plein de mépris pour les capacités intellectuelles du vieux militaire fatigué auquel il proposait de

remettre les destinées de la France, il était persuadé que le vrai pouvoir lui appartiendrait à lui-même; avec le titre de vice-président du conseil il entendait agir en maire du palais.

Tout de suite, il se prononça pour la collaboration. Non qu'il fût de ces traîtres vulgaires que la convoitise, l'ambition ou la peur attachaient au char de l'ennemi; mais, plein de confiance en soi-même, persuadé que ses petites habiletés de maquignon le plaçaient au rang des grands diplomates, il s'imaginait qu'il dominerait facilement, au cours des négociations qu'il réussirait à multiplier, tous ces lourdauds qui entouraient le chancelier Hitler. Il y aurait des concessions mutuelles et le plus rusé des partenaires y gagnerait. Lui-même resterait dans l'histoire le grand homme d'Etat qui aurait atténué les rigueurs de la défaite.

En faisant ce calcul, il sous-estimait l'habileté comme la fermeté des Allemands et surestimait la docilité du chef de l'Etat. Celui-ci était facilement influençable et son entourage comprenait deux sortes d'ennemis du vice-président du conseil : les patriotes qui, reprenant espoir à mesure que les jours passaient sans invasion de la Grande-Bretagne, voulaient éviter que la France ne s'engageât dans le sillage de l'Allemagne; les politiciens d'extrême-droite qui, décidés à saisir la puissance à la faveur d'une « Révolution nationale », jugeaient nécessaire d'écarter le vieux parlementaire expérimenté qui pouvait à tout moment se rappeler qu'il était homme de gauche. L'entrevue de Montoire fut une honte pour la France, mais n'eut de résultat matériel positif que la disgrâce, à quelques jours de là, de son principal auteur.

Il est curieux qu'un aussi éclatant échec n'ait point dégoûté M. Pierre Laval du gouvernement. Sans doute l'ambition fut-elle chez lui plus forte que la prudence.

Il accourut auprès du maréchal quand celui-ci, sur la brutale injonction des Allemands, le rappela aux affaires au mois d'avril 1942; mais cette fois, s'il avait pris ses sûretés du côté du chef de l'Etat en exigeant, avec le titre de chef du gouvernement, la délégation de pouvoirs étendus, il se trouvait encore plus soumis aux Allemands qu'en 1940. Il n'était plus question pour lui de jouer les Metternich. Mais toujours confiant en ses propres talents, il crut encore qu'il pourrait s'acquérir des titres à la reconnaissance du pays en modérant les exigences de l'occupant. Son raisonnement était simple : les Allemands étaient maîtres de prendre de force autant de Français qu'il leur plairait pour les faire travailler outre-Rhin. Mais s'ils faisaient la chose eux-mêmes, ils rencontreraient des résistances et perdraient du temps. Il leur serait donc fort agréable que ce fût le gouvernement français qui leur procurât le bétail humain nécessaire et dans leur satisfaction ils pourraient diminuer le nombre de têtes réclamées. D'où le service du travail, la relève, la honteuse soumission devant l'invasion de la zone sud, toutes les infamies des dernières années de l'occupation. M. Pierre Laval ne comprit jamais qu'il vaut mieux subir malgré soi un plus grand crime que se faire le complice d'un plus petit; qu'un seul départ volontaire ou commandé par le gouvernement français entachait le bon renom de la nation qu'un million d'enlèvements par l'ennemi eût laissé intact; que l'âme de la France avait plus d'importance que les corps des Français. Sa véritable trahison fut d'avoir prétendu gouverner un peuple grand et glorieux en faisant abstraction totale de l'honneur.



Des ministres du maréchal, le plus énigmatique fut sans contredit l'amiral Darlan. Sa fin tragique ne lui

a pas permis de donner ces explications où parfois l'on peut apercevoir un peu de la vérité sous le plaidoyer *pro domo.* Et les actes publics de l'homme paraissent quelque peu déconcertants. On conçoit qu'après avoir un moment songé à continuer la guerre à la tête de la flotte, il ait renoncé à ce projet : déjà irrité d'être subordonné à l'amirauté britannique quand la France faisait figure de grande puissance guerrière, il ne pouvait qu'envisager avec déplaisir la pensée de voir cette subordination encore accentuée par la nécessité de dépendre entièrement de la Grande-Bretagne. Puis, l'effondrement des institutions politiques pouvait ouvrir une carrière magnifique à un ambitieux. Le tragique événement de Mers-el-Kébir expliquerait chez l'amiral une haine contre les Alliés de la veille qui lui fit envisager la plus active collaboration avec l'ennemi. Mais, en même temps, il gardait des contacts avec les Etats-Unis et il ne pouvait ignorer les relations intimes qui unissaient Washington à Londres. Préparait-il de longue date un changement de camp ? Mais alors pourquoi comprendre, dans les concessions qu'il faisait ou voulait faire à l'Allemagne, des dispositions qui devaient aider celle-ci à vaincre ? Pourquoi compromettre ses propres chances de gouverner après la défaite de l'ennemi en prononçant, contre les Anglais, des discours d'une violence parfaitement inutile et qui n'eussent point du tout trompé les Allemands s'ils avaient eu des soupçons sur lui ? Il semble bien que l'amiral qui, par sa qualité même de marin, n'était point, comme les généraux, hypnotisé par les événements de la guerre terrestre, ne partageait pas au moment de l'armistice la conviction du maréchal et du général Weygand d'une prompte défaite britannique, mais qu'il crut cette défaite très probable après le débarquement allemand en Crête. Mais il voyait bien que l'Allemagne ne pourrait détruire la puissance améri-

caine. Et, tout comme le maréchal et M. Laval avaient leur rêve, il eut le sien : une réconciliation franco-allemande sous l'égide des Etats-Unis et dont la Grande-Bretagne et l'Italie feraient en commun les frais. C'est là l'interprétation le plus plausible de son attitude, d'autant que, contrairement au maréchal, il était capable de décisions promptes. Il sut en prendre sous la pression des événements lors du débarquement allié en Afrique du Nord. Malgré tout, l'on hésite à rien affirmer sinon que l'amiral Darlan ignorait le scrupule et que, quelque service qu'ait rendu à la France sa volte-face africaine, il avait auparavant porté à la nation un dommage difficile à réparer.

Faillite des élites

Le peuple français est volontiers frondeur. S'il se soumet parfois (et avec un sentiment d'intime satisfaction) à l'autorité, il est rare qu'il n'en brocarde pas les détenteurs. La grandeur des talents, l'éclat des services rendus ne mettent personne à l'abri de l'ironie ou de l'envie. C'est donc une chose surprenante que la vénération dont on entoura le maréchal, ce vieillard médiocre et fatigué qui venait, par un acte humiliant, d'effacer le rayon d'ancienne gloire dont il avait été jusqu'alors illuminé.

Il y eut hélas, parmi les causes de cette vénération, beaucoup de reconnaissance pour un armistice dont bien peu de Français ressentirent la honte, qu'un plus petit nombre encore refusa d'accepter. Il apparut à la grande majorité que l'homme qui venait de mettre fin aux combats méritait d'être chargé des destinées du pays. Mais la gratitude, même pour les services dignes de louange, n'est point, chez les nations comme chez les individus, un sentiment durable. Il faut chercher ailleurs les causes qui prolongèrent l'étrange popularité du maréchal.

Si le peuple, qui pouvait difficilement accueillir avec joie les réformes de la « Révolution nationale », si opposées aux doctrines jusqu'alors en vogue, se montra au début, non seulement docile, mais favorable au nouveau système, c'est sans doute parce que les difficultés de la vie quotidienne absorbaient son attention. La chose est surtout vraie pour les habitants des villes. Il faut

ajouter que beaucoup d'ouvriers étaient depuis longtemps accoutumés de laisser, en matière politique, le parti communiste penser pour eux. Or, les chefs de ce parti, poursuivis pour leur attitude antipatriotique au début de la guerre, étaient en prison ou avaient fui à l'étranger; leur action était clandestine et le conseil qu'ils donnaient en secret (et qu'ils eussent voulu, avec l'autorisation des occupants, donner ouvertement) n'était point de faire de la résistance mais de regarder d'un même œil hostile et dédaigneux l'impérialisme franco-britannique et l'impérialisme allemand. Ils insultaient le général de Gaulle au moment même où celui-ci conviait les Français à poursuivre la lutte. Ainsi, la classe ouvrière, invitée à la fois par ses guides habituels et par le gouvernement à ne point faire grise mine à l'envahisseur devait se trouver abandonnée à elle-même jusqu'au jour où l'invasion de la Russie soviétique réveillerait chez les chefs communistes un sentiment qui ressemblait à du patriotisme sans être inspiré par l'amour de la patrie naturelle et qui, chez les militants, parfois égarés mais demeurés Français au fond du cœur, ferait germer une belle moisson d'héroïsme. Leur action devait appuyer celle des résistants non-communistes et si le nombre des combattants clandestins ne fut pas — et à la vérité ne pouvait pas être — extrêmement élevé, leur influence vint s'ajouter à l'exaspération contre les Allemands pour dépopulariser, chez la masse urbaine, le régime politique qui n'existait que par la défaite. Mais dans le premier mouvement, les ouvriers désemparés, inquiets pour leur pain quotidien, acceptaient passivement la politique d'armistice et le gouvernement qui en était sorti.

Les paysans demeurèrent plus longtemps fidèles au maréchal. Non qu'ils prissent au sérieux les théories de celui-ci sur le « retour à la terre » ou fussent convaincus

des bienfaits de la corporation paysanne. Leur bon sens naturel les rendait sceptiques sur ces points. Mais il existait entre eux et l'auteur de l'armistice une affinité profonde quoique inconsciente; plaçant comme lui très haut les intérêts matériels, ils suivaient facilement son conseil de les faire passer avant les valeurs morales. Les soldats allemands cantonnés dans les villages étaient pour les fermes des clients qui payaient cher et comptant. L'occupation était donc chose assez douce et dont on pouvait s'accommoder en laissant au bon vieux maréchal le soin de ces affaires compliquées de la politique à quoi il était difficile d'entendre goutte; ce serait une grave erreur de passer à les étudier un temps qui pouvait être beaucoup plus profitablement employé à organiser le marché noir. Et comme il vaut toujours mieux être en bons termes avec le gouvernement du moment et que ce gouvernement-là souhaitait des marques visibles d'estime, on ne les lui refuserait pas. Certes, les appels venus de Londres devaient au bout de quelque temps réveiller le patriotisme, en même temps que les exactions de l'occupant excitaient contre lui une haine croissante; mais, dans bien des régions, ces sentiments demeurèrent tempérés par la prudence ainsi que par le déplaisir d'avoir parfois à ravitailler les maquisards sans bénéfice et par la fureur qui s'élevait contre les Alliés quand les bombes de ceux-ci tombaient dans le voisinage. Avec le temps, la classe paysanne en vint à souhaiter la victoire mais en se plaignant du prix qu'il la faudrait payer. Sauf dans quelques régions comme les provinces de l'Est, les Alpes ou la Bretagne, il n'y eut pas, dans les campagnes, de grand mouvement d'enthousiasme pour une libération, par des sacrifices propres, de tout ce que la défaite avait signifié.

On ne pourrait véritablement reprocher au peuple son attitude d'acceptation de l'humiliation nationale que

si les classes dirigeantes, dans leur ensemble, lui avaient indiqué un autre chemin à suivre. Il n'en fut malheureusement pas de la sorte. Assurément, ces classes fournirent leur contingent de résistants qui ne fut point proportionnellement inférieur à celui des éléments populaires. Les plus illustres noms de la noblesse française figurent au martyrologe des prisons comme des camps de déportés : la haute bourgeoisie s'y trouva aussi représentée. Mais ceux qui se sacrifiaient ainsi accomplissaient leur acte héroïque en quelque sorte individuellement; ils n'étaient point représentatifs de leurs milieux dont il leur fallait parfois subir une incompréhension nuancée d'hostilité. On jugeait souvent leur courage inopportun; on leur adressait le reproche, toujours grave en ces sociétés-là, de non-conformisme.

Il est particulièrement intéressant de rechercher les causes d'un comportement général si étrange chez des gens qui aspiraient à se voir reconnue la qualité d'élite de la nation. Mais il faut se garder de ces généralisations hâtives et injustes qu'ont dictées des arrière-pensées politiques et qui seraient fausses en tout cas parce que souvent une attitude identique chez plusieurs personnes provenait de causes différentes.

Il n'est pas besoin de s'arrêter au cas de quelques individus tarés qui, par aberration intellectuelle ou par amour de l'argent, s'étaient laissé gagner par l'ennemi, ni à celui de cette portion de la haute société chez qui le snobisme tenait lieu d'orgueil ancestral et qui, subitement convertie de l'anglomanie à l'admiration de l'Allemagne, s'imaginait qu'en offrant des réceptions mondaines aux officiers de l'armée d'occupation elle ressuscitait les beaux temps de la guerre en dentelles. Trop de bassesse d'un côté, trop de sottise de l'autre rendraient un examen détaillé sans profit. On peut négliger également beaucoup de fonctionnaires prêts à servir avec

zèle le gouvernement au pouvoir, ainsi que la troupe des purs ambitieux, heureux de profiter d'une subversion politique. Les intellectuels qui avaient subi plus ou moins directement l'influence de « l'Action française » se sentaient satisfaits de briller sur une scène d'où l'on avait chassé nombre de leurs rivaux et savouraient trop la « divine surprise » de voir leurs théories mises en pratique pour se donner la peine de redescendre sur terre et d'y contempler le triste spectacle d'une France matériellement opprimée et moralement diminuée.

Bien que l'influence politique du clergé fut très faible (la condamnation de « l'Action française » en avait, quelques années auparavant, fourni la preuve) on n'a pas manqué d'attribuer bien des actes de Vichy à l'inspiration cléricale, mais il s'agit là d'une légende née de quelques pensées partisanes et facilement propagée dans une opinion toujours prête à croire aux vieux contes de l'alliance de l'Eglise avec la réaction, du goupillon avec le sabre. En réalité (l'histoire des révolutions du XIXe siècle le prouve), si le clergé français a parfois porté plus d'attention qu'il n'eût convenu aux affaires temporelles, il ne s'est jamais attaché particulièrement à aucun système politique. Il a même eu plutôt tendance à se rallier de trop bonne grâce à des régimes nouveaux, alors qu'il avait peut-être quelque obligation de gratitude aux anciens. Mais, contrairement aux gouvernements qui l'avaient précédée, la Troisième République ne s'était établie définitivement qu'après une lutte dont l'issue avait paru douteuse pendant plusieurs années. L'Eglise de France avait tout naturellement montré qu'elle préférait un roi chrétien à des républicains libres penseurs. Ceux-ci, se jugeant menacés et souhaitant d'ailleurs un monopole de l'éducation qui leur permît de rallier les forces spirituelles pour la bataille électorale, se rangèrent à la suite de quelques théoriciens du laïcisme et pra-

tiquèrent un anticléricalisme où les principes mêmes de la République étaient sacrifiés au désir d'assurer la situation des personnes républicaines. L'attaque, qui s'étendait à la religion même, rejetait le clergé dans l'opposition, mais c'était affaire de nécessité, non de choix. Au lendemain de la première guerre quand le gouvernement tempéra les lois intolérantes par une modération de fait, l'épiscopat se rapprocha de lui, cependant qu'un certain nombre de prêtres prenaient l'attitude qu'on appela « démocrate chrétienne », parfois avec une véritable outrance. Ce fut précisément cette tendance à l'acceptation du régime établi (quels que fussent ses défauts) qui disposa le clergé à suivre l'impulsion de l'Assemblée nationale quand celle-ci mit fin à la Troisième République. Au surplus, le maréchal, qui avait le goût des belles attitudes, se faisait gloire de demeurer au milieu des Français pour partager leurs souffrances et leurs dangers. Ce rôle, qui n'était pas celui d'un soldat puisqu'on se battait hors de France, convenait au contraire aux pasteurs spirituels, si bien que ceux-ci, par l'accomplissement même de leur devoir, se trouvaient placés plus près du chef de l'Etat que du général de Gaulle. A cela s'ajoutait le fait que, parmi les dirigeants de la « Révolution nationale », on pouvait compter beaucoup de ces gens à qui seuls convient l'épithète quelque peu péjorative de « cléricaux » : grands dévôts de messes de midi ou même demi-pratiquants, mais défenseurs acharnés d'une Eglise à laquelle, avec une condescendance insultante et une ignorance quasi totale du dogme, ils ne reconnaissent que la qualité purement temporelle d'élément de la conservation sociale. Désireux de mettre la puissance spirituelle au service de leurs buts matériels, ces gens affectaient une attitude moralisatrice, soutenus en cela par le maréchal qui déployait en faveur des principes religieux ce zèle ardent que l'on rencontre

souvent chez ceux qui ont longtemps méprisé les lois de l'Eglise et sont rentrés sous leur obédience, non par un acte de repentir mais par l'effet d'un événement fortuit qui a rendu innocent ce qui était péché. On donna donc satisfaction à de légitimes aspirations, on rendit (en paroles) de grands hommages à la morale, si bien que quelques évêques, surpris et charmés d'une bienveillance à quoi ils n'étaient point accoutumés, exprimèrent leur reconnaissance avec une exagération regrettable et un oubli fâcheux de la transcendance nécessaire de la religion sur les institutions politiques.

Mais on aurait tort de conclure de ces manifestations verbales à une adhésion totale au pétinisme. Le patriotisme du clergé le rendait généralement hostile à l'idée de collaboration avec l'ennemi. Le christianisme était incompatible, non seulement avec le nazisme mais avec certaines outrances du régime de Vichy. Souvent, les mêmes prélats qui avaient célébré le chef de l'Etat protestèrent, en termes non mesurés, contre les persécutions de juifs. Dans bien des villes et des campagnes, les presbytères servaient d'asiles à ceux qui se cachaient de la gestapo ou même de la police vichyste. Nombreux furent les ecclésiastiques déportés, nombreux les aumôniers déguisés accompagnant, pour y prodiguer secours moral et consolations religieuses, les convois d'ouvriers acheminés vers l'Allemagne. Et l'on peut donc conclure que si le clergé fut généralement favorable à la personne du maréchal, bien disposé (quoique avec des réserves) envers son gouvernement, il ne formait pas une des assises du système de Vichy en dépit des efforts des chefs pétinistes pour arriver à ce but.

La haute bourgeoisie et la noblesse donnaient généralement au contraire un appui entier au régime sorti de la défaite et abdiquaient par là ce rôle de direction sociale à quoi elles s'étaient toujours cru destinées. Elles

démentaient en outre leur prétention de posséder un patriotisme plus éclairé que celui du peuple. En fait, sauf d'honorables et assez nombreuses exceptions auxquelles on n'a pas suffisamment rendu justice, ces classes ne jouèrent pas dans la crise nationale le rôle qui leur revenait.

Il y eut à cela diverses raisons au nombre desquelles il faut malheureusement compter l'intérêt. Beaucoup d'hommes de finance et de capitaines d'industrie voyaient surtout dans la défaite une catastrophe économique, sans exemple. Ils jugeaient impossible de vivre dans cet inconnu, cette incertitude du lendemain, où l'invasion avait précipité toutes les familles françaises — les plus opulentes comme les plus pauvres. Il leur paraissait urgent de relever matériellement le pays et cette tâche ne leur semblait possible qu'à la condition d'accepter le fait accompli. L'Allemagne était victorieuse, elle allait dominer l'Europe. Soit. On verrait que la France était capable de transformer son économie. Il faudrait certes sacrifier bien des idées reçues, des espoirs obstinément poursuivis jusqu'alors. La grande industrie devrait peut-être disparaître, remplacée par ces travaux de luxe où le génie français était inimitable. Mais on allait montrer ce que peut faire une classe capitaliste qui sait conserver son sang-froid au milieu des plus grands désastres. L'important était d'empêcher le désordre intérieur, de réprimer d'une main ferme les menées communistes. On pouvait pour cela faire confiance au maréchal. Qu'il évitât les troubles sociaux, le patronat ferait le reste. Et l'on se flattait ainsi de concilier l'intérêt national avec l'intérêt privé. Que s'il restait quelques scrupules, on les étouffait vite sous une sollicitude touchante envers les ouvriers. Fermer l'usine, l'imprimerie, pour que les machines fabriquées ne fussent pas utilisées par la Wehrmacht, pour que le journal

ne servît pas à répandre la propagande ennemie, n'était-ce pas réduire des centaines de malheureux au chômage, à la misère ? Ce serait un crime d'agir de la sorte. Quant à tout abandonner soi-même pour répondre à l'appel du général de Gaulle, il n'y fallait pas songer. Danton disait qu'on n'emporte point la patrie à la semelle de ses souliers — et c'est là une maxime irréfutable pour ceux qui ont donné à la patrie une place permanente — au fond d'un porte-monnaie.

L'aristocratie n'était point non plus prête à exposer ses biens à tous les hasards, mais chez elle, d'autres considérations prenaient le pas sur les soucis financiers qui, chez la haute bourgeoisie, occupaient le premier rang. Il y avait une certaine satisfaction à voir finir cette sorte d'ostracisme qui, au nom de l'égalité, rendait difficile à un noble ou même (par une assez plaisante confusion du public) à un porteur de particule de réussir dans la carrière politique où il eût toujours rencontré des adversaires sans scrupules prêts à lui reprocher son nom. Un bouleversement des institutions, accompagné d'un changement complet de principes pouvait ouvrir une carrière à bien des ambitions. Mais ces raisons, peut-être suffisantes pour faire comprendre une adhésion aux actes du maréchal paraissent bien faibles pour expliquer l'enthousiasme dont sa personne fut l'objet, ou l'absence, chez des gens qui faisaient profession de pratiquer héréditairement le culte de l'honneur, de tout sentiment de honte devant la désertion que la France commettait en pleine guerre. On doit admettre, il est vrai, que beaucoup de personnes, habituées depuis longtemps à considérer leur-unique journal comme un évangile en matière politique, attachaient naïvement foi aux odieuses calomnies que les gouvernants répandaient sur la Grande-Bretagne. Mais s'il eût été vrai que cette puissance eût manqué à ses devoirs d'alliée dans la

bataille de Belgique, en quoi une telle attitude pouvait-elle justifier de la part de la France un manquement infiniment plus grave puisque, en mettant les choses au pire, la flotte britannique n'avait jamais quitté son poste de combat tandis que l'armistice désarmait la flotte française ? Au reste, la vraie fierté nationale ne consiste-t-elle pas à vouloir, qu'en toute circonstance où l'honneur est engagé, le pays n'hésite pas à dire : *Etiamsi omnes, ego non ?* Enfin, la France n'avait pas un seul, mais plusieurs Alliés; si la Grande-Bretagne était capable de lutter seule (et elle le faisait après l'armistice français d'une façon qui eût dû soulever l'admiration en France comme elle la soulevait dans le monde entier), la Pologne et les petites nations envahies avaient toujours compté sur l'appui français qui leur était maintenant si lâchement ôté. L'absence, congénitale ou acquise, d'esprit critique peut parfois servir d'excuse à certaines mauvaises pensées; mais il ne faut pas la pousser trop loin.

Faut-il croire, comme on l'a beaucoup répété, que c'était la haine de la République qui, chez les traditionnalistes, obnubilait le sens de l'honneur national ? Le sentiment existait certainement mais il convient de distinguer entre ses effets directs et indirects. Il y eut des gens qui s'accommodèrent de la défaite parce qu'elle amenait un changement politique souhaité. D'autres, tout en s'affligeant de voir la France vaincue, se réjouissaient de voir la République abattue et, mettant en balance le gain et la perte, en arrivaient à se résigner en songeant que l'abaissement du pays avait tout de même une compensation. Mais beaucoup de patriotes sincères, encore qu'un peu bornés, se laissaient guider par un réflexe plus obscur. Persuadés que la République était une abomination, qu'elle détruisait la grandeur du pays et répandait partout le vice et la corruption, ils en

étaient venus, de bonne foi, à désespérer du relèvement de la France tant que le régime abhorré resterait debout. Longtemps ils avaient compté sur une restauration monarchique pour réaliser cette œuvre de salut. Mais voyant s'éloigner les chances d'un tel événement, ils avaient cherché autre chose et avaient fini par se dire que la seule solution praticable était la prise du pouvoir par l'unique classe demeurée pure des turpitudes républicaines : l'armée où s'étaient réfugiés toute l'honnêteté, tous les talents persécutés par le régime abject. L'accession d'un soldat à la dictature leur apparaissait donc comme la somme de tous les biens que pouvait souhaiter la France. Le salut était dans le gouvernement militaire et celui-ci ne pouvait pas se tromper. C'est ainsi qu'on put voir cette chose incroyable : les descendants des plus fières familles affirmant gravement et sincèrement que trahir des Alliés n'avait rien de déshonorant puisque le maréchal Pétain et le général Weygand l'avaient fait.

Il faut ajouter que les réformes intérieures du nouveau régime, en dépit de ce qu'aurait pu faire croire le nom de « Révolution nationale », répondaient aux aspirations de ceux qui se considéraient comme conservateurs et traditionnalistes et qu'il eût fallu un grand courage pour les rejeter comme d'origine impure. En fait, il y aurait là une très grande excuse pour les partisans du maréchal si ceux-ci s'étaient bornés à défendre des mesures telles que la décentralisation, la Charte du Travail, le corporatisme, la destruction de l'anticléricalisme officiel. Le patriotisme peut s'accommoder des institutions internes les plus diverses et l'on peut seulement dire qu'il fallait une bien grande imprévoyance pour ne pas voir que le plus sûr moyen de vouer une réforme à l'échec est de l'établir sous la botte ennemie. Malheureusement, les classes dirigeantes ne s'en tinrent

pas là et saluèrent avec enthousiasme les mesures de persécution que le gouvernement prenait contre les juifs, les francs-maçons et les communistes.

Il y avait à cet odieux oubli de toute générosité, même de tout christianisme, une cause première : le désir de faire oublier ses propres fautes et négligences en attribuant les malheurs de la France à des boucs émissaires bien choisis. Ce sentiment s'était manifesté dès le début vis-à-vis de la grande-Bretagne, rendue responsable de l'impuissance où s'était trouvé le général Weygand de rétablir la situation militaire. Mais cela ne suffisait pas : il fallait trouver des gens qu'on pût accuser du manque de préparation de la France à la guerre. Or, ceux qui avaient, en prêchant la soumission perpétuelle aux dictateurs italien et allemand, sapé le moral de la nation, étaient les plus fermes soutiens du nouveau régime; il ne pouvait être question de leur reprocher leurs compromissions. L'on chercha donc ailleurs.

En fait, il n'existait pas en France de problème juif tel que celui qui se posait aux nations de l'Europe centrale et orientale, et pendant les trois premiers quarts du XIXe siècle on n'eût pas trouvé dans notre pays d'autre forme d'antisémitisme qu'une crainte de la puissance exercée par quelques familles financières israélites représentées dans les diverses capitales et un mécontentement de certaines alliances contractées, par des héritiers de grandes maisons, moins soucieux d'accoler deux beaux blasons que d'en redorer un seul. Edouard Drumont changea tout cela. Comme Louis Veuillot l'avait fait pour la religion, comme Léon Daudet devait le faire pour la monarchie, ce pamphlétaire de talent se composait de la noblesse française une image à sa propre mesure qui était celle d'un petit bourgeois envieux, aux aspirations de parvenu. Autour de ce

thème central : « Il est inadmissible que Rothschild soit plus riche et plus considéré que moi Drumont », il avait construit une sorte d'épopée fantastique et grotesque où un racisme puéril qui annonçait étrangement les théories du Dr. Goebbels s'alliait à des tours de force généalogiques destinés à multiplier le nombre des « enjuivés ». Tout cela ne méritait qu'un haussement d'épaules, mais la verve de l'auteur était telle qu'il recueillit un succès étonnant que l'affaire Dreyfus vint à point confirmer. On vit alors les plus honnêtes gens se refuser malgré l'évidence à reconnaître l'innocence d'un accusé que condamnait la conjonction de ces deux syllogismes :

1° Tous les juifs sont les ennemis de la France,

Or Dreyfus est juif,

Donc Dreyfus a trahi.

2° Dreyfus a trahi,

Or les juifs défendent Dreyfus,

Donc tous les juifs sont les ennemis de la France.

La première guerre avait fait un peu sommeiller l'antisémitisme, mais il reprit vigueur dans les années trente, à cause de l'arrivée de M. Léon Blum à la tête du gouvernement du front populaire, événement qui fut précédé de l'afflux en France de réfugiés persécutés dont certains, fort respectables sans doute, mais peu préparés au rôle de citoyens français furent naturalisés trop hâtivement. La désapprobation compréhensible excitée par de telles mesures avait réveillé des passions qui se donnèrent lâchement cours quand le gouvernement de Vichy, entraîné par son admiration pour le vainqueur à suivre ses exemples, se mit à pratiquer une politique de discrimination d'autant plus odieuse que personne n'avait songé à refuser aux juifs

le droit de se faire tuer pour la France quand celle-ci se battait. Le déchaînement de vieilles rancunes, le plaisir de se justifier aux dépens d'autrui, la joie de voir, dans de nombreuses professions, diminuer la concurrence, tout cela fit qu'une politique qui aurait dû, en soulevant l'indignation, affaiblir la position du gouvernement, servit au contraire à la raffermir.

La franc-maçonnerie avait joué un rôle très néfaste dans les années médianes de la Troisième République. Depuis, l'influence de cette société secrète avait considérablement diminué, mais beaucoup de gens affectaient de la croire encore toute puissante. Ils trouvaient, en la dénonçant, l'occasion d'utiliser de commodes slogans politiques comme aussi la satisfaction de vanités personnelles. Il est en effet fort désagréable à qui que ce soit d'avouer qu'un concurrent a été préféré pour une place avantageuse parce que ses talents étaient plus grands. Mais si l'on raconte à tous ses amis que l'on a été injustement frustré d'une récompense méritée au profit d'un franc-maçon, l'on se pare d'une couronne de martyr. Le nombre de ceux qui se donnaient cette satisfaction était fort élevé, la créance qu'ils rencontraient, presque illimitée. Aussi des mesures contre la franc-maçonnerie devaient-elles être particulièrement applaudies.

A la vérité, les premières dispositions rendant incompatibles les fonctions publiques avec l'appartenance à une loge étaient parfaitement justifiées. Un gouvernement, quel qu'il soit, a le droit d'exiger l'allégeance entière de ses serviteurs et il est difficilement admissible qu'un agent de l'Etat ait pu promettre son obéissance à une hiérarchie secrète. Ce qui fut ignoble, ce fut la publication au *Journal Officiel* des listes de francs-maçons, cette espèce de mise au pilori d'une foule de gens dont beaucoup souffraient alors pour la France, cet appel aux plus mesquines passions. Il est infiniment

regrettable que ce geste ait trouvé le plus d'approbateurs dans les milieux où l'on se piquait particulièrement de générosité, de délicatesse et de christianisme.

Mais le comble de l'injustice fut la persécution que le régime de Vichy fit subir aux communistes. Ceux-ci avaient été poursuivis et souvent emprisonnés par le gouvernement de M. Daladier pour avoir réclamé, après l'invasion de la Pologne, une prompte cessation des hostilités. C'était donc leur politique qu'avait faite le maréchal en signant l'armistice, et l'équité lui commandait de rendre la liberté, sinon d'offrir des faveurs à ceux qui avaient voulu le précéder sur une voie qu'il proclamait juste et honorable. Il augmenta au contraire la rigueur dont ils étaient victimes, créa pour les condamner des tribunaux spéciaux, excita contre eux la haine du pays, cependant que lui-même se faisait un mérite d'appliquer leur programme de politique extérieure.

Cette éclatante contradiction ne fut relevée par personne, tellement la crainte du danger que le communisme faisait courir aux fortunes avait troublé les esprits. Il se produisit même cette chose monstrueuse : quand les Allemands fusillaient des otages communistes, il se trouvait des Français pour dire avec satisfaction que l'ennemi nous rendait service, cependant que d'autres, sans aller jusqu'à se réjouir, se consolaient du moins par ces paroles affreuses : « Après tout, c'étaient des communistes ».

Il faut dire, à la vérité, que les jugements étaient faussés par la propagande intense faite en faveur de la personne et du gouvernement du maréchal. On constate avec un sentiment pénible que les Français, jadis si fiers de leur intelligence et de leur esprit de discernement, se laissaient prendre aux artifices les plus grossiers et absorbaient, avec une révérence quasi religieuse,

la prose de M. René Benjamin, les vers de M. de Magallon, les articles d'innombrables journalistes aux talents inégaux. On ne se souciait plus de la logique, si vantée pourtant comme un des éléments du caractère national. Les gens qui avaient le plus médit des bavardages parlementaires écoutaient à genoux la parole diffuse du chef de l'Etat. Ceux qui avaient exercé leur verve quand tel ministre de la Troisième République, célibataire endurci, glorifiait les familles nombreuses, se pâmaient d'admiration en apprenant que le maréchal Pétain s'apprêtait à légiférer contre le divorce. Il n'était pas jusqu'aux graves historiens qui ne crussent devoir apporter leur pierre au nouvel édifice. Pas un livre sur Jeanne d'Arc, Henri IV, Louis XIV ou Bonaparte ne parut dans ces années-là, sans que sa préface ne montrât les étonnantes ressemblances entre le héros de l'ouvrage et le glorieux maréchal. Il n'y avait qu'un seul des célèbres personnages du passé qui évitât la comparaison : François Ier. Car les thuriféraires du chef de l'Etat possédaient beaucoup d'ingéniosité, peu de pudeur; mais il eût tout de même été au-dessus de leurs forces de donner pour épigraphe à l'armistice de 1940 : « Tout est perdu, fors l'honneur ! ».

Les propagandistes ne se contentaient pas d'exalter le maréchal; ils dénigraient ses adversaires. On a déjà rappelé le déchaînement d'anglophobie qui se produisait alors. Le général de Gaulle n'était pas plus épargné que les Alliés. Outre les basses calomnies qui ne pouvaient déshonorer que leurs auteurs, on lui faisait un reproche bien étrange et qu'une comparaison entre sa situation et celle du chef de l'Etat eût dû suffire à faire écarter : on l'accusait d'ambition, lui qui, au moment où se formait un nouveau gouvernement avait dédaigné d'y briguer la place que sa profession et ses talents pouvaient lui assurer; qui, du fond de l'exil que lui valait

son dévouement à l'honneur national, voyait sa perte assurée en cas de défaite sans être certain qu'en cas de victoire, le fruit de ses efforts ne lui serait pas arraché par une subite volte-face de ceux qui avaient courbé le front devant l'ennemi. L'injustice de l'accusation était telle qu'on ne peut l'expliquer que par une sourde rancune contre l'homme qui invitait chaque Français à prendre une responsabilité personnelle alors que le maréchal au contraire ouvrait toute grande la route de la facilité, permettant de couvrir renoncements et compromissions de l'apparence spécieuse d'un sacrifice à la discipline. « Le chef de l'Etat sait mieux que moi ce qu'il faut faire; je ne discute pas, j'obéis ». Tel était le raisonnement commode par lequel chacun se sentait justifié de se tenir chez soi pour s'occuper d'affaires personnelles tandis que l'honneur de la France était foulé aux pieds, l'existence même du pays menacée.

Défense des intérêts privés, satisfaction d'ambitions et de rancunes, perte du sens critique, fuite devant les responsabilités, voilà les causes du ralliement au défaitisme des élites que l'on eût dû voir à l'avant-garde de la Résistance, car ayant plus à perdre, elles avaient le devoir de risquer davantage. Plusieurs dans leurs rangs avaient compris ce devoir; mais la majorité ne suivit pas. Et en ne donnant pas une direction courageuse à ce peuple qu'elles déclaraient volontiers incapable de grandes vues, les classes dirigeantes consacrèrent leur propre faillite.

Perversion de la discipline

S'il est un groupe d'hommes où l'on se fût attendu à rencontrer le mépris pour le maréchal Pétain et l'admiration pour le général de Gaulle, c'est assurément l'armée. Rester l'arme au pied tandis que la guerre continuait ne pouvait qu'être insupportable à des soldats, cependant que les nombreux prisonniers devaient ardemment souhaiter la délivrance par la victoire. Il semble que l'armistice eût dû être accueilli chez les militaires par un frémissement de rage et faire naître dans leurs rangs une violente colère contre l'homme qui avait pris la décision fatale. Et si la nécessité de cesser une lutte impossible, puis le devoir de maintenir la cohésion des troupes expliquent l'absence de révolte en France même, on ne comprend pas comment les garnisons de l'Empire ne passèrent pas toutes à ce qu'on appela improprement « la dissidence », comment surtout les détachements qui se trouvaient sur le territoire britannique ne rallièrent pas en masse le mouvement de la France libre. L'on s'étonne plus encore de constater que l'adhésion au maréchal n'était point simplement résignée, mais s'accompagnait d'un véritable enthousiasme.

Tout cela est si étrange que certains n'ont pas manqué de faire, à l'usage du public, un de ces tableaux simplifiés, si en faveur à l'époque de la Libération : « une caste » militaire, aristocratique et réactionnaire avait longtemps rêvé de coup d'Etat et profitait joyeusement de la défaite pour réaliser ce rêve. Ainsi qu'on l'a constaté dans d'autres cas, il s'agit d'une généralisation faite

à la légère et provenant au reste d'une confusion de pensée.

L'armée française n'a véritablement constitué une caste qu'à l'époque de la Révolution et de l'Empire et l'on ne rencontrait alors dans ses rangs qu'hostilité pour la noblesse. Cette dernière classe n'a exercé une forte influence sur le corps des officiers que pendant les années qui séparèrent l'établissement de la Troisième République de la première guerre mondiale. Alors, beaucoup de royalistes traditionnels, jugeant qu'ils ne pouvaient, sans démentir toute leur vie passée, entrer dans l'administration civile, se rejetèrent en quelque sorte sur la carrière militaire où ils avaient le sentiment de pouvoir servir la France et non le gouvernement. C'est bien injustement qu'on a vu là une conspiration latente; il s'agissait tout simplement d'une tentative pathétique et quelque peu naïve de conciliation de deux loyalismes que les circonstances pouvaient opposer. L'honneur guidait ces officiers royalistes qui pouvaient bien, dans leurs popotes, parler avec mépris du régime, mais qui ne fussent jamais sortis de chez le trésorier-payeur, les poches gonflées de la solde de la République, pour tirer contre celle-ci l'épée qu'elle leur avait confiée. Le seul soldat factieux de cette époque fut un homme qui avait été acclamé comme l'unique général républicain.

L'armée se trouva profondément modifiée au lendemain de la victoire de 1918. Le recrutement des officiers devint plus populaire et le nombre des royalistes à l'ancienne mode diminua considérablement dans les cadres. Par contre, « l'Action française » et ses divers succédanés, les groupes qui prêchaient une République autoritaire, y trouvèrent de nombreux partisans. Le changement fut très important; car aux officiers qui détruisaient quotidiennement le gouvernement entre la poire et le fromage, mais de qui l'opposition se maintenait sur

un plan irréel, se substituaient des cadres qui étaient infiniment plus rapprochés des agitations politiques de la nation. En même temps, se produisait un autre phénomène : la carrière militaire suivie jusqu'alors par une majorité de gens possédant par eux-mêmes une large aisance s'ouvrait de plus en plus à ceux qui n'avaient que leur solde pour vivre. Le taux de cette solde devenait une affaire très grave; souvent on devait y ajouter le fruit du travail de la femme et il fallait donc que la garnison convînt à celle-ci. L'armée, en un mot, s'embourgeoisait; l'officier perdait sa physionomie propre pour devenir simplement un fonctionnaire de l'ordre militaire. De sorte que le défaut de l'armée de 1940 n'était point d'avoir vécu trop isolée de la nation, mais de s'être trop complètement fondue dans celle-ci.

Et c'est là l'une des grandes raisons de l'absence, chez la plupart, du réflexe purement militaire de résistance à l'armistice et du succès de la propagande politique et matérialiste du maréchal. Un corps d'officiers plus attachés aux vieilles traditions du métier se fût mieux défendu de certaines considérations d'ordre peu élevé qui eurent alors une grande influence. On se réjouit de la formation d'un gouvernement militaire qui éviterait toute recherche des responsabilités de l'état-major et des généraux dans la catastrophe et qui détournerait sur des civils la colère de la nation. On fut satisfait de penser qu'au moment de sa retraite un officier n'aurait plus à chercher de tous côtés un emploi qui lui permît d'arrondir sa pension, mais serait au contraire assuré d'obtenir du régime bienveillant quelque charge publique — une préfecture pour les plus favorisés. On écoutait avec ravissement le maréchal, le général Weygand et leurs partisans accuser les Anglais d'avoir causé la défaite. C'était là une pensée bien consolante et, chez beaucoup, sincère. Même entre régiments français on

échangeait des reproches et chacun affirmait que l'ennemi n'eût point passé si les unités voisines avaient tenu ferme. A plus forte raison criait-on « haro » sur les Alliés. Au reste, c'était dans l'armée française un dogme bien établi que les Anglais étaient incapables de se bien battre. De l'effort magnifique de l'Empire britannique dans l'autre guerre, on ne se rappelait que quelques défaites; les succès étaient passés sous silence et plus encore l'été de 1917 où le sacrifice de tant de vies anglaises dans la sanglante bataille de Paschendaele avait empêché les Allemands d'engager des opérations majeures sur le front français dans la période délicate où le général Pétain travaillait à restaurer le moral et la discipline avec un succès qui contribua beaucoup à grandir son renom personnel. Que si parfois on voulait bien reconnaître que l'armée britannique avait quelques exploits à son actif, on se hâtait d'en accorder le mérite aux contingents des Dominions, non aux Anglais d'Angleterre — distinction de mauvaise foi, car on ne la faisait jamais pour les armées d'autres puissances coloniales. En fait, le préjugé était si bien enraciné que de toutes les parties de la nation, l'armée fut celle où l'on crut le plus fermement, pendant l'été de 1940, à la possibilité d'un débarquement allemand en Grande-Bretagne. Faut-il l'ajouter ? Beaucoup d'officiers, sans se l'avouer peut-être, n'étaient pas éloignés de souhaiter la réussite d'une telle entreprise afin de pouvoir se consoler de la défaite par la pensée que nul n'avait pu vaincre les vainqueurs de l'armée française.

Ces diverses préoccupations, jointes à la crainte du sort réservé aux familles laissées à la merci de l'envahisseur, détournaient la majorité des militaires d'une aventure à laquelle, en tout cas, il leur eût été pénible de se résoudre. Car elle constituait un acte d'indiscipline. L'armistice avait été signé par le gouvernement;

l'ordre de s'y conformer était transmis par la voie hiérarchique. Si l'on voulait continuer le combat, il fallait donc se rendre coupable d'un refus d'obéissance et cette perspective faisait trembler des gens qui s'étaient montrés capables d'exposer héroïquement leur vie, mais qui avaient trop pris l'habitude de subordonner leur jugement à celui de leurs chefs pour pouvoir user de leur libre arbitre quand il fallait choisir entre la discipline et le patriotisme. Puis, lorsqu'on voyait d'un côté un maréchal de France et de l'autre un général de brigade à titre temporaire, comment ne pas obéir à celui qui portait sur les manches le plus grand nombre d'étoiles ? D'autant que beaucoup d'officiers avaient servi sous les ordres de l'un tandis que l'autre, non content d'avoir assumé de son propre chef une autorité contraire à toutes les règles, se permettait de bouleverser le tableau d'avancement et de conférer des grades à des gens qui ne remplissaient point les conditions nécessaires à une promotion. Vraiment, l'hésitation n'était pas permise.

L'armée n'avait-elle pas, au reste, un rôle différent à jouer ? Comme il arrive souvent après les défaites, on éprouvait tout à coup une admiration sans bornes pour l'ennemi vainqueur. L'un des principaux sujets des méditations militaires fut alors la façon dont l'armée allemande avait, après 1918, conservé les anciens cadres d'un Etat qui semblait en dissolution et préparé la revanche. Ne pouvait-on en faire autant ? Au lieu de chercher à prolonger une guerre perdue, ne valait-il pas mieux se mettre en état d'en gagner un jour une autre ? Dissimuler aux enquêteurs ennemis des armes et du matériel (1), essayer d'instruire militairement la jeu-

(1) Il semble que des stocks importants d'armes aient été constitués en zone libre. Les Allemands ignorèrent leur existence pendant deux ans mais en saisirent une certaine quantité après l'occupation totale du territoire.

nesse française, voilà qui était infiniment plus utile qu'aller rejoindre ces brouillons de gaullistes, qui, à force de défier sottement les Allemands, finiraient par provoquer ceux-ci à l'occupation totale de la France. Et si, tout en accomplissant cette œuvre patriotique, on évitait le tribunal militaire et on gardait ses chances de promotion régulière, c'était tant mieux. Il restait bien le mauvais souvenir de la défaite, mais on pourrait l'effacer par le courage avec quoi l'on défendrait l'Empire contre toute attaque. Car le maréchal avait su faire appel à cet instinct du soldat prêt à se sacrifier à la garde du poste qui lui est confié. Le sentiment de mépris pour tout étranger, très répandu dans l'armée française, voilait le caractère odieux de cette impartialité affectée entre alliés et ennemis. Et ce ne fut qu'à la longue que l'on put s'apercevoir qu'il y avait là un mensonge, que Vichy n'ordonnait de résister qu'aux entreprises anglo-saxonnes et ne faisait point tirer sur les troupes de l'Axe. Mais le vainqueur de Verdun avait toujours su parler aux soldats. Et il se surpassait maintenant par la façon dont il savait donner les couleurs de l'abnégation et du courage à ses conseils d'égoïsme et d'abandon. C'est en grande partie à son art d'entretenir des illusions agréables qu'il faut attribuer la popularité personnelle qu'il obtint et conserva chez ceux qui avaient toute leur vie fait profession de ce culte du sacrifice que prêchait, sans être écouté, le général de Gaulle.

⁂

Plus encore que l'armée, la marine se donna entièrement à Vichy. Pour regrettable que soit le fait, il est aisément explicable. L'anglophobie qui régnait dans les deux services se nuançait de dédain sur terre, de jalousie sur mer. Et le tragique événement de Mers-

el-Kébir fit naître des colères qui ne s'apaisèrent jamais.

En vérité, ce malheur provenait d'un malentendu. Les marins n'avaient pu se résoudre à continuer la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne contre les ordres du gouvernement, mais l'idée d'une remise de la flotte aux Allemands leur était insupportable — plus encore celle d'un renversement des alliances. Ils éprouvaient un secret remords d'avoir cessé la lutte avec des moyens de combat intacts, et ils se justifiaient vis-à-vis d'eux-mêmes en se disant qu'aucune circonstance ne les conduirait à tirer sur leurs camarades de la veille. Plutôt couler leurs navires. Cette résolution très sincère, endossée par le maréchal lui-même, devait, pensaient-ils, pleinement rassurer les Anglais sur les conséquences navales de l'armistice. Ils ne réfléchissaient pas que la demande du gouvernement français d'être relevé d'un engagement solennel dès le moment où celui-ci devenait gênant, l'inexécution des conditions mises à l'agrément britannique à cette requête, la violation d'autres promesses, avaient dû faire naître à Londres une sérieuse défiance à l'égard des nouveaux dirigeants de la France; que le texte de l'armistice, en ce qui concernait la flotte, était pour le moins équivoque; qu'on pouvait se demander si, avec le temps, il ne se produirait pas un relâchement de surveillance qui permettrait aux Allemands de s'emparer par surprise des bâtiments qui, en exécution de la convention de Rethondes, auraient été désarmés dans leurs ports d'attache du temps de paix, en zone occupée; qu'enfin l'existence d'une flotte française intacte et soumise au gouvernement devait nécessairement conduire les Allemands à souhaiter une intervention militaire de la France à leurs côtés; qu'ils n'y épargneraient sans doute ni menaces ni promesses et qu'il n'était pas sûr que le maréchal, bien que sa résolution première fût d'éviter le déshonneur suprême

d'un changement de camp, ne cédât point à la crainte de représailles terribles sur les populations ou à l'appât d'un pourboire tel que la garantie de l'intégrité territoriale française ou le retour en masse des prisonniers de guerre. On veut croire que ces craintes étaient chimériques et que le gouvernement britannique commit une brutalité inutile, mais on doit reconnaître que l'inquiétude alors avait quelque fondement. Or, cela, les marins ne l'admirent jamais. Plus encore que la douleur de voir couler des bâtiments et périr des équipages, ils ressentirent l'insulte d'un manque de confiance en leur parole. Et il leur sembla que l'honneur leur commandait de ne rien faire pour aider les contempteurs de la marine française, même quand ceux-ci semblaient, faute d'un nombre suffisant de bâtiments de guerre, être sur le point de périr et d'entraîner avec eux dans l'abîme le dernier espoir de libération de la France. Les compagnons du général de Gaulle étaient souvent jalousés de l'armée, ceux de l'amiral Muselier furent haïs de la marine.

Celle-ci devint donc une des assises du gouvernement de Vichy. Elle lui conserva Dakar, elle essaya de lui garder Casablanca. Elle lui fournit des fonctionnaires civils d'un loyalisme à toute épreuve. Et quand l'invasion de la zone libre montra la vanité des espoirs fondés sur l'armistice, il n'y eût pas une révolte contre l'homme qui s'était trompé et qui avait trompé la France : il n'y eut qu'un sacrifice, magnifique certes, mais stérile.



Une catégorie de militaires où l'on trouvait, de façon inattendue, des partisans ardents du maréchal, était celle des prisonniers de guerre. Pour illogique qu'elle fût, la

chose s'expliquait aisément. Ayant devant l'esprit le spectacle de la débâcle, les prisonniers s'imaginaient difficilement que leurs vainqueurs pussent être à leur tour vaincus. Ceux même qui admettaient cette possibilité savaient qu'un renversement de la situation ne se produirait pas avant de longues années. Une libération rapide ne pouvait donc être obtenue que par un accord avec les Allemands et, en se montrant docile, le maréchal serait peut-être admis à conclure un pareil accord. C'est donc vers lui que montaient les espoirs de ceux (trop nombreux, hélas !) pour qui le retour au foyer était la considération principale. D'autre part, il fallait bien songer à la façon dont on vivrait au retour en France. Il était certain que les conditions d'existence seraient plus difficiles qu'avant la guerre. Donc, il y avait intérêt à soutenir la « Révolution nationale » pour se trouver au nombre de ceux que devaient favoriser les réformes qui bouleversaient le pays. Pour les militaires de carrière, la captivité, dans cette étrange guerre, ne nuisait pas à l'avancement. Un grand étalage de zèle pour le divin maréchal, une démarche opportune d'un correspondant à Vichy, et l'on obtenait un galon de plus. Enfin, les camps de prisonniers furent peut-être les endroits où la politique fut le plus introduite dans l'armée. Ils étaient inondés de propagande et les « Cercle Pétain » non seulement diffusaient la bonne doctrine, mais renouvelaient le système des fiches en notant soigneusement les zélés, les tièdes et les hostiles. Il n'y avait là aucun risque, de tels actes, quand on n'y mêlait pas les Allemands, ne pouvant être qualifiés de collaboration, et les traditions des bureaux permettant d'espérer que les résultats seraient définitifs et que, même en cas d'effondrement du régime, les champions du maréchal garderaient figure de bons militaires, les partisans du général de Gaulle d'indisciplinés.

Aussi les hommes qui devaient le plus souhaiter la défaite allemande accordaient-ils leur confiance au chef de l'Etat qui composait avec les Allemands. Les portraits du maréchal ornèrent les camps jusqu'à la fin de 1944. Ils disparurent assez généralement alors, parfois à l'instigation d'anciens piliers de cercles Pétain.

Pétinisme et Résistance

Que malgré leur jugement faux, beaucoup de pétinistes fussent demeurés patriotes, cela n'est point douteux. Il y en eut même parmi eux qui travaillèrent activement et secrètement à la victoire. Il serait intéressant d'évaluer leur nombre et de connaître les mobiles de leur conduite, malgré tout contradictoire. Mais la chose n'est point aisée.

La libération du territoire français fut accompagnée de révélations surprenantes. De partout l'on vit surgir des maquisards doublement clandestins, de qui les chefs de la Résistance avaient, autant que les Allemands, ignoré l'existence. On apprit en même temps qu'une foule de gens n'avaient sollicité, voire mendié des emplois du gouvernement de Vichy que pour mieux tromper l'ennemi et travailler à sa défaite. Même les agents du commissariat aux Affaires juives n'étaient entrés dans ce service que pour secourir les pauvres israélites persécutés. En bref, le monde entier s'était mépris pendant quatre ans sur le personnel véritable de la Résistance.

Ces grossières légendes n'ont certes point emporté la conviction; mais elles créent de sérieuses difficultés à une recherche de bonne foi de la vérité.

Il faut en revenir à ce fait qu'au mois de juin 1940, bien peu de Français croyaient la défaite réparable. La plupart de ceux qui faisaient passer le service de la patrie avant le souci des affaires personnelles n'envisageaient d'autre devoir que la réparation des effets maté-

riels du désastre. Il y eut chez les préfets et maires de la zone occupée, forcés par leur charge de traiter avec l'envahisseur pour la défense de leurs administrés, chez ceux de l'autre zone, chargés du soin de milliers de réfugiés, chez les officiers ramenant vers le sud les débris exténués de leurs unités vaincues, chez d'autres catégories encore, de très honorables dévouements. Mais c'était le souci de l'immédiat qui dominait — non la pensée d'une continuation de la guerre par d'autres méthodes. Quand on vit que l'Allemagne ne remportait pas sur nos Alliés le triomphe prévu, bien des gens pensèrent que la France avait encore un rôle à jouer. Reconstruire secrètement une force capable de soutenir éventuellement une médiation entre deux belligérants épuisés fut une idée très en faveur. Plus tard encore, on envisagea une rentrée dans la guerre, mais, chez un grand nombre, avec cette restriction qu'il ne devait pas y avoir répudiation, mais changement de la politique suivie d'abord. Il y aurait une seconde guerre après la première, non une lutte ininterrompue. Ainsi seulement, on éviterait l'apparence d'une amende honorable aux Français libres, à qui l'on reprochait d'être trop soumis à la Grande-Bretagne et trop imprégnés d'influences politiques de gauche, mais contre qui le grief véritable était d'avoir porté le sacrifice à un point où l'on n'avait pas eu le courage de les suivre.

Quelques-uns, toutefois, allaient beaucoup plus loin et, tout en conservant les places qu'ils tenaient de Vichy, tout en louant les réformes intérieures du chef de l'Etat, se mettaient en rapport avec Londres et travaillaient d'abord à renseigner l'état-major allié, puis à faciliter ses entreprises. Ceux qui agissaient ainsi se persuadaient aisément que leur utilité serait d'autant plus grande qu'ils occuperaient une charge plus élevée; que plus ils approcheraient du maréchal, plus ils auraient de chances

de combattre efficacement les conseils des collaborateurs ou d'en annuler les effets en les révélant à Londres. Ils avaient parfois raison de penser de la sorte et la cause commune profita souvent plus du maintien d'un de ses partisans dans un poste de confiance du gouvernement de Vichy, que d'une tentative aléatoire de ce même homme de franchir la frontière pour aller combattre en Libye. Mais si l'on fait la distinction, chère à M. Maurras, entre les Alliés et la « France seule », ou si, pour emprunter l'expression du maréchal, « on se place sur le plan national et non international », on doit constater que les résultats du « double jeu » n'étaient pas toujours heureux pour le moral de la nation. D'une part en effet, la fidélité au chef de l'Etat de personnes d'un patriotisme reconnu faisait taire les scrupules de beaucoup de gens qui ne voulaient point courir de risques, qui cherchaient à tirer des avantages personnels de la « Révolution nationale » et qui pourtant tenaient à se persuader, au fond de leur conscience, qu'ils restaient bons Français. D'autre part, beaucoup de résistants, surtout dans les classes populaires, ne comprenaient rien à une dissimulation trop subtile et confondaient dans une même haine collaborateurs déclarés et pro-alliés déguisés. Ainsi s'aggravait cette division des Français qu'avait créée le maréchal, d'abord en acceptant la ligne de démarcation, puis en excitant, par ses paroles et ses actes, les bons contre les mauvais, les brebis de Vichy contre les boucs du général de Gaulle. Il se préparait là une difficulté de plus pour la réconciliation nationale au lendemain de la victoire. Enfin, ceux qui servaient à la fois la coalition et le régime de Vichy, n'allaient point, quel que fût leur dévouement, jusqu'au bout de l'abnégation; ils n'étaient point préparés à succomber avec la cause; ils conservaient une ligne de retraite personnelle. Leur courage n'avait pas ce carac-

tère de pureté sublime qu'on trouvait dans l'action de ceux qui avaient tout abandonné, qui avaient accepté de se compromettre irrémédiablement. Les premiers travaillaient seulement à la délivrance de la France; les autres avaient un second but : sa rédemption.

La grande occasion manquée

Le maréchal avait maintes fois proclamé que la France était vaincue, qu'il ne fallait point songer à la revanche, mais s'attacher seulement à un renouveau moral de la nation dans les conditions créées par la victoire allemande. Il s'était fait gloire d'avoir mis fin au carnage des Français, préservé plusieurs départements de l'occupation et le reste du pays du régime des gouverneurs nommés par l'ennemi. Il montrait fièrement la flotte intacte, l'Empire pacifique et inviolé.

Or, les événements du mois de novembre 1942 révélèrent l'inanité de ces assertions. Les Alliés débarquèrent en Algérie et au Maroc, puis les Allemands en Tunisie. La France méridionale subit à son tour l'invasion ennemie. Les navires de guerre se sabordèrent à Toulon. Il devint évident que le territoire français allait à plus ou moins bref délai servir de champ de bataille.

Logiquement, cet échec éclatant devait détruire le prestige du chef de l'Etat, surtout faire perdre à celui-ci l'appui de ceux qui s'imaginaient servir la France en même temps que lui. En fait, le nombre des défections ne fut pas très élevé, on vit même naître de nouveaux dévouements.

La crainte de tout perdre stimula sans doute l'énergie de ceux qui avaient profité des bouleversements des deux années précédentes et leur inspira le désir

de sauver à tout prix quelque chose de la « Révolution nationale ». Le retour de M. Pierre Laval aux affaires, quelques mois auparavant, avait permis d'attribuer à un autre qu'au maréchal les dernières compromissions avec l'ennemi. Mais c'est à trois autres raisons qu'il faut surtout attribuer le loyalisme persistant d'un grand nombre de gens envers un homme de qui la faillite était démontrée.

C'est une habitude assez généralement répandue que celle de juger le passé par le présent. La facilité avec quoi les Alliés d'un côté, les Allemands de l'autre avaient débarqué en Afrique du Nord dans l'automne de 1942 fit penser qu'il eût été impossible de défendre ces territoires dans l'été de 1940. On se persuada que l'ennemi, en cas de refus de l'armistice, eût tenté de franchir la Méditerranée et qu'il y fût parvenu facilement. La cessation du combat, justifiée jusqu'alors comme une nécessité, apparut tout à coup comme une habile manœuvre destinée à préparer la victoire future. Cette idée était si agréable que tous ceux qui cherchaient à concilier patriotisme et pétinisme s'y attachèrent comme à un dogme et repoussèrent avec dédain tous les arguments contraires, qui pourtant n'étaient point sans force. On pouvait en effet objecter que les Allemands sont plus accoutumés d'exécuter avec soin un programme longuement médité que d'adapter leurs plans aux circonstances; que s'ils avaient accepté de laisser libre l'Afrique du Nord, c'est qu'il ne leur paraissait pas nécessaire d'envahir ce territoire; qu'au contraire, l'attaque de la Grande-Bretagne, étant prévue, se fût produite même sans armistice français; qu'en admettant un changement de projets, le franchissement de la Méditerranée n'était point aussi facile en 1940 qu'en 1942, les méthodes de transport de grandes unités par avions n'ayant été mises au point que dans l'intervalle; que le passage par

mer, avec des moyens insuffisants et devant l'opposition de la flotte française jointe à l'escadre britannique, eût été une opération fort aléatoire tandis que le passage par l'Espagne offrait de grandes difficultés, même si le gouvernement de Madrid y eût donné les mains, ce qui n'était nullement certain. Au surplus, les Allemands n'étaient pas alors assez forts pour mener à la fois deux grandes attaques. S'ils avaient dirigé leur effort principal sur l'Afrique, ils eussent été forcés de laisser à la Grande-Bretagne un répit qui eût permis de hâter les constructions de guerre, peut-être même d'envoyer des secours dans la région menacée. Si l'on se rappelait enfin avec quelles faibles forces les Anglais avaient chassé les Italiens d'Egypte, il était permis de penser que l'intervention dans la bataille des troupes de Tunisie et plus encore de cette armée du Levant, qui devait montrer ses qualités guerrières contre les Alliés et les Français libres en 1941, eût amené la conquête rapide de la Libye entière. C'étaient là évidemment des hypothèses, mais l'opinion contraire avait le même caractère dubitatif, et c'était un manque de bonne foi que la présenter comme une certitude. Elle n'en eut pas moins un retentissement considérable, et, sans s'arrêter à ce qu'il y avait de contradictoire à rapporter au maréchal le mérite des succès alliés, qu'il s'efforçait au même moment d'empêcher, en réitérant l'ordre de repousser l'agression anglo-saxonne et de ne point résister aux Allemands, les pétinistes trouvèrent, dans l'effondrement même de leur idole, une raison de plus de croire à son infaillibilité.

En même temps, les événements du mois de novembre 1942 suscitaient d'autres réflexions. L'Afrique du Nord avait été une terre d'élection de la « Révolution nationale ». Nulle part, peut-être, on n'avait davantage béni l'heureux destin qui avait remis la France aux mains

du maréchal. Le premier mouvement des principaux chefs militaires en voyant approcher les flottes anglo-saxonnes avait été d'ordonner la résistance au débarquement. Or, voici que les mêmes hommes qui semblaient ainsi s'être irrémédiablement compromis vis-à-vis des Alliés recevaient de ceux-ci les plus grandes marques de confiance. L'amiral Darlan traitait d'égal à égal avec le général Eisenhower. C'était donc la preuve que prendre parti pour le maréchal n'était point jouer tout son avenir sur une carte douteuse mais au contraire s'assurer une place de gagnant quel que fût le résultat de la guerre. Aussi les prudents, les calculateurs n'avaient-ils aucune raison de quitter le camp de Vichy pour passer, sans attendre un événement décisif, dans celui de la France libre. On pouvait toutefois se demander si les collaborateurs et attentistes repentis ne seraient point abandonnés par les Alliés du jour où cesserait leur utilité. Cette crainte disparut quand, après l'assassinat de l'amiral, les partisans de celui-ci restèrent en place en s'abritant derrière le général Giraud, connu pour son patriotisme et à qui sa magnifique évasion d'Allemagne avait apporté un renouveau de prestige. Tous ceux qui tenaient à conserver les avantages de la « Révolution nationale » mais s'effrayaient de la politique de M. Laval mirent tout leur espoir dans le chef qui recommençait la guerre sans manquer de respect au maréchal. On se plut à opposer cette attitude à celle du résistant de 1940. Le général Giraud, disait-on, ne songeait qu'à lutter contre les Allemands; le général de Gaulle voyait dans le gouvernement de Vichy le principal ennemi. C'était bien l'ambition qui le guidait, car maintenant que l'Afrique reprenait les armes, à quoi pouvait servir le comité de Londres ? Pourquoi un général de brigade (à titre temporaire) demeurait-il à la tête de ce comité dans une capitale alliée au lieu

d'aller exercer un commandement de son grade sur le front de Tunisie ? Il fallait tout de même respecter les règles de la hiérarchie militaire. Et puisque le chef dissident refusait de le faire, c'était donc que ses mobiles n'étaient point aussi purs qu'il le prétendait.

Pour être juste, il faut tenir compte de l'ignorance où l'on était alors de bien des faits. On connaissait quelques incidents qui pouvaient donner l'impression d'un désir exagéré de puissance de la part du général de Gaulle; on n'avait pas une vue exacte des conditions dans lesquelles celui-ci poursuivait sa tâche difficile. Il y eut, dès les premiers jours, un malentendu profond entre le chef des Français libres et les Alliés. Pour ceux-ci, la France s'était retirée de la coalition. Il y avait une petite bande de braves gens qui voulaient continuer à se battre et qui avaient droit à un traitement honorable; mais la nation elle-même obéissait à un gouvernement non-belligérant qui détenait toutes les ressources économiques et militaires d'un vaste empire colonial; on pouvait souhaiter la chute de ce gouvernement; on devait tenir compte de son existence et dans certaines circonstances, il était peut-être sage de le ménager. Pour le général de Gaulle, au contraire, la France continuait la lutte et seuls quelques traîtres avaient voulu poser les armes. Et puisque la nation française faisait encore partie de l'Alliance, elle devait y tenir son rang qui ne pouvait être que le premier. La chose, à ses yeux, ne souffrait point d'être discutée. Aussi, quand les chefs de gouvernement des grandes puissances coalisées prenaient quelque décision sans le consulter, lui, représentant de la France véritable, quand surtout ils engageaient quelque négociation avec les agents de Vichy, le général imaginait de sinistres arrière-pensées; au lieu de donner à de tels actes leur signification réelle : le désir de garder le secret des

plans entre ceux-là seuls qui avaient la puissance de les mettre à exécution, le souci d'obtenir aux moindres frais des facilités pour avancer vers la victoire, il voyait dans l'attitude alliée l'ébauche d'un complot contre l'intégrité française. Il élevait alors une protestation à quoi il ne pouvait donner d'efficacité qu'en insistant sur sa position personnelle. En outre, parmi les Français qui s'étaient retirés à Londres, il y avait quelques hommes qui n'étaient point animés de l'unique désir de se battre et qui se fussent volontiers livrés dans la capitale britannique à des intrigues politiques. Le général ne se montrait guère indulgent à de telles préoccupations. Peut-être mit-il un peu trop de roideur militaire à en réprimer les manifestations; peut-être fit-il parfois une confusion entre des intrigants véritables et des maladroits de bonne volonté. Il est sûr que l'écho de certains mécontentements, alliés ou français, parvint en France et fut avidement utilisé par les propagandistes de Vichy. Beaucoup de ceux qui ne voyaient que ces images déformées crurent à l'existence de visées ambitieuses qui, pour n'être pas plus réelles en 1942 qu'en 1940, pouvaient toutefois sembler moins invraisemblables.

On peut d'autre part comprendre jusqu'à un certain point la croyance au désintéressement politique absolu du général Giraud. On ignorait alors qu'avant de promettre son concours aux Américains il avait exigé qu'aucun élément français dissident ne prît part à l'opération nord-africaine. On ne savait pas que son retard à paraître en Algérie pour y prendre la direction du mouvement avait été dû à sa préoccupation d'obtenir pour lui-même le commandement en chef des troupes alliées. On était donc en droit de supposer qu'il n'y avait chez lui aucune arrière-pensée personnelle. Mais une courte réflexion eût suffi pour montrer combien était

fallacieuse l'affirmation que le commandant en chef civil et militaire, au rebours de son concurrent, ne mêlait point la politique à la guerre.

Ceux qui soutenaient cette thèse en effet, croyaient ou feignaient de croire que la politique est seulement l'art de conquérir le pouvoir. Ils refusaient délibérément de tenir compte du fait que le même terme s'applique aux méthodes par quoi l'on conserve les situations acquises. Le général Giraud était certainement sincère lorsqu'il déclarait que son unique préoccupation était de lutter contre l'Allemagne et qu'il voulait pour cela négliger toute autre considération. Seulement, cet excellent principe se traduisait dans les faits par le maintien en place de tous ceux qui avaient refusé de continuer le combat en 1940 et qui s'étaient accommodés de l'état humilié où le gouvernement de Vichy avait mis la France. La victoire servirait à maintenir ce qui avait été gagné par la défaite, cependant que ceux qui avaient tout risqué pour sauver le bon renom de la France se verraient frustrés de la récompense légitime de leur sacrifice. Qu'il y eût là quelque chose de choquant, les pétinistes ne le voyaient point : accoutumés de comparer leur vieux défaitiste adoré à Jeanne d'Arc, ils rejetaient pourtant la doctrine qui veut que celui qui a été à la peine soit aussi à l'honneur. Surtout, ils persévéraient dans leur habitude de s'attacher à l'apparence plutôt qu'à la réalité. De même qu'ils s'étaient laissés prendre aux belles paroles du maréchal, malgré leur contradiction avec les faits, de même ils négligeaient les restrictions qu'appelaient les déclarations du général Giraud. Trop heureux de trouver une justification aux critiques qu'ils adressaient depuis deux ans au général de Gaulle, ils voyaient dans les événements mêmes qui donnaient raison à celui-ci un encouragement à persévérer dans un attentisme qui,

à l'exemple africain, leur permettrait de se placer au premier rang des libérateurs — quand les Alliés paraîtraient en France.

Enfin, l'occupation totale du territoire métropolitain avait bouleversé les rêves un peu confus de revanche qu'avaient jusqu'alors caressés beaucoup de partisans du maréchal. La dissolution de l'armée de l'armistice rendait vains les efforts de réarmement secret à quoi s'étaient livrés, avec beaucoup de zèle, un certain nombre d'officiers. La soumission du chef de l'Etat, sa réduction à une nullité politique presque complète, faisait disparaître l'espoir de le voir un jour donner le signal de la reprise du combat. Si l'on voulait désormais résister, il fallait se joindre à quelque mouvement clandestin, se mettre aux ordres des gaullistes, donner la main aux communistes. A cela, bien des gens ne purent se résoudre. Ils voulaient bien imaginer une action anti-allemande sous les ordres, publics ou secrets, du gouvernement qui leur plaisait tant, ils consentaient à prévoir une mobilisation régulière où chacun eût rempli les fonctions de son grade; mais servir sous des chefs sortis on ne savait comment de la masse, se mêler à ces maquisards qui se rebellaient contre l'autorité légitime, surtout se commettre avec les ennemis de l'ordre social, voilà ce qu'ils n'admettaient pas. L'intérêt évident du pays, la honte de l'occupation, les cruautés de l'ennemi, rien de tout cela ne prévalait contre les vieilles rancunes et les vieux préjugés. On refusait l'union sacrée.

Ainsi, la plupart des partisans du maréchal perdaient-ils leur dernière occasion de réparer l'erreur ou la faiblesse qui les avait engagés sur la mauvaise route. Bientôt, une propagande aussi habile qu'odieuse allait dénaturer le caractère de la Résistance et, en attribuant aux patriotes les excès commis par des malfaiteurs professionnels profiteurs du désordre où une politique de

TROISIÈME PARTIE

La survie du pétinisme

La libération gâchée

Quelque regret que l'on éprouve à faire cet aveu, on est forcé de reconnaître que la Libération qui devait et pouvait être un des plus beaux moments de l'histoire nationale a eu son lustre tristement terni par des excès toujours infiniment regrettables et parfois odieux. Il eût certes été impossible de les éviter complètement. Pendant quatre ans, l'autorité légale s'était exercée plus ou moins directement en faveur de l'ennemi. Le devoir patriotique commandait de désobéir à la loi et c'est là une habitude qui se conserve trop facilement. Aussi n'est-il point surprenant que des gens sans scrupules aient parfois exercé des vengeances personnelles à la faveur des grands changements qui se produisirent en 1944. Puis, c'est un défaut assez répandu chez les Français que l'inaptitude à distinguer la justice de la vengeance. On crut souvent nécessaire de punir des collaborateurs sans prendre les formes légales régulières et malheureusement aussi sans faire la vérification soigneuse de toutes les accusations. Il faut ajouter qu'au cours de la lutte clandestine, des résistants avaient parfois été obligés pour le bien de la cause comme pour leur sûreté propre, de mettre à mort des agents ennemis, espions et propagandistes. D'aucuns se crurent en droit de poursuivre des actions semblables après la Libération, sans prendre garde à la différence qu'il y a entre frapper au milieu des siens un combattant de l'armée secrète ou un recruteur, et priver un prisonnier suspect des garanties d'un jugement contradictoire quand une telle procédure est possible. Les orateurs de la radio de

Londres eurent, il faut le dire, une part de responsabilité dans cet oubli des règles de la justice, faute d'avoir prévu que les invectives passionnées qui avaient apporté aux résistants un réconfort moral et les menaces qui avaient servi de frein aux activités criminelles de certains collaborateurs, pouvaient être interprétées par des auditeurs trop impressionnables comme des appels à l'action directe. Mais la conduite de beaucoup d'agents de Vichy avait fait naître chez bien des patriotes une exaspération que rien probablement n'aurait pu réprimer.

Il semble par contre qu'un peu de prudence et de fermeté de la part du gouvernement provisoire eussent permis de diminuer les inconvénients de deux choses qu'il était nécessaire de faire : l'épuration et les grands procès. A la vérité, on se trouvait là en présence de difficultés considérables. On ne pouvait pas garder en place tout le personnel de Vichy, laisser à ceux qui avaient misé sur la défaite le bénéfice exclusif de la victoire, refuser toute récompense et toute réparation à ceux qui avaient risqué leur vie, leurs biens et leur réputation pour servir la patrie. Mais comment s'y prendre pour faire justice ? La chose eût été relativement aisée si la Libération s'était produite d'un seul coup. Mais il y avait eu des délivrances partielles, un retour progressif à la guerre, des ralliements successifs à mesure que le triomphe des Alliés semblait plus assuré. Si bien que l'on n'avait point affaire à deux groupes distincts : les résistants et les soumis, mais qu'il y avait au contraire une foule de gens qui, ayant commencé par la soumission étaient passées ensuite dans le camp opposé, où ils avaient rendu des services qui méritaient de n'être point oubliés. Il ne pouvait être question par exemple de chasser de l'armée tel officier qui s'était distingué en Tunisie, en Italie, ou en France,

parce que sa participation à ces campagnes glorieuses était uniquement due à des bassesses par lesquelles il avait acheté des Allemands sa libération anticipée d'un camp de prisonniers de guerre. Mais alors, devait-on traiter avec extrême rigueur un autre officier qui avait d'abord suivi les traces du premier mais avait eu le malheur de se voir affecter par Vichy à une garnison de France où il ne lui était point loisible de retourner sa veste au bon moment comme le camarade d'Afrique ? Il y avait aussi le « double jeu », infiniment moins fréquent qu'on n'a voulu le prétendre mais qui avait tout de même existé. Il s'était agi, tantôt d'une simple manœuvre de précaution personnelle, tantôt d'un sérieux effort en faveur de la cause allié. Chaque cas méritait un examen et la nécessité de rendre des cadres au pays ne permettait point une enquête aussi minutieuse. Il fallait d'autre part tenir compte du préjudice que causerait à la France la perte de certaines compétences. Enfin, pour méritoires qu'eussent été les actes de résistance, ils ne pouvaient entièrement suppléer à la formation de base indispensable aux agents des services publics.

Il eut donc fallu un miracle pour que l'épuration se fît d'une façon satisfaisante. Mais le gouvernement provisoire (qui, à vrai dire avait comme tâche principale la conduite de la guerre) ne paraît pas s'être beaucoup préoccupé de provoquer ce miracle. Il laissa faire l'épuration au lieu de la diriger si bien que l'on vit certains serviteurs de Vichy qui étaient demeurés patriotes frappés sous des prétextes frivoles, tandis que d'autres, à qui l'on avait fort justement décidé de laisser leurs fonctions où ils se rendaient utiles se préparaient à se livrer, dans leurs administrations, à des pratiques qui ressemblaient fort à une contre-épuration favorable aux pétinistes et hostile aux résistants. D'autre part, le gou-

vernement permit aux patriotes vrais, et plus encore aux faux (car les résistants de septembre 1944 étaient infiniment plus nombreux, plus avides et plus bruyants que ceux de juin 1940) de se servir eux-mêmes. Des comités de libération s'étaient formés un peu partout. On négligea souvent de vérifier les titres de leurs membres, si bien que l'on y vit parfois siéger, surtout dans les communes rurales, des gens qui n'avaient fait grise mine ni à l'occupant ni au régime de Vichy. Il y eut beaucoup de prodiges de dextérité individuelle. Il y eut aussi la brillante manœuvre exécutée devant un gouvernement passif par le parti communiste.

Les membres de ce parti avaient été coupables de bien des fautes contre le patriotisme. Leur attachement passionné à l'Union soviétique leur avait fait souvent oublier qu'ils étaient Français et leur attitude au moment de l'armistice avait été infiniment plus proche de celle du maréchal Pétain que de celle du général de Gaulle. L'invasion de leur chère Russie avait changé tout cela. Ils s'étaient bravement jetés dans la Résistance, non point comme les représentants de Vichy en Afrique à l'arrivée d'une puissante armée alliée, mais au milieu même des Allemands. Dénoncés à la haine du pays par la propagande gouvernementale, traqués à la fois par la police française et par la gestapo, ils avaient poursuivi leur action avec un courage et une persévérance qui leur méritaient une place très honorable dans la Résistance. Mais ils n'avaient tout de même pas le droit de prétendre en avoir le monopole, de mettre M. Thorez sur le même pied que le général de Gaulle et d'appeler combattants clandestins ceux de leurs chefs qui s'étaient cachés en 1939 pour éviter une arrestation motivée par leur intervention en faveur d'une suspension des hostilités. C'est pourtant ce qu'ils firent sans vergogne. Ils affirmèrent qu'ils étaient les seuls véri-

tables résistants, insinuèrent que la collaboration avait été surtout l'opposition au communisme. Impitoyables aux « réactionnaires », ils accueillirent par contre quelques conversions surprenantes de gens qui avaient des actes antipatriotiques sur la conscience, mais qui avaient au moment opportun imaginé de devenir rouges pour se faire blanchir. Ils établirent d'autre part que la simple profession de la bonne doctrine conférait un brevet de capacité universelle et conduisait à n'importe quel emploi. Le gouvernement provisoire fut certainement trop indulgent à cette vaste entreprise d'annexion de la Résistance à laquelle on ne saurait trouver que deux circonstances atténuantes : la crainte de voir se renouveler en France l'escamotage de la victoire au profit des pétinistes qu'on avait vu en Afrique; le fait qu'un bon nombre des plus éhontés parmi les communistes de 1944 étaient des néophytes venus parfois du pétinisme même et convertis par le succès.

Les procès des grands chefs de Vichy ne posaient pas un problème moins difficile que l'épuration. Le maréchal avait exercé en France l'autorité suprême. S'il était jugé, ce ne pouvait être que par ses anciens sujets ou par ses ennemis personnels. Il y avait un inconvénient grave à chacune de ces solutions et le gouvernement provisoire, apparemment incapable de faire un choix entre elles, prit l'étrange parti de les combiner. On forma une Haute-Cour où les juges et le procureur furent des magistrats qui avaient servi avec zèle le régime de Vichy et les jurés des adversaires acharnés de l'accusé. Il y eut autre chose. On reprochait au maréchal sa complaisance envers l'Allemagne et sa façon peu régulière de saisir le pouvoir absolu. Pour tout patriote sincère, la seconde accusation devait paraître infiniment moins grave que la première. Il fut pourtant permis à certains témoins à charge d'exposer leurs opi-

nions et de glorifier leur propre conduite au lieu de se borner à raconter les faits, et cet abus s'étant surtout produit à propos de la partie de l'accusation purement politique, certaines audiences parurent consacrées à montrer que le vote de l'Assemblée nationale, conférant le 10 juillet 1940, les pleins pouvoirs au maréchal, n'avait point été libre. A certains moments, l'on eût pu croire qu'ayant à juger Bazaine, on voulait faire le procès de Bonaparte — avec la préoccupation de conférer à Sieyès et à Barras des brevets de civisme.

Encore savait-on d'avance qu'en aucun cas le vieux maréchal ne serait mis à mort. Mais comme par contre la sentence capitale portée contre M. Laval devait être exécutée, on ne peut assez blâmer l'attitude révoltante de certains jurés insultant l'accusé et montrant ouvertement leur partialité dès l'ouverture des débats. Le bon renom de la justice française était atteint par ces scènes scandaleuses et l'on ne saurait assez regretter que le gouvernement provisoire n'ait point eu l'audace ou le pouvoir de différer le jugement des grands chefs de Vichy jusqu'à une époque où les esprits eussent été un peu calmés. Une telle décision n'eût pas seulement permis de mieux s'assurer qu'on faisait bonne justice; elle eut empêché les fidèles du régime déchu de se poser en martyrs et de reprendre contre la résistance triomphante les procédés utilisés contre la résistance militante : la confusion volontaire entre les auteurs d'actes répréhensibles et les soldats désintéressés d'un noble idéal; la calomnie par généralisation.

On peut dire, en un sens, que les excès de la Libération furent une des causes de la survie du pétinisme. Il est aussi vrai de les considérer comme une de ses manifestations. Depuis la répression de la Commune, les adversaires politiques qui se disputaient le pouvoir en France, avaient usé envers les personnes d'une certaine

modération. Ils s'étaient battus à coup de bulletins de vote, gagnés parfois par des moyens peu recommandables, mais ils n'avaient point estimé que le gendarme et l'huissier dussent intervenir dans les débats électoraux. Le gouvernement du maréchal avait changé tout cela : inquisitions policières, tribunaux spéciaux, condamnations arbitraires, internements administratifs, déchéance de la nationalité française, confiscation des biens, telles avaient été les méthodes employées pour réduire les récalcitrants. La libération qu'avaient rêvée les purs résistants eût fait disparaître tout vestige de ces odieux procédés. Leur persistance après la chute lamentable du régime de Vichy prouvait que le pétinisme avait jeté dans le pays de plus profondes racines qu'on ne l'avait imaginé. Les hommes de la « Révolution nationale » avaient disparu, exécutés, emprisonnés, cachés ou déguisés en républicains; son esprit subsistait, au moins en partie.

La paille et la poutre

Les partisans de Vichy s'étaient fait gloire d'être des réalistes. Ils avaient défendu leur politique par la nécessité d'accepter les faits auxquels on ne pouvait rien changer. La logique leur commandait donc, une fois le succès déclaré en faveur des résistants, de renoncer à des rêves désormais irréalisables. Beaucoup d'entre eux tinrent cette conduite; bien peu eurent le courage, à la Libération, de se déclarer encore fidèles au maréchal.

Mais cette attitude ne tarda guère à changer. La nation s'était un peu trop légèrement imaginé que la défaite de l'Allemagne ferait renaître par magie le calme et la prospérité pour tous. Les événements apportèrent des déceptions et tout naturellement, ceux qui regrettaient un régime favorable à leurs intérêts se mirent à exprimer, discrètement d'abord, puis de plus en plus ouvertement, la nostalgie du passé. En même temps, ils s'efforcèrent de se réhabiliter devant l'opinion, et comme il est toujours plus facile d'attaquer que de se défendre, ils donnèrent libre cours à leurs critiques du présent.

Ils s'attachaient particulièrement à trois points : l'exagération de la répression après la chute du régime de Vichy, le danger communiste et les difficultés de tout genre ou se débattait le pays depuis la victoire. Ils s'exprimaient là-dessus avec une grande indignation patriotique et morale, sans beaucoup s'embarrasser de logique ou de bonne foi. Les gens qui se scandalisaient si fort au récit de quelques crimes commis par les maquisards dans le désordre de la Libération avaient-ils

donc oublié l'indifférence, pour ne pas dire la satisfaction avec quoi eux-mêmes avaient accueilli les exécutions de communistes ordonnées par Vichy ou par les Allemands; les louanges dont ils avaient couvert la milice ? S'ils avaient pour la justice un tel respect qu'ils ne pouvaient voir sans frémir les irrégularités commises au jugement du maréchal où à celui de M. Laval, comment n'avaient-ils point protesté contre le monstrueux procès de Riom ? Leur âme tendre ne pouvait supporter la pensée que l'ancien chef de l'Etat, emprisonné à l'île d'Yeu, ne pût voir la mer, mais ils avaient gardé les yeux secs à l'époque ou M. Mandel était enfermé au Portalet — avant d'être assassiné par des miliciens. Il leur paraissait abominable que certains hommes fussent frappes d'indignité nationale pour le seul fait d'avoir siégé au conseil des ministres de Vichy, mais ils avaient trouvé naturelle la décision par quoi ces mêmes hommes privaient de la nationalité française des gens de qui le crime unique était d'avoir continué à combattre après l'armistice. En vérité, l'histoire offre peu d'exemples d'une pareille application de la parabole de la paille et de la poutre.

Il s'y joignait de l'hypocrisie. Car on ne se contentait pas de réclamer une révision de jugements dont certains étaient assurément entachés d'erreurs, ou de solliciter l'indulgence pour des égarés; on exigeait l'amnistie au nom de la réconciliation nationale; et dans le même moment on demandait que les communistes fussent partout pourchassés, tenus en dehors de la communauté française.

La haine entre pétinistes et communistes avait toute l'âpreté des querelles de famille. Et il est vrai que ces deux partis se ressemblaient fort. Même primauté des intérêts matériels sur le patriotisme, même férocité à l'égard des adversaires, même acceptation d'un patro-

nage étranger — avec ces deux différences que les communistes servaient les Russes par goût tandis que les pétinistes avaient surtout favorisé les Allemands par opportunisme, et que l'Union soviétique avait été, dans la seconde partie de la guerre, l'alliée de la France, tandis que l'Allemagne était son ennemie. Ces points communs ne faisaient qu'exaspérer les sentiments hostiles; les communistes abusaient de leur position victorieuse; les pétinistes poussaient l'inconséquence jusqu'à ses dernières limites.

Ils avaient jugé qu'en faisant commettre une désertion à la France, le maréchal avait acquis des titres au pouvoir suprême; ils estimaient que la désertion individuelle de M. Thorez lui ôtait à tout jamais le droit d'entrer au ministère. Ils allaient même plus loin car, en répétant le mot de « déserteur », ils ne se contentaient pas de blâmer une action méprisable; ils insinuaient que c'était la peur des balles qui avait conduit le chef communiste à quitter son régiment. Or, si M. Thorez n'a pas cherché l'occasion de donner des preuves de bravoure, c'est un fait qu'il n'a pas fui le front où il n'était nullement question de l'envoyer mais la prison qu'il avait méritée en recommandant de faire, en 1939, la politique même à quoi le maréchal allait attacher son nom au mois de juin 1940. Ceux donc qui avaient acclamé, dans l'auteur de l'armistice un véritable Messie de la capitulation étaient mal venus à maudire celui qui en avait été le Jean-Baptiste. Mais il y avait là une de ces ressemblances déjà signalées, puisque les communistes qui avaient réclamé en 1939 un second Munich voulaient proscrire sans rémission les auteurs du premier.

Si du chef on passait aux troupes, c'étaient toujours les défauts de Vichy que l'on reprochait à ceux qui s'en proclamaient les seuls véritables adversaires. Les communistes, disaient les partisans du régime déchu, étaient

prêts à massacrer dans leurs maisons les tenants d'une opinion contraire. Mais qu'avaient donc fait les hommes de main de la milice ? M. Duclos et ses amis portaient à la tribune de l'Assemblée nationale des paroles dictées par Moscou. Mais certaines déclarations du maréchal et surtout de ses ministres n'avaient-elles point reflété les intentions de Berlin ? La crainte d'un protectorat russe doit vivement alarmer les patriotes véritables, mais peut-on admettre que ce sentiment ait pu être sincère chez ceux qui avaient si tranquillement accepté l'idée d'intégrer la France dans le nouvel ordre européen du chancelier Hitler ? Et quand on entend louer la sagesse du maréchal s'opposant dès 1941 au bolchevisme, on est tenté d'évoquer l'image d'un homme qui, voyant sa maison en flammes, refuserait l'intervention des pompiers de peur que le jet d'eau n'endommageât les meubles.

C'est assurément une tendance très générale que celle qui porte un chacun à vouloir conserver le monopole de ses défauts. Il faut en tenir compte si l'on veut expliquer l'illogisme de l'hostilité des pétinistes aux communistes. Et l'on doit ajouter à cela le désir, assez compréhensible, de faire oublier certaines défaillances de l'esprit patriotique au cours de la guerre en se poussant à l'avant-garde d'un mouvement national opposé aux empiètements d'une puissance étrangère menaçante. Mais il y a encore autre chose. Les communistes ne sont pas seulement un danger pour l'indépendance et l'intégrité du pays; ils mettent en outre en péril, les fortunes privées. Et c'est là ce que ne pourraient supporter passivement des gens pour qui la défense de l'ordre établi passait avant celle de l'honneur national. Comme ils l'ont fait pour bien d'autres choses, les pétinistes ont regardé l'anticommunisme par le petit côté. C'est pourquoi sans doute, ils n'ont pas pour la grande masse de ceux qui,

trompés par l'insidieuse propagande de leurs chefs, travaillent pour la Russie en croyant servir la France, cette indulgence qu'ils exigent si bruyamment pour les égarés qui favorisèrent l'Allemagne sans trop savoir ce qu'ils faisaient.

Quant aux plaintes que faisait naître la situation du pays après la guerre, elles n'étaient assurément pas sans fondement. L'égoïsme semblait régner en maître, les divisions entre Français s'étalaient au grand jour. Un essai bien intentionné mais malencontreux de représentation proportionnelle avait rendu inévitable une extension du pouvoir des partis politiques au détriment de celui du corps électoral. Des marchandages entre les divers groupes avaient eu pour résultat le vote d'une constitution peu propre à donner au pays un bon gouvernement. Il faut ajouter encore les difficultés matérielles : la hausse des salaires embarrassant toutes les entreprises sans délivrer les salariés du besoin; le marché noir triomphant insolemment au milieu de la misère. Tout cela, certes, appelait des critiques, mais celles des anciens amis de Vichy passèrent vraiment la mesure. D'abord parce que leur gouvernement de prédilection était le premier responsable de cette situation. En acceptant l'armistice, il avait divisé les Français au lieu de les unir contre l'ennemi; en établissant le règne de l'arbitraire, il avait donné à la nation, au moins pour un temps, le dégoût de l'autorité; en faisant passer le bien-être avant l'honneur, il avait exalté l'égoïsme. Ce n'est tout de même pas à ceux qui ont mangé les raisins verts de crier parce qu'ils ont les dents agacées.

Mais le plus déplaisant de cette récrimination est l'oubli qu'elle suppose de tout ce dont la France a été délivrée. Quoi ! quelques années à peine nous séparent des temps affreux où les Allemands occupaient la totalité du sol national et chaque Français n'éprouverait pas

une joie profonde d'avoir échappé à une telle honte et à un tel malheur ! Il ne s'agit certes pas de se laisser aller, de ne point travailler à réformer ce qui mérite de l'être, de fermer les yeux sur les nouveaux dangers qui peuvent se présenter; mais à si peu de temps de la délivrance, les criailleries d'enfants gâtés à quoi se livrent tant de gens marquent un défaut de pudeur véritablement choquant. Mais peut-être ne sont-elles pas entièrement sincères de la part des pétinistes. Il semble bien en effet que ceux-ci se plaisent à exagérer les malheurs de l'après-guerre pour ramener doucement le pays aux sentiers de la « Révolution nationale » et retrouver eux-mêmes la puissance et les avantages que la victoire leur a ôtés.

Le déchaînement de la propagande

La propagande avait été l'une des principales assises du régime de Vichy. Pendant quatre ans, les discours, les articles de journaux, les brochures, la radiodiffusion avaient répété aux Français le dogme de l'infaillibilité du maréchal. Quand vint la Libération, les hagiographes se dispersèrent ou du moins se turent. Mais leur œuvre avait porté ses fruits. Il suffit pour s'en rendre compte d'observer avec quelle habileté, à peine le danger des cours de justice disparu, les pétinistes surent reprendre le travail interrompu. Rarement vit-on plus grand art de présenter une thèse au public, rarement choix plus judicieux entre ce qu'il convenait de dire et ce qu'il fallait taire, rarement plus grande aisance à se mouvoir parmi les contradictions.

Au lendemain de la Libération, un observateur non prévenu se fût aisément imaginé que tout Français avait été résistant. Chacun se vantait, en effet, d'avoir prévu et souhaité la défaite de l'Allemagne et d'y avoir travaillé selon ses moyens. Les plus collaborateurs exposaient volontiers les règles compliquées du double jeu. Le maréchal, disait-on, avait toujours été d'accord, au fond, avec le général de Gaulle. S'il avait si souvent proclamé le contraire c'était par nécessité de prudence. Il avait joué supérieurement la comédie aux Allemands et son rôle dans la Résistance avait, somme toute, été plus grand, surtout plus efficace, que celui de l'homme du 18 juin. Il s'ensuivait tout naturellement que les fidèles de Vichy avaient servi plus utilement le pays

que les Français libres ou les combattants clandestins, gens de bonne volonté, assurément dignes d'éloges, mais manquant trop du sens du réel.

Avec le temps, un changement notable se produisit. Le souvenir de la Résistance s'estompait dans le pays. On se fatigua de la reconnaissance. On en vint à oublier quelque peu les exploits des soldats de Koenig et de Leclerc, l'énergie des membres des réseaux de résistance, les souffrances et la mort des victimes de la barbarie nazie. Par contre, le souvenir demeurait vivace de tel excès commis par les maquisards, de telle vantardise ridicule des « résistants de septembre 1944 ». Les pétinistes ne furent pas lents à tirer profit de cette évolution du sentiment public. Tout en continuant à exalter le patriotisme éclairé de leur chef et le leur propre; ils se mirent à dénigrer cette lutte secrète à laquelle un moment, ils affirmaient avoir pris part. A quoi donc avait servi l'armée clandestine ? Point à hâter la victoire assurément. Les troupes du général Eisenhower eussent triomphé sans l'appui des F.F.I. Mais que de deuils, que de ruines avaient inutilement provoqués ceux qui s'obstinaient à combattre un ennemi trop puissant. Il eût cent fois mieux valu courber la tête sous l'orage et attendre paisiblement que les Alliés vinssent délivrer la France. Le relèvement du pays en eût été hâté. C'était chose si évidente qu'on ne pouvait attribuer l'action des résistants qu'à de bas mobiles d'égoïsme ou d'ambition — peut-être l'ambition de donner son nom à une rue de Paris, comme ces F.F.I. ridicules qui se firent tuer dans la capitale, au lieu de laisser un conseiller municipal de génie profiter des dispositions favorables d'un bon général allemand et de l'héroïque dévouement du consul de Suède pour délivrer la ville sans effusion de sang. N'était-il pas malheureux de penser que des Parisiens avaient donné leur vie pour Paris quand il leur était

si facile d'éviter ce sacrifice ? Et ne devait-on point blâmer une imprudence qui pouvait être suivie de destructions irréparables ?

De telles opinions s'exprimaient au début surtout dans des salons assez fermés où l'on pouvait également entendre dire que « nul plus que le général de Gaulle n'avait fait de mal à la France », encore que parfois on daignât consentir au grand résistant le bénéfice des circonstances atténuantes et condescendre à dire « qu'on pouvait tout de même accorder une chose au général de Gaulle : il avait évité à la France une révolution complète ». Mais ce service, nié par beaucoup, n'effaçait pas les actes néfastes du général. Il avait été guidé par la plus vulgaire ambition; il n'avait pris le parti d'aller à Londres et d'organiser la dissidence que par dépit de n'être point couché sur la liste ministérielle du maréchal. Les faux-fuyants du gouvernement de Bordeaux, les manœuvres de l'amiral Darlan n'étaient pour rien dans la tragédie de Mers-el-Kébir. Les Anglais auraient eu confiance dans l'engagement pris de ne point laisser les Allemands se saisir de la flotte française. Mais le général de Gaulle avait perfidement fait croire à M. Churchill que les clauses de l'armistice livraient nos bâtiments de guerre : c'était donc à lui seul qu'incombait la responsabilité du massacre de nos marins. Il avait fait perdre la Syrie à la France et en eût fait autant de l'Indochine si les agents du maréchal n'eussent sauvé le prestige national en feignant de regarder les envahisseurs japonais comme des défenseurs et n'étaient restés à leurs postes après l'invasion de la colonie et l'utilisation de ses ressources contre les Alliés — car une mystérieuse loi de la politique et de la géographie établissait que « la défense de l'Empire contre quiconque » devait se faire à coups de canon au Levant, à coups de chapeau en Extrême-Orient.

Calomnies contre la Résistance, calomnies contre le général de Gaulle. Un léger murmure d'abord, s'enflant petit à petit jusqu'à provoquer dans l'opinion un trouble suffisant pour permettre de réclamer ouvertement à la fois l'amnistie pour les serviteurs de Vichy et la révision du procès du maréchal.

C'étaient là des revendications bien choisies car, en les faisant, les pétinistes rencontraient naturellement l'approbation de beaucoup de gens qui avaient maudit et maudissaient encore le maréchal et son système, mais qui ne pensaient pas qu'une nation, jadis si fière de sa générosité, dût exercer des rigueurs implacables contre ceux qui avaient oublié leur devoir. La plus éclatante condamnation du régime de Vichy ne serait-elle pas l'octroi du pardon à ceux qui s'étaient fait gloire de se montrer impitoyables, qui avaient, à l'exemple de M. Charles Maurras, invoqué contre leurs adversaires, qualifiés pour la circonstance de « terroristes », la loi du talion ? (1). Et bien que l'ancien chef de l'Etat eût fait un mal terrible à la France, bien qu'il eût beaucoup de sang sur les mains — le sang des soldats morts en cherchant à lui conserver son autorité sur la Syrie, l'Algérie ou le Maroc, le sang des victimes de ses tribunaux spéciaux ou de sa milice, le sang de ceux enfin qui, entendant le maréchal parler de collaboration, avaient cru devoir mettre cette parole en actes et qui étaient, pour cela, tombés sous les balles des pelotons d'exécution de la Libération — fallait-il laisser mourir en prison un vieillard aux facultés affaiblies, pour qui la chute du pouvoir était déjà la plus terrible des punitions ?

(1) Il convenait, en particulier, de faire disparaître « l'indignité nationale » qui, bien que correspondant à la réalité des faits comme à la justice immanente, s'écartait des principes juridiques habituels et ne devaient donc pas survivre à la nécessité qui avait imposé sa création.

Un appel à l'indulgence était donc sûr d'être entendu. Mais les pétinistes voulaient plus. Il leur fallait réhabiliter leur héros et ses partisans condamnés, prouver que c'étaient eux-mêmes qui avaient eu raison contre les résistants. Au risque de prolonger l'emprisonnement de ceux qu'ils prétendaient faire libérer ils proférèrent des réclamations arrogantes là où il eut fallu d'humbles prières. Beaucoup de partisans de l'amnistie se demandèrent alors si l'octroi d'une pareille mesure ne paraîtrait point une véritable condamnation de la Résistance et il devint difficile d'ouvrir dans de telles conditions les portes de la prison de l'île d'Yeu.

Les pétinistes semblaient donc avoir imprudemment dépassé leur but. Mais peut-être agissaient-ils à bon escient. Le maréchal grâcié resterait un condamné à qui, par pitié, on avait fait remise de peine. Il n'était pas certain qu'une révision de son procès, entreprise dans le seul but de réexaminer dans le calme les questions réglées à une époque passionnée, aboutît à la réhabilitation souhaitée. Qui sait, en effet, si des juges impartiaux, en rejetant certaines accusations trop légèrement accueillies en 1945, ne prononceraient pas contre l'ancien chef de l'Etat une seconde condamnation plus solidement motivée que la première ? La sagesse commandait peut-être aux révisionnistes de ne point chercher à précipiter le cours des événements mais de faire en sorte que la révision, dût-elle n'être que posthume, n'eût lieu qu'après une habile préparation de l'opinion, afin de s'assurer que les nouveaux juges fussent aussi prévenus en faveur de l'accusé que leurs devanciers l'avaient été contre lui.

Que l'on ait eu ou non cette intention, il est certain que les ouvrages de propagande se multiplièrent. Tandis que d'anciens serviteurs de Vichy publiaient leur apologie personnelle, de nombreux ouvrages parais-

saient où le maréchal était représenté comme le plus grand génie politique, le plus grand héros du patriotisme et, en matière de double jeu, le plus grand comédien de tous les temps (et sur ce dernier point, il faut bien avouer que souvent le comportement public et la politique du chef de l'Etat évoquèrent irrésistiblement l'image de Sganarelle ou de Georges Dandin). Il est intéressant d'étudier de près quelques-uns des procédés de la propagande de réhabilitation.

Il y a d'abord la reprise des arguments dont on s'était servi à Vichy pour démontrer que l'armistice n'était point contraire à l'honneur. Avec une rouerie que n'eût point désavouée Chicaneau, on allègue que les Anglais n'étaient point en droit de demander à la France de tenir sa parole puisqu'ils avaient maintenu une partie de leur aviation en Grande-Bretagne au lieu de jeter toutes leurs ressources dans la seule bataille de France. Pour donner plus de poids à cet argument, on postule que défendre le sol français était livrer le combat commun, défendre le sol britannique, le combat égoïste. Ceci posé, la conclusion logique s'impose à l'esprit le moins prévenu : puisque la Grande-Bretagne a réservé des avions pour protéger les usines britanniques et permettre à celles-ci de continuer l'effort de guerre contre l'Allemagne, la France était parfaitement et honorablement en droit de retirer du combat flotte, aviation et colonies, et de permettre que la production de son sol et de son industrie vînt renforcer l'effort de guerre allemand.

On donne au maréchal le titre de sauveur de l'Afrique du Nord. On précise même qu'il l'a mérité plusieurs fois. D'abord en arrêtant, par le glorieux armistice, la ruée des forces allemandes vers Gibraltar et le Maroc. Puis en refusant au mois de juillet 1940 d'accepter la mise à la disposition de l'Allemagne d'aérodromes,

de ports et de chemins de fer nord-africains, avec le concours des navires de commerce français pour le ravitaillement de ces bases. En rapprochant ces allégations, on arrive à cette curieuse conclusion : si la guerre avait continué, les Allemands se fussent emparés du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie malgré la résistance des flottes britannique et française combinées; l'armistice signé, la défense éventuelle terriblement affaiblie par les pertes de Mers-el-Kébir, le redoutable chancelier Hitler renonçait à tout projet de conquête devant un simple mot du maréchal. Vraiment, l'on n'avait rien vu de pareil depuis sainte Geneviève et Attila !

On pourrait s'étonner de voir les pétinistes fournir ainsi eux-mêmes des présomptions nouvelles en faveur de la thèse selon quoi les Allemands n'ont point songé sérieusement à tenter en 1940 l'aventure africaine et n'eussent point, sans armistice, agi autrement qu'ils ne l'ont fait. Sans doute ont-ils compté sur le manque d'esprit critique d'une opinion crédule, car ce n'est point là l'unique occasion où les défenseurs du maréchal ont apporté de l'eau au moulin de leurs adversaires. Ainsi fait-on grand cas de vagues négociations conduites à la fin de 1940 par des officieux (dans tous les sens du terme) et qui, dit-on, aboutirent à une atténuation du blocus britannique en échange de l'assurance donnée par Vichy de ne point aider l'ennemi, sans s'arrêter à la conclusion nécessaire : qu'après avoir violé les engagements de ses prédécesseurs, le chef de l'Etat a aussi violé les siens propres en Iraq et en Tunisie. Ainsi affirme-t-on que la résistance opposée par les troupes françaises aux débarquements alliés en Afrique du Nord ne cessa qu'au moment où l'amiral Darlan réussit à persuader l'armée qu'en se ralliant aux Anglo-Américains il exécutait les ordres secrets du maréchal. « C'est donc à celui-ci seul, clame-t-on, que les Alliés ont dû leurs

succès africains, prélude de la libération de la France ». Et nul ne paraît songer qu'il serait impossible d'imaginer contre le chef de l'Etat une plus terrible accusation que celle d'avoir à tel point détruit le patriotisme de l'armée que des officiers français, sachant leur pays occupé par le plus cruel ennemi, n'osaient faire cause commune avec les libérateurs qu'après s'être assurés qu'ils ne risquaient, en agissant ainsi, de faire aucun chagrin au vieillard de Vichy.

Mais qu'attendre de gens dont la bouche sait si bien souffler le chaud et le froid ? Rappelle-t-on quelque fait notoire de collaboration ? Aussitôt les défenseurs du maréchal de s'écrier que celui-ci a tout ignoré, qu'on ne peut vraiment le rendre responsable des actes de ses ministres ou de ses fonctionnaires. Mais qu'on vienne à parler d'un travail patriotique entrepris par un officier ou un agent civil, il faut alors en rapporter le mérite au chef de l'Etat qui a mis en place ce bon Français.

Parfois l'on rejette un vieil argument pour plaider le contraire de ce que l'on avait affirmé jusqu'alors. Il avait été de mode de s'apitoyer sur le pauvre maréchal traîné malgré lui par M. Laval à Montoire et subissant, la rage au cœur, cette humiliation. On avait soutenu cette thèse à grand renfort de témoignages et l'on avait pris grand soin de faire observer que si le maréchal avait, à l'occasion de la fâcheuse entrevue, prononcé des mots regrettables, aucun fait ne permettait de dire que la vraie collaboration fût sortie de là (1). Un beau jour,

---

(1) Le maréchal lui-même écrivait au général Weygand le 9 novembre 1940 : « ... Je me suis d'ailleurs borné, dans cette entrevue, à réclamer l'amélioration du sort des prisonniers, du ravitaillement, des communications entre les deux zones et la suppression de la ligne de démarcation, etc... (WEYGAND, *op. cit.*, p. 418.)

« Il est probable que la « collaboration » se reposera un jour. Je ferai en sorte qu'elle ne se pose que sur des considérations d'ordre

tout cela fut changé. On découvrit que le véritable auteur de Montoire n'était point M. Laval, mais le maréchal lui-même, qui, par un coup de génie, avait suggéré une rencontre avec le chancelier Hitler afin de couronner, en trompant le chef ennemi, le plan machiavélique de défense de l'Afrique du Nord, établi de concert avec ce grand ami de la France, ce généreux protecteur des Français désireux de combattre, cet adversaire enfin du nazisme qu'était le général Franco. Il était de mode autrefois de railler le père Loriquet, accusé d'avoir conté les exploits de M. de Buonaparte, généralissime des armées de Sa Majesté Très Chrétienne Louis XVIII; de modernes Loriquets enseigneront aux générations futures que les grandes défaites de l'Allemagne au cours de la dernière guerre mondiale ne s'appellent point : la Grande-Bretagne, Stalingrad, El Alamein, Tunis ou la Normandie — mais bien Rethondes et Montoire.

Aux beaux temps de Vichy, l'on avait fréquemment exposé la nécessité pour les Français de ne se préoccuper que de la France et de ne se point soucier des intérêts ni des opinions des autres nations. Il est donc quelque peu surprenant de voir les pétinistes faire après la guerre de nombreux appels à des témoignages étrangers pour étayer leur thèse. La naïve stupeur des Allemands quand parfois l'homme qui leur avait donné maintes preuves de docilité regimbait sous l'aiguillon prend une valeur de brevet de résistance. Mais c'est principalement chez les auteurs anglais et américains que l'on est allé chercher des arguments. On les demande surtout à l'amiral Leahy et à M. Winston Churchill. Il a fallu évidem-

---

économique où sur la défense de notre Empire africain, en écartant toute idée d'agression contre l'Angleterre. Je suis bien résolu à ne m'associer pour cette tâche ni aux Italiens ni aux Allemands. » (p. 474.)

On connaît l'importance du facteur économique dans la guerre moderne et l'on sait que rien ne fut ordonné pour empêcher les Italiens et les Allemands d'aller défendre la Tunisie.

ment être circonspect dans le choix des citations de ces deux auteurs. L'ambassadeur des Etats-Unis à Vichy n'a-t-il point décrit le maréchal comme un « faible vieillard effrayé » (1) et avoué la nécessité probable « de renoncer à regret à ce qui ne fut peut-être jamais qu'un faible espoir : qu'il me fût possible, par des relations personnelles amicales et des conseils pertinents, de donner un semblant d'épine dorsale à un mollusque » (2). Ce n'est point sur des passages de ce genre qu'on attire l'attention, mais sur les expressions d'une sympathie personnelle qui, pour être sincère, n'excluait pas une clairvoyance désabusée. Quant au premier ministre britannique il n'avait pas mâché ses mots à propos de l'armistice, ni à l'époque de sa conclusion, ni plus tard. Plus d'une année s'était écoulée depuis les sinistres journées de juin 1940 quand, s'adressant au parlement d'Ottawa, M. Winston Churchill s'était écrié (3) : « Le gouvernement français s'était de sa propre initiative

---

(1) A feeble, frightened old man (Admiral Leahy : *I was there*, Victor Gollancz Ltd., p. 543).

(2) "... It seems necessary to reluctantly relinquish what was perhaps only a faint hope that it might be possible for me through friendly relations and pertinent advice to give some semblance of backbone to a jellyfish." (*Ibid.*, p. 545.)

(3) "The French government had, at their own suggestion, solemnly bound themselves with us not to make a separate peace. It was their duty and it was also their interest to go to North Africa where they would have been at the head of the French Empire. In Africa, with our aid, they would have had overwhelming sea power. They would have had the recognition of the United States, and the use of all the gold they had lodged beyond the seas. If they had done this Italy might have been driven out of the war before the end of 1940, and France would have held her place as a nation in the counsels of the Allies and at the conference table of the Victors. But they were misled by their generals. When I warned them that Britain would fight on alone whatever they did, their generals told their Prime minister and his divided cabinet : "In three weeks England will have her neck wrung like a chicken." (Winston S. Churchill : *The Unrelenting Struggle* - War speeches - Cassel and Co. Ltd., p. 345 - Speech to the Canadian Senate and House of Communs at Ottawa broadcast to the world, December 30th, 1941.)

engagé solennellement envers nous à ne point faire de paix séparée. C'était son devoir et aussi son intérêt d'aller en Afrique du Nord où il eût été à la tête de l'empire français. En Afrique, avec notre aide, il eût possédé une puissance maritime écrasante. Il eût été reconnu par les Etats-Unis et eût disposé de tout l'or qu'il avait envoyé au delà des mers. S'il eût fait cela, l'Italie pouvait être forcée de cesser la guerre avant la fin de 1940 et la France eût tenu sa place comme nation dans les conseils des Alliés et à la table de conférence des vainqueurs. Mais ses généraux l'égarèrent. Quand j'avertis le gouvernement français que la Grande-Bretagne continuerait seule la lutte quoi qu'il pût faire, ses généraux dirent à leur premier ministre et à son cabinet divisé : " Dans trois semaines, l'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet ". » Dans un discours prononcé en session secrète des Communes le 10 décembre 1942, l'homme d'Etat britannique avait parlé plus crûment encore. Il avait qualifié le maréchal de « vieux défaitiste (1), l'avait représenté « bêlant ses ordres au téléphone » (2). Et dans le récit qu'il fit dans ses mémoires des angoissantes journées qui précédèrent la conclusion de l'armistice, il reproche au général Weygand « d'avoir employé le pouvoir qui lui venait de sa position militaire suprême pour dépasser les limites que justifiaient ou demandaient ses responsabilités professionnelles » (3).

---

(1) " The antique defeatist ". (Winston Spencer CHURCHILL : *Secret Session Speache,* compiled by Charles Eade, Cassel and Co. Ltd., p. 82.)

(2) " ... When the Marshal bleats oved the telephone orders to the contrary... " (*Ibid.,* p. 92.)

(3) " He therefore used the power of his supreme military position far beyond the limits which his professional responsabilities great as they were justified or required. " (Winston Spencer CHURCHILL : *The Second World War,* Vol. II, Cassel and Co. Ltd., pp. 176-177.)

Toutes ces déclarations, officielles ou mûrement réfléchies, ne comptent pour rien aux yeux des défenseurs de l'armistice. Ce qui leur importe, ce sont des propos de seconde main. Celui que l'on a répété avec le plus d'enthousiasme avait été cité par le général Georges dans sa déposition au procès du maréchal. Le général se souvenait d'avoir entendu le premier ministre lui dire : « En fait, l'armistice nous a rendu service. Hitler a commis une faute en l'accordant. Il aurait dû aller en Afrique du Nord, s'en emparer, poursuivre sur l'Egypte. Nous aurions eu alors une tâche plus difficile ». On s'empara de cette phrase; on proclama qu'elle constituait la seule expression de la pensée de M. Winston Churchill et celui-ci se trouva soudain populaire chez ceux qui, la veille encore, refusaient de le saluer comme le premier de ceux qui avaient sauvé les nations opprimées par l'Allemagne. Ce magnifique allié ne devenait digne de reconnaissance qu'à partir du moment où on pouvait l'enrôler dans la croisade destinée à réhabiliter celui qui l'avait abandonné. On se hâta de propager la légende, et c'était agir prudemment, car, après avoir quelque temps gardé le silence, l'illustre homme d'Etat publiait à son heure le deuxième volume de ses mémoires de guerre. Dans cet ouvrage, après avoir affirmé sa conviction « qu'il eût mieux valu pour tous les Alliés que le gouvernement français fût allé en Afrique du Nord, et cela, qu'Hitler y eût ou non suivi les Français et nous-mêmes », il faisait du propos cité par le général Georges une mise au point catégorique. « Un jour, quand j'étais en convalescence à Marrakech en janvier 1944, le général Georges vint déjeuner. Dans le courant d'une simple conversation, je laissai aller ma fantaisie jusqu'à dire que, peut-être, en s'abstenant de se rendre en Afrique en juin 1940, le gouvernement français avait fait tourner les choses au mieux. Au procès Pétain en 1945,

le général crut devoir citer ce propos dans son témoignage. Je ne me plains pas, mais la supposition rétrospective que je fis dans cette occasion ne représente point mon opinion mûrement réfléchie, ni pendant la guerre, ni maintenant. » (1) On se garda, bien entendu, de donner à ce texte la même publicité qu'au témoignage du général Georges (2).

Naturellement, la politique intérieure du maréchal n'est point négligée par les propagandistes. Mais il y a là volte-face complète. On affirme le contraire de ce que l'on avait proclamé du temps de la « Révolution nationale ». Alors, il avait été de bon ton d'exalter l'œuvre sublime de l'homme de génie qui avait débarrassé la France des oripeaux de la République et des pourritures du régime parlementaire. Depuis que le maréchal a été condamné, on le représente comme le plus inébranlable des républicains et l'observateur le plus scrupuleux de la légalité, comme des règles constitutionnelles. Il n'a pris rien de plus que le pouvoir qui lui était donné par l'Assemblée nationale. S'il a inventé

(1) " I have no doubt that it would have been better for all the Allies if the French government had gone to North Africa; and that this would have remained true whether Hitler followed them and us neither or not.

" One day when I was convalescing at Marrakesh in January 1944 General Georges came to luncheon. In the course of casual conversation I aired the fancy that perhaps the French Government's failure to go to Africa in June 1940 had all turned out for the best. At the Pétain trial in August 1945 the General thought it right to state this in evidence. I make no complaint, but my retrospective speculation on this occasion does not represent my considered opinion either during the war or now." (W. S. Churchill : *The Second World War,* Vol. II, p. 196.)

(2) Le général Weygand a fait état de la rectification, mais dans des termes peu propres à éclairer le lecteur qui n'aurait pas sous les yeux le texte de M. Churchill : « A ma connaissance, M. W. Churchill n'a jamais démenti ces paroles (celles citées par le général Georges) qu'il a seulement commentées dans ses mémoires. » (Général Weygand : *Rappelé au service,* p. 286.)

le titre de chef de l'Etat, il ne s'en est pas moins servi pour rédiger certains décrets de papier à en-tête de la République. S'il a dispersé les parlementaires et institué un conseil national, il n'a jamais officiellement aboli les Chambres. Il avait même eu l'intention de rendre éventuellement à celles-ci le pouvoir qu'elles avaient mis en dépôt entre ses mains. Une proclamation à cet effet fut rédigée. Elle eût sans nul doute été rendue publique si l'on avait pu supposer que les Allemands le permettraient.

Combien de tels scrupules n'honorent-ils pas celui qui les ressentait ! Et quel contraste avec le dictateur de Gaulle qui n'a créé qu'une Assemblée consultative en 1944 au lieu de rappeler les députés et sénateurs et de leur faire reprendre les fonctions législatives pour lesquelles la plupart d'entre eux ne possédaient plus que des mandats périmés; qui, au mépris de tous les principes démocratiques, n'a point rétabli les lois constitutionnelles de 1875 mais a osé inviter le peuple français à se prononcer, par voie de referendum, sur ses destinées ! Il y a dans ce reproche de dictature adressé par les tenants de la « Révolution nationale » au président du gouvernement provisoire un élément comique irrésistible. Mais il s'y mêle une hypocrisie révoltante. Car ceux-là même qui flétrissent les prétendues aspirations du général de Gaulle au pouvoir personnel en 1944 et 1945 s'indignent qu'à la même époque le grand Résistant n'ait point profité de son immense popularité pour se rendre maître unique du gouvernement, au lieu de laisser le corps électoral élire des assemblées nationales incapables de mater les communistes. Il y a plus : depuis que le général de Gaulle, descendant de son piédestal, est entré dans l'arène politique, certains pétinistes se sont demandés, avec un timide espoir, si l'homme du 18 juin ne consentirait pas à devenir un maréchal de

rechange, si l'on ne pourrait pas reprendre avec lui le rêve si brutalement interrompu par la Libération. De nombreux pétinistes se sont inscrits au R.P.F. et si l'on continue à calomnier le général, on ne lui refuse pas toute indulgence. Il ne tient qu'à lui de bénéficier de l'amnistie. Qu'il montre de la vigueur et du courage; qu'il sauve les porte-monnaie : on lui pardonnera d'avoir sauvé l'honneur de la France.

Il n'est pas surprenant qu'une propagande conduite avec tant de dextérité ait pu rallier la masse de ceux qui, en 1940, avaient accordé leur crédulité au mythe de « l'armistice dans l'honneur ». Il est plus étrange qu'elle ait impressionné beaucoup de ceux qui avaient senti l'espoir renaître dans leurs cœurs meurtris, en écoutant l'appel du 18 juin. Sans doute, devant le danger communiste croissant, les anciens Français libres et ceux qui avaient partagé leur foi étaient-ils disposés à s'allier à tous ceux qui se déclaraient prêts à défendre le pays contre cette menace — tout de même qu'en 1941 la Grande-Bretagne, malgré son attachement à la liberté humaine et à la démocratie, avait accepté avec joie le concours de l'impérialisme soviétique contre un impérialisme encore plus redoutable. Il faut bien passer quelque chose à d'éventuels camarades de combat. Puis, l'outrance de certaines accusations portées en 1945, l'exagération de la répression avaient laissé chez les résistants purs un certain sentiment de malaise qui les portait à écouter avec quelque sympathie et peu d'esprit critique les plaidoyers qu'on leur présentait. Enfin, le sentiment généreux qui animait les soldats et les partisans du général de Gaulle leur avait fait dédaigner d'accabler un adversaire à terre, si bien que les premiers essais timides de la propagande d'après-guerre en faveur de Vichy n'avaient presque rencontré de contradiction que chez les communistes et leurs amis, gens

auxquels, avec la meilleure volonté du monde, on ne pouvait pas accorder le mérite de la bonne foi et du désintéressement. Aucun obstacle sérieux ne fut donc opposé à l'entreprise de réhabilitation du maréchal et de son système. Dans la chaleur des controverses de la guerre, les résistants avaient parfois comparé les gens de Vichy à ceux de Coblence. Il faudrait aujourd'hui modifier le mot célèbre prononcé à propos des émigrés : ce sont les pétinistes qui n'ont rien appris et les résistants qui ont beaucoup oublié.

Le danger qu'il faut écarter

Si le pétinisme d'après-guerre n'a pas eu, sur les affaires du pays, une influence comparable à celle du pétinisme de l'époque de Vichy, on peut le considérer toutefois comme étant, plus que l'autre, un symptôme alarmant de démoralisation. Car les actes honteux qui furent commis de l'armistice à la Libération avaient été, pour une grande part, l'effet d'une série de causes rassemblées de façon extraordinaire et qu'on ne doit guère s'attendre à retrouver — au moins toutes à la fois. Dans une nation amollie par un régime politique vieilli, déchirée par les luttes de partis, frappée de stupeur, d'abord par une guerre que l'on croyait impossible tant il eût été facile de la rendre telle, puis par un désastre militaire sans précédent, un homme s'était levé, chargé d'ans et de gloire, le front ceint de l'auréole des anciennes victoires, et avait conseillé, puis commandé à la France désemparée de laisser là l'honneur comme une défroque usée pour ne plus songer qu'à l'intérêt. On conçoit qu'un aussi étrange concours de circonstances ait pu troubler les consciences, mais ce n'est point pousser l'optimisme au delà des limites de la raison que penser qu'il est peu vraisemblable que la France revoie jamais, en un nouvel été de 1940, un second maréchal Pétain. On pourrait donc être tenté de tourner cette page humiliante de notre histoire et de ne plus songer à ces tristes jours si l'apologie persistante de tout le système de Vichy ne forçait à reconnaître que le pétinisme a dû ses succès bien moins à ses causes accidentelles qu'à ses causes profondes.

On en peut nommer deux principales : le matérialisme et la crainte des responsabilités. Dans toutes les manifestations oratoires du maréchal, sous la grandiloquence comme sous la bonhomie, on retrouve sans cesse un rappel de l'importance des biens matériels : la vie, la santé, la richesse. Il ne faut pas que les Français se fassent tuer pour un idéal. Il ne faut pas qu'ils souffrent de la faim ou du froid. Il ne faut pas que leurs maisons soient détruites ou leur sol ravagé. La France n'est point cet ensemble de traditions d'honneur, de liberté, de générosité que l'on peut, comme la Rome de Sertorius, transporter en n'importe quel point du globe sans qu'elle cesse d'être elle-même. Non, elle est attachée à la terre qu'il faut continuer à tout prix à cultiver, dût le blé qui en lève ne nourrir qu'une génération humiliée. Vraiment ce n'était point le légendaire bruit de bottes que l'on entendait à l'approche du vieux guerrier, mais un son plus doux de pantoufles. Et ce son était infiniment plaisant à l'oreille de beaucoup de Français qui, comme leur héros, songeaient aux fortunes détruites ou menacées, à l'heure où l'âme de la nation était en péril. Et c'est parce qu'ils étaient incapables de voir quel était le vrai problème, parce qu'ils n'avaient pas assez d'abnégation pour accepter les sacrifices nécessaires, que ces gens-là n'éprouvent aujourd'hui aucun remords d'avoir déifié le guide qui les menait sur le chemin de la honte; que certains d'entre eux se demandent, avec une espérance émue, s'il n'est vraiment pas possible de reprendre ce chemin-là.

Pourtant, le matérialisme eût amené moins de partisans à la politique de l'armistice s'il eût exercé seul ses ravages. Ce qui en multiplia l'efficacité, ce fut l'existence en même temps d'un autre sentiment regrettable et malheureusement fort répandu : la crainte de choisir soi-même sa voie, de prendre une décision qui ne fût

dictée que par la conscience. Rallier les « dissidents », résister dans une organisation d'obédience gaulliste, c'était se séparer de la masse, perdre l'appui d'un entourage souvent trop prompt aux alarmes égoïstes, s'en aller seul sur la route du devoir, sans savoir à quel destin elle conduisait. Epreuve terrible assurément ! Combien n'était-il pas plus facile et plus attrayant d'abdiquer sa personnalité, de prendre place dans le troupeau du vieux berger, de se laisser guider par la houlette aux sept étoiles. Malheureusement, l'habitude du servage moral est vite prise, et de même que les Israélites au désert regrettaient les viandes d'Egypte, de même les pétinistes d'après-guerre soupirent après le temps où le verbiage du maréchal les dispensait de réfléchir.

A la vérité, ces deux tendances fâcheuses sont profondément ancrées au cœur de l'homme et il n'est point surprenant qu'elles aient survécu à l'effondrement du système de Vichy. Les libérateurs eurent, au reste, une grande part de responsabilité dans cette survivance. Jugeant avec raison que le relèvement du pays dépendait de la destruction du pétinisme, ils ne s'en prirent qu'aux signes extérieurs du mal et en négligèrent les racines. Ils frappèrent des personnes, ils abolirent le régime politique; mais ils laissèrent subsister les causes profondes. Et pouvait-il en être autrement quand les derniers venus à la Résistance furent les premiers à la répression, quand l'écrasement du pétinisme fut poursuivi surtout par un parti qui faisait du matérialisme un dogme et poussait l'esprit grégaire au plus haut degré ? Ce qui est certain, ce que la tentative d'extirpation n'a point réussi — que le danger demeure entier. Il est pourtant urgent d'y porter remède.

On peut assurément atténuer quelque peu le mal. Que les partisans de la Résistance, sans abdiquer leur hostilité à un système, agissent envers les personnes avec

cette générosité qui était une des plus belles traditions françaises avant que le régime arbitraire et policier de Vichy ne l'eût fait disparaître de nos mœurs. Que la décision qui permit au maréchal de vivre sans fers les derniers jours de sa vieillesse ternie suscite des mesures de grâce envers ceux qui suivirent leur chef sur la mauvaise route. Que les portes des prisons s'ouvrent à la requête de ceux même qui se fussent trouvés enfermés derrière elles si la « Révolution nationale » avait triomphé. Mais qu'en même temps, les profiteurs de Vichy montrent un peu de pudeur; qu'à l'exemple de cet ancêtre de Don Ruy Gomez :

« ... qui de lui-même et dans sa bonne foi
s'exila pour avoir mal conseillé le Roi »,

ils acceptent l'exil politique en réparation des mauvais conseils qu'ils ont donnés au peuple. Que surtout ils laissent à d'autres, au passé pur de compromissions, le soin de déterminer les mesures à prendre pour éviter que les communistes ne puissent profiter d'une éventuelle invasion russe pour prendre le pouvoir et les places — comme les gens du maréchal s'y étaient hissés à la faveur de l'invasion allemande. Ce sont là des moyens de faire revenir un peu de calme dans la vie politique du pays.

Mais cela ne suffira pas. Il faut un changement plus profond dans les mœurs et dans les idées. Il faut que règne en France l'esprit qui inspirait l'appel du 18 juin, qui animait les défenseurs de Bir-Hakeim et ces milliers de combattants clandestins qui ont librement choisi le risque du camp de concentration ou du peloton d'exécution. Le souvenir des morts n'a point disparu et il reste encore assez de survivants de la phalange glorieuse, depuis l'animateur de la France libre jusqu'au plus obscur membre d'un réseau, pour que tout Français

de bonne volonté puisse à tout moment trouver l'émulation propre à ranimer son courage. Il faut méditer les grands exemples donnés par ceux qui refusèrent en 1940 la soumission. Il faut que l'intérêt matériel cesse enfin d'être préféré à la grandeur; que le sacrifice ne soit plus seulement la coupe empoisonnée que l'on offre à un rival, mais quelque chose que l'on accepte pour soi-même; que chacun enfin soit assez jaloux de son honneur et de son sens du devoir pour revendiquer la responsabilité personnelle des décisions à prendre. Alors la France redeviendra la France et la défaillance de l'esprit national qui a produit l'armistice et le système de Vichy ne sera plus que le cauchemar d'un passé à jamais révolu.

ANNEXE

La mythologie du maréchal

Bien que la nature du présent essai ne comporte pas nécessairement l'addition de pièces justificatives au texte, il a semblé pourtant qu'il n'était peut-être pas inopportun de remettre sous les yeux du lecteur quelques documents qui témoignent de l'outrance où pouvaient se porter les admirateurs du maréchal et de sa politique. Rien ne saurait mieux éclairer le phénomène de création et de développement d'un mythe qui s'est produit en France depuis l'armistice de 1940 (*).

(*) Les quelques textes qui suivent ont été tirés de la masse de documents de l'époque de Vichy que M. Maurice VANINO, directeur du Centre de documentation politique, a eu l'obligeance de mettre à la disposition de l'auteur. Celui-ci lui est en outre redevable d'une aide inappréciable pour la publication de cet ouvrage, et le prie de trouver ici l'expression de sa très vive gratitude.

Notre Père

Notre Père qui êtes
A notre tête,
Que votre nom soit glorifié,
Que votre règne arrive,
Que votre volonté
Soit faite
Sur la terre pour qu'on vive.
Demeurez, sans retour,
Notre pain de chaque jour,
Redonnez
l'existence
A la France,
Ne nous laissez pas retomber
Dans le vain songe
Et le mensonge
Et délivrez-nous du mal
O Maréchal !

Georges Gérard

(*Credo à la France*, p. 89, éd. de la Revue Moderne, Paris, 1941. Egalement cité par J. Vialatoux et J. Lacroix, *Le mythe Pétain* in Esprit, septembre 1951.)



Carte postale éditée avec le visa de la censure de Vichy.



O mon pays, je veux chanter l'Homme qui t'a conservé la vie, l'émule de Bayard le Chevalier et le disciple de Jeanne la Très Sainte, comme lui sans reproche et sans peur et comme elle portant l'armure de la Foi.

Reproduction de la première page du livre de PALUEL-MARMONT, *Pétain*, éd. Librairie des Champs-Elysées, 1942.

Et des fermes monta cet appel : « O toi que nous aimons parce que tu nous aimes... défends-nous ! »

Et des pampres jaillit cette exhortation : « O toi le sage entre les sages, qui sais nos grappes gonflées d'espoir... abrite-nous ! »

Et des vergers s'exhala cette plainte : « O toi le juste, pur comme la chair de nos fruits... conserve-nous ! »

Et des labours leva ce chant : « O toi l'humain, qui connais la promesse de nos sillons... garantis-nous ! »

Et des forêts fusa ce murmure : « O toi qui mesures la pérennité de la souche et l'aspiration du rameau... préserve-nous ! »

⁂

Et toute la France en prière répéta éperdue : « O toi, mon Sauveur, sauve-moi ! »

. . . .

France, tu n'as pas eu d'homme pour mieux te servir.

Il est tout bon sens et sagesse, tout conscience et droiture, tout justice et paix.

Où qu'il aille, suis-le, car tu ne saurais t'égarer.

Aime-le tellement qu'en toute chose et tout point tu lui obéisses.

Et célèbre à jamais son nom et sa gloire, ô France, par lui demeurée la France !

(PALUEL-MARMONT, *op. cit.*, pp. 70-72-90.)



(Paluel-Marmont, *op. cit.*, p. 71.)

Méditation sur un manteau

Après bien des rencontres heureuses et émouvantes avec le Maréchal, j'en ai fait une, que je crois plus extraordinaire que toutes... Je me suis trouvé un jour tout seul avec son manteau.

Oui, son manteau qui, négligemment, reposait sur un fauteuil dans son bureau de travail. Et c'est pour moi une histoire magnifique.

. . . .

Il (le maréchal) me dit :

— Je vous laisse quelques minutes.

Puis, sur la porte :

— Tout seul, tâchez d'être sage !

Tout seul ! Il n'était pas sorti que je voyais auprès de qui je restais : le manteau. Son manteau, à la manche pendante avec les sept étoiles.

Je fus saisi.

Quand on est devant le Maréchal, on n'ose pas, on n'a pas le temps de bien regarder les choses qui sont sur lui. Mais là, pour ainsi dire, je surprenais ce manteau au repos. Et il acceptait d'être surpris. Sa complaisance m'émut. Il voulait ce que je voulais; je pouvais le regarder tant que mes yeux en avaient envie.

Or il me semble bien que tout de suite je suis devenu immobile comme lui, parce que tout de suite m'est apparu (sait-on comment les idées viennent, par quel mystère l'esprit fait de ces rapprochements et voit de ces symboles !) tout de suite m'est apparu que les sept étoiles brillaient, tels les sept rayons de la sagesse, dont parlent les Anciens.

La pièce était silencieuse : il ne venait aucun bruit du dehors. C'était en fin de journée, à l'heure de la pénombre, entre chien et loup. Je me sentis en état de grâce. Il y a de ces minutes fortunées dans la vie, où les pensées s'éclairent et s'ordonnent tout uniment.

. . . .

Ainsi, il était sorti, mais il demeurait présent. Avec son manteau. Avec les sept étoiles, qui dans la pénombre brillaient comme sept vertus. Je ne fis aucun effort pour les nommer; elles s'imposaient à moi, elles étaient évidentes. Les sept exemples que donne la vie du Maréchal à l'esprit, au cœur, au caractère, à l'âme. Et je me disais : « Comme c'est facile ! Comme c'est clair ! Comme c'est sûr ! » Les grands instants de bonheur sont bien ceux-là, quand on se figure que l'on comprend. Je comprenais, puisque je voyais. Sept signes brillants. Sept exemples aveuglants !

D'abord, deux pour l'esprit : l'*ordre* et la *vérité.*

. . . .

Il y en a deux autres qui pour le caractère figurent deux grands exemples : l'*autorité,* le *travail.*

. . . .

Deux étoiles pour l'esprit, deux pour le caractère; j'admirais à présent celles qui sont pour le cœur : l'exemple de la *bonté;* l'exemple de l'*honnêteté.*

. . . .

L'étoile de l'honnêteté est peut-être la plus brillante sur sa manche.

A moins que ce ne soit la dernière. Vous savez comme elles sont disposées. Il en est une au centre qui a l'air de commander les autres. C'est celle-là sûrement qui est pour l'âme, celle que j'appelle la *spiritualité,* le plus grand exemple, le plus beau cadeau. Le Maréchal a rappelé les Français à leur rôle d'hommes, à leur rôle d'âmes.

(René Benjamin, *Les sept étoiles de France,* pp. 91 et s., éd. Plon, 1942.)

Prière d'une Française au Maréchal Pétain

Si vous avez beaucoup de pitié pour la France
Que vous avez sauvée, en un moment fatal,
Pour que nous restions forts, malgré notre souffrance,
Soyez notre soutien, Monsieur le Maréchal !

Si vous avez encore un peu de confiance
Dans ce peuple français, qu'un réveil trop brutal
A durement puni de son insouciance,
Soyez notre mentor, Monsieur le Maréchal !

Si vous avez au cœur la divine espérance
De rapprocher un jour, en un même idéal,
Les hommes divisés... qui sait ?... par ignorance,
Soyez notre Bon Dieu, Monsieur le Maréchal !

Francine LORÉE-PRIVAS.

(*Credo à la France,* p. 129.)

Au Maréchal Pétain

DEDICACE DES « BUCOLIQUES » DE VIRGILE

Durant la Grande Guerre, le Maréchal Pétain avait pour livre de chevet les tragédies de Corneille et les « Bucoliques » de Virgile.
(Radio et presse de janvier 1941)

Du héros qui pour rompre une lutte inutile
Put se vaincre soi-même on vit les dieux surpris,
Les poètes non pas ! Nous avons tous compris
Lorsque nous avons su que vous aimiez Virgile.

Vous dont un mot éteint les flammes et les cris
De la guerre étrangère et la guerre civile,
Vous, chef victorieux, au glaive qui mutile
Vous préférez le soc qui fait les champs fleuris.

Pétain, homme des champs et des champs de bataille,
Le grand Virgile est un poète à votre taille.
Je sais quel astre un jour, s'il veut vous louanger,

Il choisira parmi tout le ciel qui rayonne
Pour de son juste éclat orner votre couronne,
Maréchal ! ce sera l'Etoile du Berger.

Xavier de MAGALLON.

(*Credo à la France*, p. 131.)

Une prière

Le paysage avait la fraîcheur d'un Dupré :
La petite maison, la vache dans le pré,
Le ruisseau qui serpente, un saule qui frissonne,
Le grand clocher de pierre où la cloche résonne
Quand, près de Dieu, les hommes vont se réunir,
Le cheval épuisé qui voudrait se raidir
Pour hâler la charrette au haut du monticule,
Rien ne manquait et rien n'avait l'air ridicule...
Une âme errait parmi les détails paysans...
Et c'était le dessin d'un enfant de six ans !
... Quand il eut envoyé cette œuvre à son idole
Il cessa de jouer. Il partait pour l'école
Le front barré d'un pli qui dissimulait mal
Le secret qui le rapprochait du Maréchal;
Chaque nuit se parait d'une faveur nouvelle
Et des songes dorés dansaient dans sa cervelle !
... Il reçut, un matin, le portrait attendu.
Son cœur battait la charge et son regard tendu
S'accrochait à la fière image vénérable.
Il la porta d'un bond sur sa petite table,
Près du Christ indulgent qui, déjà, souriait,
Joignit les mains comme le soir quand il priait,
S'approcha doucement dans le plus grand mystère
Et, radieux, tremblant, murmura : « Notre Père ! »

Henri THIÉBAUT.

(*Credo à la France*, p. 180.)

*
**

Ces louanges extravagantes s'adressaient à l'homme qui avait dit :

FRANÇAIS... Il faut cesser le combat.

(Appel du maréchal Pétain, 17 juin 1940.)

Les poètes ne chantaient point celui qui avait répondu :

La France a perdu une bataille !

Mais la France n'a pas perdu la guerre !

(Appel du général de Gaulle, 18 juin 1940.)

TABLE DES MATIERES

PAGES

PRÉFACE 7
AVANT-PROPOS 15

LES ANTECEDENTS DU PETINISME

Le péché des républicains 23
Le péché de l'opposition 27
Le déclin du patriotisme 33
La grande abdication 43

LE PETINISME TRIOMPHANT

La médiocrité au pinacle 55
Trois conseillers du maréchal 73
Faillite des élites 89
Perversion de la discipline 107
Pétinisme et Résistance 117
La grande occasion manquée 121

LA SURVIE DU PETINISME

La libération gâchée 133
La paille et la poutre 141
Le déchaînement de la propagande 147
Le danger qu'il faut écarter 163

ANNEXES

La mythologie du maréchal 169
Notre Père (Georges Gérard) 170
Pétain et Jeanne d'Arc (Carte postale) 171
O mon pays, je veux chanter... 172
Et des fermes monta cet appel... 173
Sept étoiles dans le ciel de France 174
Méditation sur un manteau (René Benjamin) 175
Prière d'une Française au Maréchal Pétain (Francine Lorée-Privas) 177
Au Maréchal Pétain (Xavier de Magallon) 178
Une prière (Henri Thiébaut) 179
TABLE DES MATIÈRES 181

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 25 JANVIER 1953,
SUR LES PRESSES
- DE L'IMPRIMERIE -
J. MARX ET CIE,
4, IMP. STE-FÉLICITÉ,
PARIS.

Dépôt légal : 1er trimestre 1953 - Editions CRÉATOR,
Nouvelle Série : *LES ECRITS RESTENT*, N° 4.